\*\*\*\* \*num\_1 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**LE FIGARO. - Pour financer un retraité, il y avait 4 actifs en 1950, contre 1,7 aujourd’hui. Quelles sont les perspectives?**

**Alain PARANT. -** Le rapport entre actifs et retraités s’est considérablement réduit en France. En 1960, il avoisinait quatre pour un car notre pays comptait alors très peu de pensionnés. Le régime de retraite était naissant. En raison d’une mortalité plus précoce, très peu de personnes parvenaient à 65 ans (âge légal de la retraite à l’époque). Celles qui y parvenaient avaient une vie de retraite beaucoup plus courte. Les cotisants étaient très nombreux, le chômage quasi inexistant et l’entrée dans le monde du travail survenait en moyenne bien plus tôt qu’aujourd’hui.

L’effondrement du rapport de 4 à 1,7 tient à un double mouvement: baisse relative du nombre de cotisants (allongement de la durée des études, insertion sur le marché du travail plus difficile, chômage) et forte augmentation du nombre de retraités (arrivée à la retraite des générations du baby-boom, abaissement de l’âge moyen de départ en retraite, élévation de la durée de vie moyenne de retraite). Les pays qui présentent un rapport cotisants/retraités plus favorable (Norvège, Australie, États-Unis) sont des pays qui ont connu après-guerre un baby-boom moins marqué, voire qui ont une croissance au contenu en emplois plus favorable, voire encore qui ont adopté des législations en matière d’âge de sortie d’activité plus strictes.

**L’érosion continue du rapport cotisants/retraités est-elle inéluctable?**

Selon le Conseil d’orientation des retraites (COR), la baisse du rapport cotisants/retraités devrait se poursuivre jusqu’à 1,6 en 2030. Seule certitude, la baisse du nombre de pensionnés liée à la disparition progressive des générations du baby-boom ne se percevra guère avant 2050. Les cotisants et les pensionnés de 2030 sont tous déjà nés ; l’incertitude porte donc sur l’évolution du contexte socio-économique et sur l’évolution démographique. Sur le plan socio-économique, les hypothèses du COR sont plutôt optimistes - baisse du chômage, élévation de l’âge moyen de départ en retraite induit par les réformes en cours - et jouent donc à la hausse du rapport. Sur le plan démographique, l’hypothèse d’une élévation des durées de vie moyennes joue au contraire à la baisse du rapport ; les réserves de survie se situant dans les âges élevés, elles induisent, toutes choses égales par ailleurs, un surcroît de baby-boomers pensionnés. À l’horizon 2030, l’érosion paraît inéluctable, sauf stagnation des espérances de vie.

**Le recul de l’âge de départ à la retraite est-il nécessaire?**

Les comptes de l’assurance-vieillesse ne peuvent qu’être de plus en plus déficitaires hors augmentations des cotisations, baisse des pensions servies ou élévation de l’âge frontière entre activité et retraite. Les deux premiers leviers ayant déjà servi jusqu’aux limites du supportable, sinon au-delà, le troisième paraît le plus opportun ; mais on peut y parvenir par deux voies différentes: la mesure d’âge frontale, pas forcément la plus facile à faire admettre ni nécessairement la plus équitable ; l’élévation de la durée de cotisation en fonction de l’évolution de l’espérance de vie.

Cette dernière a l’avantage de contribuer à résorber l’effet de ce que les démographes nomment inégalité sociale devant la mort, qui veut que selon la catégorie sociale d’appartenance, la probabilité de survivre jusqu’à la retraite est plus ou moins élevée et qu’au-delà, la durée de vie de retraite est plus ou moins longue. Les catégories les moins favorisées au regard de la mort (ouvriers) qui entrent dans la vie active plus précocement sortiront du marché du travail, à durée de cotisations donnée, plus tôt que les catégories sociales plus privilégiées au regard de la mort et à l’entrée dans la vie active plus tardive (professions intellectuelles et cadres supérieurs).

**Que penser de la Suède, qui adapte l’âge de départ à la retraite en fonction de l’espérance de vie de chaque génération?**

Les Suédois ont substitué à leur ancien système par répartition à prestations garanties un système par répartition à cotisations garanties. Il coexiste avec un régime par capitalisation lui aussi obligatoire. Jusqu’en 2000, les cotisations des actifs variaient en fonction du montant total des pensions versées. Depuis, ce sont les pensions qui s’adaptent au montant des cotisations prélevées à taux fixe sur tous les revenus. Pour déterminer le montant annuel de la pension d’un individu prenant sa retraite, on divise le montant total actualisé des cotisations qu’il a versées par le nombre d’années qui lui reste à vivre ; plus il prend sa retraite tôt, plus ce nombre est élevé et sa pension faible, plus il prend sa retraite tard, plus son espérance de vie est faible et sa pension élevée surtout s’il la prend après 65 ans (surcote).

Les pensions sont réévaluées en fonction de l’évolution de l’espérance de vie (toutes catégories de personnes confondues) et de l’évolution du salaire réel moyen par tête. Si les réserves financières du système deviennent insuffisantes en raison d’une baisse de l’activité économique ou du nombre d’actifs occupés, le taux de cotisation étant fixe, le montant des pensions servies automatiquement baisse (ce fut le cas en 2010, 2011, 2014).

**Les naissances d’aujourd’hui conditionnant les actifs de demain, la France soutient-elle suffisamment sa natalité?**

Les naissances d’aujourd’hui feront les actifs de demain, sous réserve de formations adaptées aux futurs besoins de l’appareil productif français et sous réserve que cet appareil productif sache les attirer!

Depuis 2010, le nombre des naissances baisse en France ; il est passé de 802.000 à 758.000 en 2018 (dernière donnée publiée), ce qui tient à une diminution de la population féminine en âge de procréation maximale (les femmes âgées de 25-34 ans appartiennent aux générations nées moins nombreuses à partir de 1975) et à une baisse de la fécondité (de 2,03 enfants en moyenne par femme en 2010 à 1,86) liée à une légère augmentation de la proportion de femmes sans enfant et, plus fondamentalement, au fait que les naissances qui interviennent aujourd’hui plus tard (au-delà de 30 ans) dans la vie des femmes ne compensent pas, numériquement parlant, les naissances qui survenaient naguère plus tôt. Ce phénomène d’allongement du calendrier de la fécondité atteint un niveau préoccupant. Alors que l’âge moyen à la maternité approche 31 ans, la poursuite de la tendance pourrait entraîner une hausse de l’infécondité, la PMA ayant ses limites.

Sauf surcroît d’immigration étrangère jeune, la population des femmes âgées de 25-34 ans n’augmentera pas au cours des prochaines années (héritage de la natalité passée). Si action il doit y avoir, celle-ci doit donc porter sur le niveau de la fécondité, et donc sur l’environnement offert aux jeunes générations d’adultes. Ces dernières étant aussi très ouvertes aux questions environnementales et aux discours invitant à limiter la croissance démographique mondiale, l’action devra être, non seulement ciblée, mais massive.

\*\*\*\* \*num\_6 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Quel est le visage de la France? Selon le bilan démographique 2019 de l’Insee, les naissances baissent pour la cinquième année consécutive, mais moins fortement qu’en 2018. Des informations sensibles en plein débat sur la réforme des retraites…**

L’Insee dévoile ce mardi son «bilan démographique 2019». En voici les données principales:

● 67 millions d’habitants

Au 1er janvier 2020, la France compte 67 millions d’habitants. Au cours de l’année 2019, la population a augmenté de 0,3%. Comme les années précédentes, cette progression est principalement due au solde naturel (+141.000 personnes), différence entre les nombres de naissances et de décès, malgré un solde *«historiquement bas»*. Le solde migratoire, lui, se situe à +46.000 personnes, selon les estimations de l’Insee.

● 753.000 naissances, soit 6000 de moins qu’en 2018

En 2019, 753.000 bébés ont vu le jour en France. La natalité baisse pour la cinquième année consécutive, mais à un rythme plus ralenti. L’Insee retient avant tout que *«la fécondité se stabilise»*. L’indicateur conjoncturel de fécondité s’établit à 1.87 enfant par femme contre 1.88 l’année précédente. L’âge moyen à la maternité continue de s’élever pour atteindre 30.7 ans en 2019. Selon les dernières données d’Eurostat, la France reste championne de la natalité de l’Union européenne.

● Légèrement plus de décès

Alors que les générations du baby-boom arrivent aux grands âges, 612.000 personnes sont mortes en 2019 en France, soit 2000 de plus qu’en 2018. L’épisode de grippe hivernale de 2017-2018 et les deux épisodes de canicule de l’été dernier ont également accru le taux de mortalité des personnes âgées, souligne l’Insee.

L’espérance de vie continue d’augmenter

En 2019, l’espérance de vie atteint 85.6 ans pour les femmes et 79.7 ans pour les hommes. En dix ans, les hommes ont gagné 2 ans d’espérance de vie et les femmes 1.2 an. Une progression qui se poursuit. Les Françaises sont vice-championnes d’Europe de la longévité, derrière les Espagnoles (86.1 ans).

● Les mariages en baisse

En 2019, 227.000 mariages ont été célébrés, dont 221.000 mariages entre personnes de sexe différent et 6000 mariages entre personnes de même sexe. Un nombre inférieur à l’année précédente. Les Pacs, eux, sont en augmentation en 2018 avec 209.000 pactes civils de solidarité Pacs conclus. Un phénomène sans doute lié à la nouvelle possibilité de formaliser cette union en marie.

\*\*\*\* \*num\_7 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**LE FIGARO. - La natalité a baissé en France en 2019 pour la cinquième année consécutive, selon l’Insee. Comment l’expliquer?**

**Jérôme FOURQUET. -** La natalité française a connu un pic entre 2006 et 2014, et a chuté depuis. Même si le rapport de l’Insee se veut rassurant et montre que la natalité se stabilise presque après plusieurs années de nette baisse, il est tout de même né 70.000 enfants de moins en 2019 qu’en 2014. Ce déficit de naissances pèse sur la démographie française. Une première explication largement avancée par les démographes est liée à la structure de la pyramide des âges et au vieillissement de la population: les femmes de la génération du baby-boom ne sont plus en mesure d’avoir des enfants, et donc le nombre de «mères potentielles» diminue.

Mais on peut également avancer l’hypothèse d’un impact des changements de politique familiale intervenus sous le gouvernement Ayrault: abaissement par deux fois du quotient familial, mise sous condition de ressources des allocations familiales, imposition de la majoration de retraite pour les retraités ayant élevé des enfants, réduction de la Prestation d’accueil jeune enfant (Paje) pour les ménages au-dessus d’un certain niveau de revenus et suppression de la demi-part de quotient familial pour les veufs et veuves.

D’après une enquête de l’Ifop de 2016, 44 % des foyers se déclaraient concernés par une ou plusieurs de ces mesures d’économie. 78 % des sondés anticipaient par ailleurs de nouveaux abaissements du seuil de revenu à partir duquel les allocations seraient rabotées. Enfin, 51 % des Français estimaient que ces mesures étaient de nature à conduire de futurs parents à différer une naissance. Et cette proportion montait à 62 % parmi les foyers ayant déjà au moins deux enfants. Alors que la proportion de familles ayant trois enfants «tire» la moyenne de la fécondité, les parents de deux enfants étaient les moins enclins à en avoir davantage, compte tenu des coupes effectuées dans les politiques de soutien aux familles et notamment aux familles nombreuses.

Bien sûr, cette explication ne vaut qu’à la marge: on ne fait pas des enfants pour toucher des allocations! Mais la concomitance des atteintes aux politiques familiales avec le début du déclin des naissances laisse penser que cela a joué. Le gouvernement de l’époque a envoyé des signaux qui ont été perçus comme annonçant la fin de l’universalité des politiques familiales, or cette politique publique avait jusque-là été sanctuarisée en France, en dépit des alternances politiques. C’était un élément très structurant du pacte national. C’est ce qui permettait à la France de maintenir un taux de fécondité plus fort que ses voisins européens: les politiques familiales jouaient jusque-là beaucoup sur le passage de deux à trois enfants pour un ménage.

**Face à ce déclin, certains, comme Jean-Paul Delevoye en décembre, proposent de recourir à l’immigration…**

Jean-Paul Delevoye s’exprimait au plan européen, et aujourd’hui la France connaît malgré tout un dynamisme démographique plus important que ses voisins. Notre pays sera donc concerné plus tardivement par le vieillissement de sa population active que l’Allemagne, l’Italie ou l’Espagne. Toutefois, il ne faut pas en France s’enfermer dans une alternative binaire entre les politiques natalistes ou le recours à l’immigration. Si l’Allemagne a privilégié l’immigration, c’est que l’âge de départ à la retraite y est déjà très élevé et que le taux de chômage y est au plus bas (3,5 %). La France pourrait jouer sur ces deux leviers et notamment sur le taux de chômage pour accroître sensiblement le nombre de cotisants, avant de recourir à une immigration supplémentaire.

En effet, les flux migratoires cumulés au cours des dernières décennies sont déjà très significatifs. Dans *L’Archipel français*, nous avons analysé l’évolution de la distribution des prénoms en France depuis le début du XXe siècle. En France, en 1960, 1 % des garçons qui naissaient portaient un prénom arabo-musulman, contre 19 % aujourd’hui. Ce dynamisme est d’abord structurel, car il s’agit d’une population plus jeune que la moyenne, mais également culturel (la transition démographique, c’est-à-dire la diminution du nombre d’enfants par femmes, ne s’effectue pas immédiatement dans ces familles). Enfin, cette dynamique est tirée par la persistance des flux migratoires soutenus notamment depuis le début des années 2000. L’étude de la prévalence des types de prénoms parmi les nouveau-nés permet notamment d’agréger la vigueur des flux migratoires légaux et illégaux, car sauf exception, tout enfant qui naît sur le sol français est enregistré par l’Insee, même si ses parents sont clandestins.

\*\*\*\* \*num\_8 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**DÉMOGRAPHIE** Signe de confiance en l'avenir, unité de mesure de la vitalité d'un pays, le bilan annuel des naissances est toujours examiné à la loupe. C'est plus que jamais le cas cette année, en plein débat sur la réforme des retraites, alors que le rapport entre le nombre d'actifs et de retraités s'annonce crucial pour l'avenir.

En 2019, 753 000 bébés sont nés en France. Soit 6 000 de moins qu'en 2018, selon le bilan démographique 2019, dévoilé mardi par l'Institut national de la statistique (Insee). Cette diminution, certes légère, marque une cinquième année consécutive de baisse de la natalité. L'Insee n'y voit cependant pas une « crise des berceaux » , et préfère souligner que la fécondité *« se stabilise en France »*. En 2019, l'indicateur conjoncturel de fécondité - ou nombre moyen d'enfants par femme - s'établit à 1,87 enfant par femme contre 1,88 en 2018. Est-ce la fin d'un cycle ? *« La diminution de la fécondité est bien moindre que les années précédentes. Après plusieurs années de baisse, on est au milieu du gué. Les chiffres de l'année prochaine permettront de confirmer ou non cette stabilisation de la fécondité voire d'annoncer une reprise »*, commente Sylvie Le Minez, responsable des études démographiques et sociales de l'Insee.

**« Maternités plus tardives »**

Un point de vue optimiste qui n'est pas partagé par tout le monde. *« En 2019, il est né près de 70 000 enfants de moins qu'en 2014. Le total des naissances sur 12 mois glissants a baissé sans interruption pendant 60 mois, sans aucun rebond, ce qui est inédit depuis l'après-guerre »*, s'alarme l'Unaf (Union nationale des associations familiales). *« Les scénarios d'équilibre à long terme du système de retraite et de santé reposent sur une hypothèse de fécondité (1,95 enfant par femme) dont on ne cesse de s'écarter »*, pointe l'institution. Et de mettre en garde : les cotisants de moins de 40 ans risquent d'affronter *« une nouvelle crise du financement des retraites »*si la fécondité ne remonte pas.

Légère ou inquiétante, comment s'explique cette baisse alors que la France a connu un « âge d'or » de la natalité entre 2006 et 2014, période où la fécondité oscillait autour de 2 enfants par femme ? *« Ces quatre dernières années, et de manière moins marquée en 2019, c'est la baisse de la fécondité qui explique les naissances moins nombreuses »*, indique Sylvie Le Minez. L'Insee relève notamment que le phénomène de report du calendrier des naissances gagne du terrain. Les « jeunes mamans » sont de moins en moins nombreuses. L'âge moyen à la maternité atteint 30,7 ans en 2019, contre 29,3 ans vingt ans plus tôt. Depuis le début des années 2000, les femmes de moins de 30 ans font moins de bébés. C'est aujourd'hui aussi le cas de celles de**30 à 34 ans.***« Les femmes font des enfants quatre ans plus tard que leurs mères. Ce qui ne veut pas dire qu'elles n'auront pas eu, comme elles, deux enfants à la fin de leur vie féconde,***décrit Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, chercheur associé à l'Ined. Diplôme, emploi stable, logement...**les couples veulent aujourd'hui avoir des enfants une fois qu'ils s'estiment bien installés dans la vie.

*« Le modèle des maternités plus tardives des femmes des catégories socio-professionnelles supérieures se répand dans toutes couches de la société, y compris dans les classes populaires où les grossesses étaient plus précoces*. *On peut imaginer que les réseaux sociaux contribuent à harmoniser les modes de vie »*, ajoute le géographe Laurent Chalard, membre du think-tank European Centre for International Affairs. Modulation des allocations, plafonnement du quotient familial... Le recteur Gérard-François Dumont, géographe et professeur à l'université de Paris-IV Sorbonne, juge pour sa part que les coups de rabot sur la politique familiale depuis 2012 ont joué un rôle de premier plan dans ce déclin. *« La confiance dans la politique familiale a été mise à mal. La conciliation entre la vie professionnelle et familiale est également moins facile car les 13 milliards d'euros de réductions des dotations aux collectivités territoriales ont entraîné l'abandon de projets de crèches »*, souligne-t-il. Dans une Europe malthusienne, la France se distingue malgré tout comme le pays où l'on continue à faire le plus de bébés, devant la Suède et l'Irlande.

Au 1er janvier 2020, la France dépassait pour la première fois les 67 millions habitants. Un chiffre qui en fait le deuxième pays le plus peuplé de l'Union européenne après l'Allemagne. Mais c'est aussi un pays vieillissant, où un Français sur cinq a 65 ans ou plus. Avec l'arrivée progressive à l'âge de la mortalité des générations du baby-boom, une épidémie de grippe hivernale et deux pics caniculaires, la mortalité a continué d'augmenter (+ 0,4 %). En tout, 612 000 personnes sont décédées en France l'an dernier.

La bonne nouvelle, c'est que les Français vivent plus longtemps. L'espérance de vie à la naissance atteint 85,6 ans pour les femmes et de 79,7 ans pour les hommes en 2019. *« En dix ans, les hommes ont gagné 2 ans d'espérance de vie et les femmes 1,2 an »*, calcule l'Insee. Ces cinq dernières années, ce gain s'est ralenti. Mais alors que l'on pouvait penser avoir atteint un seuil, la tendance se poursuit. Les Françaises peuvent ainsi se targuer d'être les vice-championnes de la longévité en Europe, juste après les Espagnoles. In fine, la population a augmenté de 0,3 % en 2019. Cette augmentation reste, comme les années précédentes, davantage tirée par le solde naturel - la différence entre les naissances et les décès - que par le solde migratoire que l'Insee estime à + 46 000 personnes. Une exception française qui résiste mais s'amenuise car le solde naturel est *« historiquement bas »* en 2019.

\*\*\*\* \*num\_9 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

En plein débat sur la réforme des retraites, alors que le rapport entre actifs et retraités s'annonce crucial pour les années à venir, la natalité continue de baisser en France. En 2019, 753 000 bébés sont nés dans l'Hexagone. C'est 6 000 de moins que l'année précédente. L'Insee, dans son dernier bilan, préfère souligner que cette baisse est moins accentuée et que le taux de fécondité « se stabilise en France ». Est-on sorti d'un âge d'or de la maternité ? Le fait est que la confiance dans les politiques familiales s'est effritée et que la maternité est de plus en plus tardive. À cette évolution s'ajoute, remarque l'Insee, une profonde transformation de la famille dans la société française, où le nombre de couples mariés avec enfants n'est plus le modèle dominant. La procréation médicalement assistée, qui pourrait bientôt s'étendre à toutes les femmes, concerne déjà une naissance sur trente.

Publié mardi, le bilan démographique 2019 de l'Insee fait état d'une diminution des naissances, pour la cinquième année consécutive. La fécondité tend cependant à se stabiliser.

\*\*\*\* \*num\_10 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

LA FRANCE compte moins de bébés mais ils sont de plus en plus nombreux à être issus d'une PMA. Un bébé sur trente est conçu grâce à une assistance médicale, selon une étude de l'Ined (Institut national d'études démographiques) de 2018. Soit près d'un enfant par classe. Entre la naissance d'Amandine en 1982, premier « bébé-éprouvette » français, et la fin de l'année 2109, le nombre d'enfants nés par FIV a été estimé à 400 000 en France. Un essor qui s'observe également au plan mondial avec plus de 8 millions d'enfants nés par FIV en quarante ans.

Aujourd'hui réservée aux couples hétérosexuels infertiles ou à risque de transmission d'une maladie grave, la PMA pourrait demain, après le vote de la loi bioéthique, être ouverte aux lesbiennes en couple et aux femmes célibataires. Le nombre de femmes qui pourraient procréer ainsi ne risque pas de bouleverser les statistiques de la natalité. Mais certains voient cette réforme comme le symptôme d'une conception de plus en plus médicale de la procréation.

Fécondation in vitro, insémination artificielle intraconjugale ou plus rarement avec un don de gamètes (5 %)... L'acronyme « PMA » recouvre des techniques différentes qui ont connu des progrès technologiques au fil des années. Ces progrès expliquent en partie *« le recours croissant à la FIV »*, relève la chercheuse Élise de La Rochebrochard, auteure de la publication de l'Ined de 2018. Ils permettent de prendre en charge des infertilités qui ne l'étaient pas autrefois, notamment l'infertilité masculine. *« La progression de la PMA est multifactorielle. Elle tient aussi à des évolutions sociales comme les maternités plus tardives, à un âge où les femmes ont plus de difficultés à concevoir. Enfin, la PMA s'est démocratisée*, explique le Pr Michaël Grynberg, chef du service de médecine de la reproduction de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart. *L'infertilité est un sujet moins tabou. »*

Jadis considéré comme un secret de famille, ce parcours s'affiche de plus en plus sur les réseaux sociaux. *« En 2007, il y avait une soixantaine de blogs sur le sujet,*note Virginie Rio, cofondatrice de Bamp !, une association nationale de patients et de personnes infertiles qui ont recours à la PMA. *Depuis, les témoignages se sont multipliés. »* Laëtitia, qui vient de devenir maman à 31 ans, a partagé sur un blog, puis sur Twitter, six années ponctuées par les stimulations ovariennes, les inséminations artificielles et trois FIV. *« J'étais au bout du rouleau et j'avais besoin d'échanger avec des personnes qui avaient vécu la même chose*, explique-t-elle. *La PMA, c'est des montagnes russes émotionnelles. »*

**Mise en garde contre une « surconsommation »**

Céline Dion, Kim Kardashian ou l'animatrice Karine Le Marchand en France... Les stars sont nombreuses à confier être passées par ces traitements. *« Cette information omniprésente pousse les couples à se poser des questions qu'ils ne se posaient pas avant*, note le Pr Michaël Grynberg. *Dans notre société de consommation et d'immédiateté, l'attente de la grossesse est plus difficile à supporter. Les gens veulent de l'efficacité. Il y a quelques années, ils venaient souvent consulter trop tard. Aujourd'hui, certains commencent à nous solliciter presque trop tôt et réclament des bilans de fertilité avant de concevoir alors qu'aucun marqueur n'est assez fiable pour prédire avec certitude les chances de grossesse. »*Le biologiste Jacques Testart, pionnier de la PMA en France, met en garde contre une « surconsommation ». « *La conception in vitro est devenue un acte « normal » , débarrassé des questionnements éthiques ou religieux. On peut considérer que cet acquis culturel ira en se consolidant*, estime-t-il. *Ce qui poussera à la surconsommation de FIV, ce n'est pas tant son ouverture à de nouvelles catégories que la proposition de nouveaux services associés, comme la congélation d'ovules pour plus tard et surtout la sélection génétique de l'enfant à naître. »*

L'association Bamp ! sonne pour sa part l'alerte sur la baisse de la fertilité. Un phénomène documenté pour les hommes. Moins pour les femmes. *« Même si c'est plus difficile à démontrer scientifiquement, j'ai du mal à croire que la baisse de la fertilité ne toucherait pas les femmes »*, pointe Virginie Rio. Et de s'inquiéter de l'absence d'une politique publique d'information sur ce sujet, notamment auprès des plus jeunes. *« Mais nous nous réjouissons du planfertilité prévu dans la loi de bioéthique*, poursuit-elle *. Aujourd'hui, il y a une croyance que la médecine est toute-puissante et permettra de faire des enfants sans difficulté. Il faut rappeler qu'un parcours de PMA sur deux n'aboutit pas à une grossesse. »*A. L.

\*\*\*\* \*num\_12 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Le taux de natalité a chuté l'an passé à son plus bas niveau depuis la fondation de la République populaire en 1949. Pour éviter une crise démographique, la Chine a assoupli en 2016 sa politique de limitation des naissances (dite de « l'enfant unique ») en permettant à tous les couples d'avoir jusqu'à deux enfants. Mais la mesure n'a pas eu l'effet escompté. En 2019, le taux de natalité s'est établi à seulement 10,48 naissances pour 1 000 habitants, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS).

Le nombre de naissances chute déjà depuis trois années consécutives et la population active poursuit son déclin. Pour autant, l'an dernier, la population totale a dépassé pour la première fois 1,4 milliard de personnes.

\*\*\*\* \*num\_17 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**On ne connaît pas encore tous les effets de la pandémie sur la démographie française. Une chose est sûre: il n’y avait jamais eu aussi peu de naissances en France depuis 1945.**

L’épidémie de Covid 19 a-t-elle entraîné un baby-boom ou un baby-krach? Il faudra encore attendre quelques mois pour le savoir. En effet, seuls les bébés conçus pendant le début du confinement - hors accouchements prématurés - ont poussé leur premier cri en décembre 2020.

Seule certitude, les naissances en France en 2020 ont atteint le chiffre le plus bas depuis 1945. 740.000 bébés y ont vu le jour l’an dernier, indique le bilan démographique de l’Insee. Soit 13.000 naissances de moins qu’en 2019 (- 1,8%). *«Le nombre de naissances diminue chaque année depuis six ans»*, pointe l’institut de statistiques. Cette mauvaise nouvelle du bilan démographique ne peut cependant pas être imputée à la crise sanitaire. Après un «âge d’or» des berceaux entre 2006 et 2014, la baisse des naissances se poursuit et se creuse en 2020. Dans une Europe malthusienne, la France a cependant gardé sa place de «championne des bébés», selon le dernier chiffre disponible de 2018. C’est le pays de l’Union le plus fécond devant la Suède, la Roumanie et l’Irlande.

*«Le nombre de naissances dépend à la fois du nombre de femmes en âge de procréer et de leur fécondité»*, rappelle l’Insee qui impute davantage la chute des naissances à la fécondité. En 2020, l’indicateur conjoncturel de fécondité - ou nombre moyen d’enfants par femme - s’établit à 1,84 enfant par femme contre 1,86 en 2019. Si les Françaises font moins d’enfants, elles en font aussi plus tard. Avec l’allongement des études, les «jeunes mamans» sont de moins en moins nombreuses. *«L’âge moyen à la maternité continue de croître régulièrement»*, décrit l’Insee. Il atteint 30,8 ans en 2020 contre 29,3 ans vingt ans plus tôt.

Un «désir d’enfant» supérieur à la fécondité réelle

Faut-il voir dans ce repli une conséquence du chômage, des crises sociales, des craintes pour l’avenir de la planète? Un report du calendrier des naissances? La conséquence d’une politique familiale moins généreuse? La baisse de la fécondité ne s’explique en tout cas pas par un manque d’attrait pour la parentalité, s’émeut l’Union nationale des associations familiales (Unaf). Selon ce porte-parole officiel des familles auprès des pouvoirs publics, le *«désir d’enfant»* est supérieur à la fécondité réelle. *«67 % des personnes n’ayant eu qu’un enfant en voudraient, ou en auraient voulu, au moins deux»*, estime l’Unaf, qui a mesuré cette envie dans un sondage Kantar dévoilé jeudi dernier \*. Les Français veulent ou auraient voulu en moyenne 2,39 enfants, conclut l’Unaf. C’est donc aux pouvoirs publics de *«relancer la politique familiale»* pour *«redonner confiance»*, plaide la présidente de l’Unaf, Marie-Andrée Blanc.

En 2020, on compte aussi un mariage pour… cinq enterrements. 148.000 mariages ont été célébrés, un chiffre en recul de 34% par rapport à 2019, la pandémie ayant empêché la tenue des célébrations ou incité les amoureux à repousser le moment de se dire «oui» devant le maire en raison de la limitation du nombre d’invités. Certains ont pu se reporter sur le pacs et ses cérémonies moins formelles pour se consoler mais le chiffre de 2020 n’est pas connu à ce jour. Reste à savoir si la nuptialité aura une influence sur la fécondité de l’année prochaine. Ces mariages annulés ou retardés vont-ils aggraver la crise de la layette? Rien n’est moins sûr alors que l’Insee rappelle que *«depuis 1979, la proportion des enfants nés hors mariage dépasse 10 %»* et *«ne cesse d’augmenter»*. Ainsi, en 2017, 60 % des naissances avaient lieu alors que les parents n’étaient pas mariés. Au-delà des mariages, il y a peut-être eu moins de mises en couple en 2020, *«un phénomène qui peut jouer sur les naissances à venir»*, avertit le géographe Laurent Chalard.

Une baisse temporaire?

Pour l’année 2021, le démographe Gilles Pison estime pour sa part que l’on peut s’attendre à une baisse des naissances, mais temporaire. *«Les crises poussent les couples à remettre leur projet d’enfant à plus tard. C’est en tout cas ce qui a été observé ces cinquante dernières années. La récession de 1958, le premier choc pétrolier de 1973-1974 ont ralenti les naissances*, décrit ce professeur au Muséum national d’histoire naturelle et chercheur associé à l’Ined. *Après la crise de 2007-2008, la natalité a cependant résisté en France par rapport à d’autres pays mais elle a tout de même baissé dans les deux ans qui ont suivi, de manière à la fois plus tardive et plus modeste.»*À l’inverse, Laurent Chalard n’exclut pas un «printemps des bébés» en 2021. *«La crise sanitaire est un événement particulier, différent d’une crise économique ou d’une guerre. Alors que les jeunes couples font des bébés de plus en plus tard, ils se sont peut-être dit que c’était le moment pendant le confinement. C’est un moment qui nous a donné du temps pour réfléchir nos vies et l’envie de faire de nouveaux projets»*, observe-t-il, à contre-courant des théories déclinistes.

\*\*\*\* \*num\_21 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**À long terme, la diminution de la fécondité en France pourrait avoir de lourdes conséquences économiques.**

C’est une bombe à retardement de long terme… La baisse de la natalité dans l’Hexagone, constatée depuis plusieurs années et confirmée une nouvelle fois en janvier par le bilan démographique de l’Insee, pourrait avoir de lourds effets sur la disponibilité de la main-d’œuvre et sur le système de protection sociale tricolore. Car si la dynamique et la baisse constante de l’indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) peuvent paraître anodines à court terme, les véritables répercussions de ce phénomène ne pourront s’apprécier que dans plusieurs décennies. Et les conséquences pourraient s’avérer très coûteuses.

Concrètement, entre 2010 et 2020, cet indicateur, qui mesure le nombre d’enfants qu’aurait une femme tout au long de sa vie, est passé de 2 à 1,84. Un vrai problème puisque, pour assurer le renouvellement d’une génération, celui-ci doit atteindre 2,1… « *C’est une baisse importante que la crise du Covid confirme. Et il y a des raisons de penser que ça puisse être inquiétant*», estime l’économiste de l’OFCE, Mathieu Plane.

Un trou de 17 milliards

Si la natalité en France a connu un véritable sursaut au cours des années 1990 et jusqu’à la fin des années 2010, elle est depuis en baisse. Et pour ressentir les effets de la diminution des naissances sur le marché du travail, il faut en moyenne attendre 20 à 25 ans. Soit le temps que les nouveau-nés deviennent des actifs et entrent sur le marché de l’emploi. Aux premiers abords, ce phénomène semble indolore et même profitable. « *À court terme les dépenses d’éducation ou l’investissement dans la création de crèches, par exemple, diminuent pour les finances publiques*», explique l’économiste. Mais le gain est minime par rapport au coût engendré plus tard. En effet, la baisse de la fécondité en France influe directement le niveau de croissance potentiel du pays.

Cet indicateur macro-économique permet d’estimer à long terme les variations du PIB. Et celui-ci se base sur deux critères: les niveaux des facteurs de production et la productivité globale des facteurs. Soit, pour faire simple, la population en âge de travailler ainsi que la productivité et les capacités d’innovation. « *Un ralentissement démographique de long terme signifie que les ressources en main-d’œuvre seront comprimées durablement. Pour assurer un même niveau de croissance, il va falloir faire des efforts de productivité encore plus importants. Or, aujourd’hui, la productivité de la France ralentit et si on y ajoute un déclin démographique ce n’est vraiment pas une bonne nouvelle*», constate le directeur de recherche au CNRS, Yannick L’Horty. Et qui dit moins de personnes en emploi dit également moins de création de richesse. Dès lors, la soutenabilité des systèmes sociaux pourrait être mise en danger. « *La croissance de long terme détermine les trajectoires des ressources fiscales du pays. Avec moins d’enfants, et donc moins d’actifs à plus long terme, la base fiscale va se rétrécir car il n’y aura pas moins de retraités ou de personnes malades*», détaille Mathieu Plane. Si la croissance potentielle dépassait les 5 % dans les années 1960, elle oscille désormais autour de 1,2 %.

Dans son rapport annuel, le Conseil d’orientation des retraites (COR) s’est penché sur l’impact de la fécondité sur le système de retraite. Pour ce faire, le COR s’est fondé sur trois hypothèses déterminées il y a plusieurs années par l’Insee. Une hypothèse centrale avec un indicateur conjoncturel de fécondité de 1,95, une hypothèse basse à 1,8 et une hypothèse haute à 2,1. Sauf que, désormais, avec un indicateur 2020 à 1,84 la démographie française flirte dangereusement avec l’hypothèse la plus basse. Le constat est sans appel… « *Si cette tendance devait se confirmer, la part des dépenses du système de retraite serait plus élevée dans le PIB à l’horizon de la projection*», indique le COR. Ainsi, à l’horizon 2070, la baisse de la natalité pourrait atteindre une hausse des dépenses à hauteur de 0,7 point de PIB. Soit peu ou prou 17 milliards d’euros. Et si la dynamique se fait sentir sur le système de retraite, nul doute qu’elle touchera également le système de santé ou encore celui de l’assurance-chômage…

Bayrou prépare une note sur la démographie

C’est l’un de ses principaux engagements. Dès son discours d’arrivée au haut-commissariat au Plan, prononcé le 22 septembre dernier devant le Conseil économique, social et environnemental, François Bayrou a érigé la démographie comme une priorité. « *Le premier des buts autour desquels doit s’organiser une réflexion véritablement stratégique, c’est celui de notre vitalité*», avait-il affirmé. Avant d’évoquer la démographie comme étant « *la dynamique propre de la population française*».

« *Il est en Europe et dans le monde des catastrophes démographiques à l’œuvre. Jusqu’à maintenant, la France (…) apparaissait comme une heureuse exception*», s’était alors réjoui François Bayrou. Tout en formulant déjà des inquiétudes. « *Cet élan vital paraît s’éroder, constatait l’élu. La France n’assure plus depuis quelques années le renouvellement des générations. Faut-il tenter de retrouver notre natalité positive, et comment le faire, pour que soit reconnu cet immense enjeu d’attractivité et d’influence, que représente la bonne santé démographique?*»

Si le sujet devait faire l’objet de ses réflexions dès sa première note, François Bayrou a finalement été rattrapé par l’actualité. Après s’être exprimé sur la crise sanitaire et la gestion de la dette, et dans un contexte où une baisse de la natalité liée au Covid se confirme, le haut-commissariat affirme désormais « *plancher*» sur la question. Comme l’alimentation et les soins, la question de la démographie devrait donc faire partie des prochaines notes rendues publiques par François Bayrou.

\*\*\*\* \*num\_22 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

À la fin du mois de février, l'Insee a annoncé que seulement 53 900 nourrissons avaient vu le jour en janvier. Soit 13 % de moins qu'en janvier 2020. Une baisse spectaculaire aussitôt qualifiée de « baby-krach ». Et un démenti cinglant des prédictions du printemps dernier sur un potentiel baby-boom lié à la promiscuité du premier confinement. En décembre, déjà, une première diminution avait été observée avec 7 % de naissances en moins. En 2020, avant même les effets de la pandémie, la natalité a atteint le chiffre le plus bas depuis 1945. *En France métropolitaine, il naît désormais 100 000 enfants de moins qu'il y a dix ans. Pour le démographe Gérard-François Dumont, le quinquennat de François Hollande, en réduisant drastiquement la politique familiale, a été décisif dans l'accélération de ce phénomène.*

Le nombre de naissances diminue depuis plusieurs mois de façon spectaculaire. Covid, crise économique, recul de la politique familiale expliquent ce phénomène qui s'accélère.

\*\*\*\* \*num\_24 \*an\_2021 \*quart\_2 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

La crise sanitaire a provoqué un choc démographique inédit, sans remettre heureusement en question la tendance séculaire à l'allongement de la vie. Au-delà de la réforme des retraites, c'est l'ensemble de l'économie et de la société qui doivent s'adapter.

Une saignée sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. *« Le bilan de l'année 2020 reste accablant : l'épidémie de Covid-19 a interrompu 68 000 vies dans notre pays durant cette seule année » ,*déplorent les démographes France Meslé et Gilles Pison de l'Ined (Institut national d'études démographique). Plus de morts et 17 400 nouveau-nés de moins que l'année précédente. De même, en 2020 « *la pandémie a fait perdre 0,5 an d'espérance de vie aux femmes et 0,6 an aux hommes » ,*revenant respectivement à 85,1 et 79,1 ans, a calculé l'Insee.

La réalité est d'autant plus désolante que ces tendances se sont poursuivies au moins jusqu'en avril 2021 où le cap des 100 000 décès dus au coronavirus a été franchi. Il ne faut pourtant pas s'y tromper, le présent ne préjuge en rien de l'avenir. *« Ce sera comme à la sortie d'une guerre, les tendances profondes antérieures, qu'il s'agisse de la fécondité ou de la longévité liée fondamentalement aux conditions de santé entre autres, devraient reprendre le dessus*» , avertit Gilles Pison.

Certes la catastrophe de 2020-2021, à la fois sanitaire et sociale, laissera des traces. Quid de la natalité, alors que les « projets familiaux » sont très liés à la conjoncture économique ? Une diminution prolongée des naissances contribuerait alors au vieillissement de la population. Quant à « l'espérance de vie » , il faut rappeler qu'elle représente la moyenne d'âge des gens décédés dans l'année et ne constitue nullement une prévision. L'accident de 2020-2021 ne remet donc pas en cause les scénarios antérieurs d'une lente progression à long terme de la longévité considèrent les démographes. Bonne nouvelle, une fois sortis de l'épidémie, les Français peuvent envisager de vivre de plus en plus vieux. Le pays s'y prépare-t-il vraiment ?

Les deux causes du vieillissement

Prenant acte de la surmortalité de l'année passée, François Hommeril, le président de la confédération des cadres CFE-CGC, croit avoir trouvé la parade pour s'opposer à une réforme des retraites : *« Toujours on nous ressert le même argument, « l'espérance de vie augmente, donc il faut t ravailler plus longtemps » , cet argument n'existe plus puisque l'espérance de vie a baissé en France » ,*a-t-il déclaré à BFM Business (2 avril).

Le syndicaliste se méprend sur « l'espérance de vie » , une photographie de l'année écoulée et non pas une projection de l'avenir contrairement à ce que le mot fait miroiter. *« C'est comme sur le périphérique parisien, les panneaux électroniques indiquant qu'il faut 10 minutes pour se rendre de la porte d'Orléans à la porte de Bercy, se fondent sur le temps mis par les automobilistes venant d'effectuer le parcours. On suppose qu'il en ira de même pour ceux qui les suivent, mais si un accident survient, ce sera beaucoup plus long ! » ,*explique-t-on à l'Ined. Pour les Français d'aujourd'hui, tout dépendra des conditions effectives de santé et de mortalité dans les années à venir, des progrès de la médecine, des épidémies, etc. Dire que « l'espérance » de vie d'un homme est de 79,1 ans à la naissance aujourd'hui, c'est prendre pour hypothèse que les conditions sanitaires de 2020 se maintiendraient telles quelles ; or, elles peuvent s'améliorer... ou se détériorer ! Soulignons qu'à 60 ans une femme peut s'attendre à vivre encore 27,3 ans, et 87,3 ans au total, plus que « l'espérance de vie » à la naissance.

*« Pour mesurer le vieillissement de la population, l'un des indicateurs est la part des plus de 65 ans dans la population totale, qui est de 20 % actuellement en France (et était de 11 % en 1945). Le vieillissement peut se manifester de deux façons, « par le bas » (de la pyramide des âges) quand les naissances tendent à être moins nombreuses et par le haut avec l'augmentation de la longévité » ,*rappelle Isabelle Robert-Bobée, chef de la division enquêtes et études démographiques à l'Insee.

Outre le recul de l'espérance de vie en 2020, le phénomène le plus spectaculaire a été le repli des naissances, de 7 % en décembre 2020 sur un an (le premier confinement avait commencé le 17 mars) , puis de 13 % en janvier 2021 (par rapport à janvier 2020), et de 5 % en février. *« Pour retrouver une chute aussi forte, Il faut remonter à septembre et octobre 1975, et à l'extrême fin du baby-boom de l'après-guerre » ,*constate Isabelle Robert-Bobée *.*En plein dans la récession économique du premier choc pétrolier de 1974.

La statistique des naissances devient l'un des meilleurs baromètres du moral des jeunes générations et des femmes en âge de procréer. Il en va aussi de « l'heureuse exception française » , l'Hexagone étant un des rares pays européens à avoir encore un « taux fécondité » autour de 2 par femme, assurant le renouvellement des générations, comme le souligne Gilles Pison.

Le Covid plombe les caisses de retraite

Entre le reflux de la natalité et celui de l'espérance de vie constatés en 2020, il est prématuré de conclure à une accélération ou non du vieillissement. Seule certitude, la pandémie a mis à mal les caisses de retraite. Selon les dernières projections du Conseil d'orientation des retraites (COR) la crise sanitaire a exercé un effet dévastateur sur les besoins de financement, passés de 1,9 milliard d'euros en 2019 à 25,4 milliards en 2020. Les pensions versées ont été maintenues alors que les cotisations perçues ont reculé.

Le COR, service rattaché au premier ministre depuis sa création en l'an 2000, note que *« la très forte contraction des ressources associées au repli du PIB* » (le produit intérieur brut qui a plongé de 8,2 %) n'a pas été *« compensée par la faible diminution des dépenses liée à la faible surmortalité des retraités (sic) enregistrée jusqu'à présent* ». Voilà qui est dit sans excès de délicatesse !

La part des retraites dans la richesse nationale représentait 14 % du PIB en 2019, pratiquement le record au sein des pays de l'OCDE ; elle atteint désormais 15,2 %. Ce que les experts du COR appellent « l'effet dénominateur » d'un PIB peau de chagrin. Plus inquiétant, le COR reconnaît que la perte vertigineuse de l'an dernier ne sera jamais complètement rattrapée : même en 2035, le PIB d'alors se situera à un niveau inférieur de 2 % à ce qu'il devait être dans les scénarios d'avant Covid. Par ailleurs, quelles que soient les hypothèses d'allongement de la vie, le rapport entre le nombre d'actifs et de retraités continuera inexorablement à se détériorer, passant de 1,7 aujourd'hui à 1,3 à l'horizon 2070.

Fort de ces chiffres qui sont sur la place publique, Bruno Le Maire, en tant que ministre des Finances, est aujourd'hui pratiquement le seul à réclamer à cor à cri *« qu'on accepte tous ensemble de travailler plus »*. *« Dès que la crise économique sera derrière nous, il faudra une réforme des retraites. »*

Toute l'économie doit se mobiliser

Ce serait pourtant une erreur d'imaginer qu'il suffirait de ravauder le système de pensions pour traiter le problème. La solution se jouera bien en amont, comme le reconnaît François Bayrou, dans son texte programmatique de Haut Commissaire du Plan (« Et si la Covid durait ? ») : *« Ne serait-ce que pour assurer la soutenabilité financière de notre système de protection sociale... la nécessité doit s'imposer de reconstruire autant que possible un tissu d'entreprises industrielles, artisanales, agricoles, et de services qui fasse de la France, un pays créatif, productif et d'emplois. »*Un pays vieillissant se doit de constituer un capital productif et investir.

Le modèle à cet égard est le Japon, à la fois champion du monde de l'espérance de vie et de la dénatalité, au point que sa population a déjà perdu 2 millions par rapport à son pic historique. Mais l'archipel est également un laboratoire comme l'explique Frédéric Burguière, économiste spécialiste de l'Asie : « *Depuis trente ans le Japon a complètement réadapté son économie. L'âge légal de la retraite est désormais compris entre 65 et 75 ans, le pays connaît le plein-emploi, il dégage des excédents extérieurs substantiels et ses efforts massifs de R&D (3,27 % du PIB) contribuent à avoir une industrie haut de gamme, ce qui est essentiel pour un pays vieillissant obligé de miser sur une très forte productivité de sa main-d'oeuvre. »*

À l'opposé la France ne cesse d'accumuler les déficits extérieurs depuis 2003 et les multinationales françaises sont les championnes mondiales de la délocalisation. Les effectifs de leurs filiales à l'étranger représentent désormais 62 % du total de l'emploi industriel en France (contre 38 % en Allemagne), s'inquiète le think-tank public France Stratégie dans une étude récente. Cette force de frappe offshore est-elle un trésor pour nos vieux jours et le gage de dividendes rapatriés en France ? Pas vraiment dans la mesure où 42,2 % du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par des investisseurs étrangers selon la Banque de France.

Un pacte productif entre générations

La crise sanitaire a remis au premier plan les conflits de générations. Le « quoi qu'il en coûte » ne privilégie-t-il pas les vieux alors que le COR nous rabâche que *« le niveau de vie moyen des retraités est légèrement supérieur (de l'ordre de 2,9 %) à celui de l'ensemble de la population » ?*Question lancinante qu'Emmanuel Macron avait tranchée en avril 2019 à l'issue du « grand débat » post- « gilets jaunes » , renvoyant les générations dos à dos : *« On travaille moins dans la vie tout entière et moins rapporté à l'année. »*

Le président se fondait sur une étude de l'OCDE indiquant que sur l'ensemble du cycle de vie, de la naissance à la mort, les Français travaillent 634,8 heures par an, contre 715,8 heures en moyenne dans l'Union européenne et 1 048,5 heures en Corée. Quant aux jeunes Français de 15-24 ans, ils ne sont que 30,5 % à avoir une activité professionnelle (42 % dans l'OCDE). Puis *« les comparaisons internationales montrent que la population des 15 à 64 ans est sous-employée mais aussi sous-qualifiée, au vu des différents tests comparatifs menés notamment par l'OCDE » ,* rappelle l'économiste du CNRS André Masson dans la revue *Futuribles* (« Générations : solidarités et conflits »). Et enfin dans la troisième étape de la vie, le Français bénéficiera de sa retraite pendant vingt-cinq ans, cinq années de plus que la moyenne OCDE.

Au moment du bilan, le chef de l'État pourra se targuer d'avoir fait ce que ses deux prédécesseurs avaient rêvé en créant (2020) la « cinquième branche de la Sécurité sociale » consacrée à la dépendance. Reste à trouver un financement à la CNSA, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Sa présidente, Marie-Anne Montchamp, a proposé le mois dernier de relever de 0,28 % la CSG au profit de la CNSA... L'intendance suivra ? Le moteur productif, ressource en dernier ressort, en sera-t-il capable ?

\*\*\*\* \*num\_27 \*an\_2021 \*quart\_2 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

FIGAROVOX. - *« Avec la crise du Covid-19, l'impensable étant survenu, il ne devient plus impensable. Dès lors, un climat pessimiste pourrait peser sur le désir d'enfant de nos concitoyens, mais il faut se ressaisir »*, écrit François Bayrou dans son pacte démographique. Faut-il imputer la baisse de la natalité à la crise sanitaire ?

Laurent CHALARD. - La diminution de la natalité en France est un phénomène structurel, engagé depuis une décennie, qui a été accentué ces derniers mois par un facteur conjoncturel, la crise sanitaire de la Covid-19.

Après avoir atteint un point haut depuis la fin des Trente Glorieuses, avec 802 224 naissances enregistrées en 2010 en France Métropolitaine, leur nombre a chuté de plus de 10 %, pour passer sous la barre des 700 000 en 2020. Cette baisse est attribuable à deux facteurs : une réduction du nombre de femmes en âge de procréer, les générations nombreuses issues du *baby-boom* n'étant plus en âge d'avoir des enfants, et un déclin de la fécondité, qui s'éloigne du seuil de remplacement des générations (2,06 enfants par femme), s'expliquant principalement par le recul de l'âge à la première maternité.

En effet, les femmes peu diplômées issues des classes populaires qui concevaient auparavant leur premier enfant relativement jeune, alignent de plus en plus leur comportement de fécondité sur les femmes cadres, conduisant à une généralisation du phénomène de première maternité tardive, ce qui réduit mécaniquement l'indice de fécondité. Il s'ensuit que si la crise sanitaire de la Covid-19, tout du moins pendant la phase de confinement de mars-avril 2020, a effectivement contribué à faire chuter temporairement la natalité neuf mois plus tard, elle n'est pas à l'origine de cette évolution. Par contre, elle arrive au plus mauvais moment, venant renforcer une tendance structurelle, d'où l'ampleur du fléchissement constaté entre décembre 2020 et février 2021.

Le rapport rappelle aussi que la dégradation de la natalité en France a été *« concomitante des mesures fiscales touchant notamment le quotient familial »...*

Il existe un débat aujourd'hui parmi les experts en démographie sur l'origine de la dégradation de la natalité en France depuis une décennie opposant plusieurs écoles. La première, à laquelle semble se raccrocher François Bayrou, considère que cette évolution est essentiellement le produit du rabotage de la politique familiale pendant le mandat de François Hollande, dont les mesures fiscales concernant le quotient familial, qui aurait conduit consécutivement les couples à réduire leur descendance et/ou à retarder leur première conception. Si l'argument apparaît scientifiquement recevable, il n'en demeure pas moins que la natalité française avait amorcé sa décrue avant l'application des mesures en question et qu'elle concerne plutôt les classes populaires, *a priori* non concernées par l'abaissement du plafond du quotient familial.

Une deuxième école attribue la baisse de la natalité à la situation économique des années 2010, en particulier des jeunes ménages, qui serait moins bonne que dans les années 2000. À nouveau, cette hypothèse est séduisante, mais l'analyse en détail vient l'infirmer puisque le pic des naissances de 2010 correspond à des conceptions de l'année 2009, soit au plus fort de la crise économique !

Enfin, une troisième école, à laquelle se rattache l'auteur de ces lignes, part du principe que les évolutions structurelles de la natalité sont beaucoup plus liées à des changements de mentalité au sein de la population en âge de procréer qu'à des raisons économiques ou fiscales. En conséquence, l'hypothèse la plus probable est que cette évolution est le produit d'une homogénéisation des comportements vis-à-vis de la première maternité tardive à l'ensemble de la population féminine. Ce phénomène a pu être accentué par les réseaux sociaux, qui ont tendance à renforcer le mimétisme des conduites chez les individus.

Quelles mesures peuvent permettre de relancer la natalité ?

Concernant les mesures à adopter pour relancer la natalité en France, une politique considérée comme souhaitable pour l'équilibre budgétaire de l'État à long terme et la bonne marche de l'économie nationale, tout dépend de l'école à laquelle vous appartenez.

Si vous considérez que c'est un problème de politique familiale, vous allez insister pour la renforcer en relevant, par exemple, le plafond du quotient familial, en créant des structures pour l'accueil des plus petits ou en proposant des primes à la natalité, alors que si vous pensez que c'est une question purement économique, vous allez promouvoir la stimulation de la croissance et la création d'emplois, qui permettront mécaniquement ensuite de faire remonter la natalité.

Cependant, à notre avis, ces deux écoles font fausse route car elles ne s'attaquent pas à la racine du phénomène, qui est d'ordre psychologique et non économique. En effet, en France, comme dans le reste des pays développés, la venue d'un enfant est perçue comme une contrainte financière non négligeable, en concurrence avec l'achat d'autres produits de consommation, et non comme une fin en soi. Or, en théorie, le désir d'avoir des enfants est censé dépasser les éventuels soucis matériels en découlant. Mais, dans le cadre d'une société de consommation hyperindividualiste, les mentalités natalistes ne sont guère favorisées, la fécondité s'effondrant dans tous les pays riches, quelle que soit l'origine ethnique de la population, la palme revenant à la Corée du Sud, avec moins d'1 enfant par femme chaque année depuis 2018. Plus qu'une ou plusieurs mesures à mettre en œuvre, il conviendrait plutôt de redonner du sens à la vie de nos concitoyens sur le plan philosophique pour leur donner l'envie de transmettre leur culture à de nouvelles générations.

Une autre solution apportée par le haut-commissaire au Plan reposerait sur l'accueil des personnes venues d'autres pays sur le territoire français. Notre avenir démographique va-t-il reposer sur l'immigration, selon vous ?

L'immigration est effectivement une autre solution envisageable lorsqu'un pays connaît une dénatalité importante, conduisant à une contraction à terme de sa population active jugée comme problématique. Grâce au rebond de sa natalité constaté dans les années 2000, la France, contrairement à la plupart de ses voisins européens, avait la chance d'avoir ses besoins futurs en main-d’œuvre assurés, ne nécessitant pas, sur un plan purement statistique, le recours à l'immigration (dans les faits, les choses sont plus complexes car il peut manquer de personnels dans certains secteurs d'activité comme le BTP car les emplois sont pénibles et/ou peu rémunérés).

Or, comme le souligne le rapport du Haut-Commissaire au Plan, il y a désormais un déficit de 40 000 à 50 000 personnes par an dans les classes d'âge les plus jeunes, qui pourrait être éventuellement comblé par une immigration du même volume, ce qui, rappelons-le, est déjà le cas depuis plusieurs décennies. Il ne s'agirait donc nullement de relancer l'immigration, mais tout simplement de la maintenir au niveau actuel. Cependant, si l'on évacue le sujet sensible de l'intégration culturelle des nouveaux arrivants, cette solution ne peut être que temporaire car les descendants des immigrés adoptent les mêmes comportements de sous-fécondité que la population de leur pays d'accueil.

En conséquence, à long terme, une politique nataliste est plus efficace qu'une politique d'immigration pour assurer les besoins en main-d’œuvre futur d'un pays et l'équilibre financier de son système de retraites, d'autant qu'elle permet une meilleure cohésion nationale, le multiculturalisme étant, par définition, source de tensions.

\*\*\*\* \*num\_28 \*an\_2021 \*quart\_4 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Valérie Pécresse accuse Emmanuel Macron et François Hollande d'avoir «détricoté» la politique familiale avec une «résultante de 10% de naissances en moins sur 10 ans».**

LA QUESTION. La France connaît depuis plusieurs années une baisse importante et constante du nombre de nouveau-nés chaque année, appelée également « *la crise du berceau»*. Alors que cinq candidats LR confrontaient leur programme dans le cadre des débats pour l'investiture de la droite, Valérie Pécresse est revenue sur cette décroissance des naissances.

Pour la présidente de la région Île-de-France, Emmanuel Macron et François Hollande auraient « *complètement détricoté*» la politique familiale, avec comme résultat « *10% de naissances en moins qu'il y a 10 ans*». Mais alors, Valérie Pécresse a-t-elle raison en affirmant ces chiffres ?

VÉRIFIONS. Depuis 2014, la France connaît effectivement une baisse constante du nombre de nouveau-nés avec un taux de natalité qui ne cesse de diminuer. Cette année-là, le nombre de naissances avait atteint 818.565 avant de s'effondrer brutalement à 798.948 l'année suivante.

En 2010, 832.799 bébés sont nés contre 736.000 en 2020. Si une diminution n'est pas négligeable, à combien de « *pour cent*» celle-ci a été enregistrée ? Pour cela, une petite opération est nécessaire : il s'agit alors de soustraire l'année 2010 et l'année 2020, pour ensuite diviser le total par l'année 2010.

Nous avons donc : 832.799 - 736.000 = 96.799. 96.799 divisé par 832.799 = 0,116. D'après les chiffres de l'Insee, les naissances ont diminué de 11% en 10 ans. En arrondissant à 10%, Valérie Pécresse a donc bien raison.

**Quid de l'année 2021 ?**

Mais alors, ce constat s'observe-t-il également en 2021 ? Fin 2020 et début 2021, les démographes redoutaient que la crise sanitaire mondiale ait des répercussions sur la volonté d'un couple de faire des bébés. Des craintes qui se sont révélées vraies pendant un temps, avec une baisse spectaculaire des naissances neuf mois après la sortie du premier confinement, qui a duré de la mi-mars à la mi-mai 2021. Comme il est possible de le constater dans le schéma ci-dessous, le nombre avait chuté de 7% en décembre dernier par rapport à l'année précédente, et 13% en janvier 2021.

Or, depuis juillet 2021, les naissances sont reparties à la hausse. Cette reprise s'est intensifiée en août et septembre, avec 3% de bébés en plus qu'en août et septembre 2020. « *Les bébés nés en août ont été conçus pour la plupart en novembre 2020, pendant le deuxième confinement*», explique l'Insee. Contrairement au premier confinement, il n'y a donc pas eu de chute des naissances neuf mois après le deuxième confinement.

**État des lieux depuis 1901**

Un déclin des naissances tel qu'observé fin 2020 et début 2021 n'avait pas été constaté depuis les années 1975, avec la fin du « *baby-boom*». À l'époque, les naissances en septembre et octobre 1975 avaient diminué de 14 % par rapport aux mêmes mois en 1974. « *Sans atteindre la même ampleur, les naissances avaient également diminué lors des récessions économiques du début des années 1980 et de 1993, avec des baisses sur un an ayant pu atteindre ponctuellement 10 % certains mois*», avait noté l'Insee en mars dernier. Dans une étude publiée en octobre 2020, l'Insee avait également rappelé que la répartition des naissances au cours d'une année est « *fortement modifiée lorsque des événements éloignaient les couples*», comme cela a été le cas lors des deux guerres mondiales.

Comment justifier alors la baisse des naissances depuis plusieurs années ? Si François Hollande a réduit drastiquement les moyens alloués à la politique familiale au cours de son mandat, en revanche la chute de nombre de naissances a commencé deux ans avant son élection, en 2010, après une période de stagnation de plusieurs années, qui avait déjà mis fin à la hausse connue dans les années 1990. Outre la politique du président de la République donc, plusieurs raisons jouent alors sur cette baisse de nouveau-nés : comme la diminution du nombre de femmes relevant des âges où la fertilité est la plus grande (de 20 à 40 ans), la baisse du taux de fécondité, l'âge moyen de maternité plus élevé ou encore un contexte économique peu favorable...

En résumé, Valérie Pécresse a raison d'affirmer que les naissances en France ont diminué de 10% en 10 ans. Le chiffre exact est même de 11% entre 2010 et 2020. Toutefois, il semble difficile d'associer cette baisse uniquement aux politiques familiales de François Hollande et d'Emmanuel Macron.

\*\*\*\* \*num\_31 \*an\_2021 \*quart\_4 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Une certaine tendance écologique considère qu'il faut diminuer la**démographie**pour préserver la planète. Si la procréation n'a quasiment aucun impact sur le dérèglement climatique, le vieillissement**de**la population aura**de**profonds impacts économiques, sociaux et géopolitiques, analyse Rémy Verlyck.**

« *Tout le monde se demande comment laisser une meilleure planète à nos enfants, mais on devrait plutôt penser à laisser de meilleurs enfants à notre planète*». Si cette citation attribuée à Clint Eastwood provient en réalité du professeur et écrivain canadien Gerry Burnie, elle conviendrait sans doute à l'acteur, père de 8 enfants. À l'heure où la réalité du dérèglement climatique s'impose à nos esprits, la proposition un tantinet provocatrice pourrait-elle cacher une certaine sagesse ? Dans un contexte d'éco-anxiété et d'effondrement de la confiance en l'avenir, de plus en plus nombreux sont ceux qui perdent le goût de la vie et renoncent ou hésitent à procréer. Il semblerait pourtant que donner naissance à moins d'enfants n'aurait quasiment aucun effet sur l'environnement. Cette tendance pourrait même avoir pour effet de ralentir le rythme de l'innovation nécessaire à la transition écologique, en remettant profondément en cause les équilibres géopolitiques et économiques que nous connaissons.

«Éco-anxiété», «solastalgie» : deux nouveaux mots pour dire un nouveau mal. Ils définissent un sentiment mêlant bouleversement et désespoir face au dérèglement climatique, avec de fortes répercussions sur la santé mentale. Ils se définissent tant comme une réaction à l'expérience personnelle de la dégradation de son propre environnement, que comme un cocktail d'angoisse et de colère face à la prise de conscience des effets du dérèglement climatique à l'échelle planétaire, et du peu d'actions mises en œuvre par les responsables politiques pour le contrer.

Selon une étude de l'Université Catholique de Louvain menée en 2021 auprès de 2 080 participants originaires de 8 pays d'Europe et d'Afrique, 12% de personnes sont affectées psychologiquement par l'éco-anxiété. Les femmes et les moins de 40 ans semblent plus touchés par ce phénomène, sans qu'aucun lien avec le niveau d'éducation puisse être établi. Une autre étude menée par l'Université de Bath en 2021 auprès de 10 000 jeunes dans 10 pays et publiée dans *The Lancet* confirme l'impact de l'éco-anxiété : 84% des jeunes Occidentaux se déclarent inquiets à propos du réchauffement climatique, 59% extrêmement inquiets et 40% hésitent à procréer. Ce chiffre devrait importer au plus haut point à ceux qui s'intéressent à la prospective géopolitique et économique. Les répondants ont une image négative des actions mises en place par leur gouvernement, jugées insuffisantes, suscitant un sentiment de trahison dont Greta Tunberg se fait le porte-voix. Les coûts sociaux et économiques de cette nouvelle anxiété devraient nous alarmer, alors que la Fondation FondaMental estime le coût des maladies mentales à 160 milliards d'euros en France en 2018, concernant 12 millions de personnes avant même la crise sanitaire.

Nous voyons ainsi les effets du dérèglement climatiques non seulement sur notre habitat mais aussi sur notre psychisme, ce sujet ayant une influence sur les comportements reproductifs. En 2017, la climatologue américaine Kimberly Nicholas, de l'Université de Lund, gagnait une notoriété internationale en publiant une étude identifiant que la manière la plus efficace pour réduire notre empreinte carbone était d'avoir moins d'enfants. Transmettre la vie serait mauvais pour la planète, car l'enfant et ses descendants seraient sources d'émissions carbones gargantuesques.

Des problèmes se posent : cette prise en compte des émissions carbone cumulées d'une descendance hypothétique se comprend à rythme d'émissions constant, sans prendre en compte les futures politiques de transition écologique et les innovations qui permettront d'accroître leur efficacité pour réduire l'empreinte carbone. En outre, il faut ajouter que l'utilité du calcul de l'empreinte carbone est précisément de quantifier les émissions d'un individu sans inclure celles d'autres personnes. C'est donc sans surprise que Kimberly Nicholas est revenue sur ses conclusions dans « *Under the sky we make, how to be human in a warming world*», publié en 2020. Cette dernière y explique, science à l'appui, que si les choix de vie que nous faisons tous au niveau individuel ont une importance car ils s'accumulent, ils deviennent quasiment insignifiants s'ils sont comparés à l'impact de politiques systémiques de transition énergétique mise en place à l'échelle gouvernementale. “ *Réduire la population ne sauvera pas la planète*”, affirme désormais la scientifique. Quand bien même la réduction de la population aurait ce pouvoir, il serait aujourd'hui vraisemblablement trop tard pour que ce levier ait un quelconque effet sur le réchauffement climatique, ajoute-t-elle.

Venant contredire des croyances en une dangereuse croissance exponentielle de la population annoncées dès les années 1960, les scientifiques annoncent que le vieillissement de la population déjà à l'œuvre dans les sociétés européennes s'étendra à toute la planète. Selon une étude financée par la Bill & Melinda Gates Foundation et publiée dans The Lancet en juillet 2020, les démographes envisagent que la population mondiale, actuellement estimée à 7,87 milliards, va atteindre un plateau à la moitié du 21e siècle, avant de décroître. Le pic serait atteint en 2064 avec une estimation à 9,7 milliards d'humains, avant de retomber à 8,8 milliards à la fin du siècle. 23 pays verraient même leur population diminuer de moitié, dont l'Espagne, l'Italie, le Japon et la Thaïlande. Parmi les conclusions de l'étude, le vieillissement et la réduction de la population en âge de travailler entraveront la croissance économique mondiale et par conséquent les capacités de financement de l'innovation nécessaire à la transition écologique et solidaire. Plus surprenant encore, les taux de fertilité ne seront plus suffisants au renouvellement des générations dans 183 pays sur 195. Cela explique les revirements successifs de la Chine, particulièrement concernée et habituée à planifier son avenir sur le temps long. Après avoir mis fin à la célèbre politique de l'enfant unique en 2015, la Chine autorise depuis 2021 un troisième enfant par famille et réduit autoritairement et drastiquement les possibilités de recours à l'IVG.

En France plus qu'ailleurs, l'équilibre du système social repose sur la solidarité intergénérationnelle, et avec elle notre manière de «faire nation». Si l'indice conjoncturel de fécondité atteint 1,84 enfant par femme en 2020, il est intéressant de noter que lorsque interrogées sur le nombre idéal d'enfants désirés, les femmes répondent en moyenne 2,39, au-delà des 2,05 nécessaires au renouvellement des générations indispensables au modèle social. Que des femmes se privent d'avoir des enfants voulus dans le pays des droits de l'homme, septième puissance mondiale pose question. Inadaptation de la prise en charge pendant les trois premiers mois de grossesse et après l'accouchement, mauvaise appréhension des fausses couches, crise des sages-femmes, défi culturel de l'implication des pères dans le soin et l'éducation des enfants, disponibilité des modes de garde, mais aussi baisse de la conjugalité et célibat non voulu sont à prendre en compte dans une réflexion holistique. La note sur la natalité publiée en mai 2021 par le Haut-Commissariat au Plan confirme que la France prend aux sérieux l'enjeu de la natalité.

Selon les prédictions analysées en 2018 par la fondation Robert Schuman dans «Europe 2050 : suicide démographique» l'Europe verrait sa population stagner autour de 500 millions et perdre 49 millions de personnes en âge de travailler. “ *Avec un indicateur conjoncturel de fécondité proche de 1,5, l'Europe aura demain des générations de jeunes actifs un tiers moins nombreuses que celles actuelles. Une chute du nombre de naissances est, pour un pays, l'équivalent de ce qu'est pour une entreprise une diminution de l'investissement ; cela permet de bénéficier, pendant un certain temps, d'une trésorerie plus confortable, au prix de problèmes graves ultérieurs*”.

Bien sûr, ne pas vouloir être parent est respectable, et les personnes qui font ce choix ne devraient pas être culpabilisées. Cependant, la raison écologique ne tient pas. Non seulement se priver de procréer n'a quasiment aucun impact sur le dérèglement climatique, mais le vieillissement de la population aura de profonds impacts économiques, sociaux et géopolitiques réduisant les capacités de réaction. Travailler à la durabilisation des sociétés par une augmentation soutenable de la natalité doit donc être placé au cœur de notre réflexion. Pour cela, renforcer l'écosystème familial là où les personnes font l'expérience de difficultés coûteuses humainement et socialement est impératif. Cela nécessite de continuer à améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, et l'égalité entre les femmes et les hommes ; mais aussi et surtout d'écouter les demandes de transition écologique et durable de cette jeunesse anxieuse et en colère déjà si affectée par la crise sanitaire, au point d'en perdre le goût de la vie et de sa transmission. Pour sauver la planète, la solution est en nous, contrairement à ce que nous croyons parfois.

\*\*\*\* \*num\_35 \*an\_2022 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Le « baby crash » redouté après la baisse de 2020 a été évité : 738 000 bébés ont vu le jour en France l'an passé.

**DÉMOGRAPHIE**Pour la natalité, c'est l'année des coups de théâtre. En 2021, 738 000 bébés ont vu le jour en France, soit 3 000 de plus qu'en 2020. Une hausse certes très modeste, mais qui déjoue les scénarios pessimistes du début d'année sur un « baby crash » , après l'effondrement des naissances constaté en janvier 2021.

Contrairement à ce qu'on imaginait, le premier confinement du printemps 2020 n'avait pas incité les Français à concevoir des bébés. Mais, au sortir de cette période de grande incertitude, le désir d'enfants a ressurgi. *« Le rebond des naissances qui a suivi en mars et avril 2021, puis la forte remontée depuis l'été ont permis de rattraper le niveau des naissances de l'année 2020, en le dépassant même légèrement »*, note l'Insee dans son bilan démographique. Le nombre de naissances est allé crescendo en fin d'année. Ainsi, en novembre 2021, on comptait près de 7 % de naissances de plus qu'un an plus tôt.

En recul entre 2015 et 2020, l'indicateur conjoncturel de fécondité croît lui aussi légèrement, pour s'établir à 1,83 enfant par femme contre 1,82 en 2020. *« La hausse de la fécondité se concentre sur la tranche d'âge des femmes de 30 à 40 ans. Il s'agit donc sans doute avant tout de deuxièmes enfants ou de premières maternités plus tardives »*, souligne le géographe Laurent Chalard, spécialiste des populations et membre du think-tank European Centre for International Affairs. *« Le mouvement de fond qui se confirme, c'est le retard des maternités. En France, la fécondité est plus stable et élevée que dans les autres pays d'Europe,*relève le démographe Gilles Pison, professeur émérite au Muséum national d'histoire naturelle. *L'indice de fécondité est un peu en dessous de 2 enfants par femmes*(le seuil de renouvellement des générations est à 2,1 enfants par femme, NDR). *Mais, alors que le mouvement de retard des maternités se poursuit, il n'est pas exclu que les femmes en âge de procréer aient autant d'enfants que leurs mères, mais plus tard qu'elles »*.

Politique familiale forte

Le deuxième confinement (en novembre et décembre 2020), contrairement au premier, n'a pas entraîné de baisse des conceptions. *« Ceux qui avaient reporté leur projet d'enfant s'y sont mis. Peut-être que les Français se sont dit qu'il fallait désormais vivre avec le Covid »*, avance Gilles Pison, également conseiller de la direction de l'Institut national d'études démographiques (Ined). *« On aurait pu croire que l'incertitude face au futur inciterait les couples à retarder leur projet d'enfant. Mais finalement, ils ont moins vu d'amis, ils ont moins voyagé, moins consommé et se sont recentrés sur leur couple et leur vie de famille »*, décrypte Laurent Chalard.

Ce léger rebond de la natalité en 2021 tire un trait sur six années consécutives de baisse des naissances. *« On reste sur une baisse continue depuis dix ans... même si la baisse est moins importante en 2021 qu'en 2020,*nuance l'Unaf (Union nationale des associations familiales) qui appelle à renouer avec une politique familiale forte. *Il ne faut pas oublier que la fécondité est passée de 2,029 enfants par femme à 1,828 entre 2010 et 2020 ». « On craignait un effondrement. C'est l'inverse. La pandémie n'a pas entraîné une crise de la natalité comme le craignaient les Cassandre »*, préfère signaler Laurent Chalard.

Cette remontée des naissances est-elle un simple rattrapage ou l'amorce d'un regain de la natalité ? *« Il y a dans ces naissances une partie de rattrapage, mais peut-être est-ce plus... » ,*commente avec prudence Sylvie Le Minez, chef de l'unité des études démographiques et sociales à l'Insee *.* Les récentes projections de l'institut statistique sur la France en 2070 tablent sur un taux de fécondité qui se maintiendrait à environ 1,8 enfant par femme. *« Parfois, un choc comme une pandémie peut déclencher un changement de tendance. On ne peut pas exclure un mouvement de fond, une phase d'augmentation comme ce fut le cas dans les années 1990 après la baisse des années 1980. Mais il faut encore attendre pour le confirmer... »*, analyse Gilles Pison. Après plusieurs années de diminution du nombre de femmes en âge de procréer, *« le nombre de jeunes femmes de 25 à 35 ans va de nouveau augmenter »*, indique Laurent Chalard. *« À fécondité égale, cela pourrait avoir un impact positif sur le nombre de naissances à venir dans les prochaines années »*, prédit-il.

\*\*\*\* \*num\_39 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Après une chute importante en septembre et en octobre, la natalité se stabilise en novembre au niveau de 2020.

**DÉMOGRAPHIE**« Baby crash » ou rebond des naissances ? En pleine période d'incertitude, les chiffres de la natalité sont scrutés à la loupe. D'autant que, depuis le Covid, jamais les fluctuations n'ont été aussi rapides. D'un mois à l'autre, les tendances s'inversent comme autant de coups de théâtre.

Après une chute vertigineuse des naissances cet automne, notamment en octobre, avec une baisse de 10 % par rapport à octobre 2021 et de 6 % par rapport à octobre 2020, les chiffres de novembre étaient donc très attendus pour confirmer ou infirmer cette tendance baissière de la natalité.

Le mois dernier, 1 970 bébés sont nés en moyenne par jour, indique la dernière publication de l'Insee, sortie jeudi. Soit 6 % de moins qu'en novembre 2021, marqué par une reprise des naissances *« particulièrement vigoureuse »*, mais un nombre stable par rapport à novembre 2020, période où la natalité n'était pas encore bouleversée par la pandémie mondiale. *« Novembre compte finalement plus de bébés qu'octobre alors que, traditionnellement, les naissances sont moins nombreuses durant ce mois de l'année. Ce n'est pas un schéma habituel dans la saisonnalité des naissances »*, note Isabelle Robert-Bobée, chef de la division des enquêtes et études démographiques à l'Insee.

Point bas de la fécondité

Coup d'arrêt à la chute brutale de l'automne, ce chiffre ne dessine cependant pas à lui seul une tendance. De plus, il constitue un point bas en termes de fécondité par rapport aux années passées, au même niveau qu'en novembre 2020. *« Il faut remonter aux années 1993-1994, marquées par une crise économique d'ampleur, pour retrouver un niveau aussi bas »*, rappelle Isabelle Robert-Bobée.

Neuf mois plus tôt, le 24 février 2022, la Russie envahissait l'Ukraine. La cinquième vague de l'épidémie et son variant Omicron continuaient de sévir. Ces événements ont-ils joué un rôle sur les projets des couples, moins prompts à concevoir des bébés dans un contexte d'incertitude ? *« Il faudra attendre les chiffres de décembre pour voir si la guerre en Ukraine a eu des effets*, souligne prudemment la démographe. *Quant à la pandémie, il est difficile de cerner tous ses effets tant ils ont été différents selon les vagues. Cette période a entraîné de très fortes variations sur la natalité d'un mois à l'autre, avec des chutes et des reprises. »*

Avec son scénario inattendu, l'année 2021 avait donc donné l'espoir d'une reprise des naissances. 2022 n'en prend pas le chemin. Alors que les chiffres de la natalité sont connus pour onze mois de l'année, un premier constat se dessine avant le bilan démographique définitif. *« Pour l'instant, on compte 1 % de moins de bébés qu'en 2020 sur la même période, avant le bouleversement de la pandémie »*, indique Isabelle Robert-Bobée. La comparaison n'est pas avantageuse car, avec 740 000 bébés en 2020, le nombre de naissances avait atteint le chiffre le plus bas en France depuis 1945.

\*\*\*\* \*num\_42 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Dévoilés par l'Insee, les nouveaux chiffres sur la population française vont peser dans le débat sur la réforme des retraites.1. Natalité : «un point bas historique»1-natalite-un-point-bas-historique2. Une mortalité en hausse avec 667 000 décès 2-une-mortalite-en-hausse-avec-667-000-deces3. À 0,3 %, un solde naturel au plus bas 3-a-0-3-un-solde-naturel-au-plus-bas4. Une population vieillissante et une espérance de vie qui stagne 4-une-population-vieillissante-et-une-esperance-de-vie-qui-stagne5. Le redémarrage des mariages 5-le-redemarrage-des-mariages**

Au 1er janvier 2023, la France compte 68 millions d'habitants. Le bilan démographique 2022 de l'Insee, dévoilé mardi, est marqué par un solde naturel au plus bas avec une baisse des naissances et de nombreux décès. Voici les 5 chiffres clés de cette nouvelle radiographie de la population.

**1. Natalité : «un point bas historique»**

En 2022, 723.000 bébés sont nés en France. Soit 19.000 nouveau-nés de moins qu'en 2021 (– 2,6 %). Les naissances avaient connu un rebond en 2021, après six années de baisse consécutive, laissant entrevoir un espoir de reprise. Las, il ne s'agissait que d'un rattrapage post-confinement du printemps 2020. « *Le nombre de naissances en 2022 est ainsi le plus faible depuis 1946*», relève l'Insee. En parallèle, l'indicateur conjoncturel de fécondité poursuit également sa baisse. Il s'établit à 1,80 enfant par femme contre 1,84 en 2021. Les femmes qui accouchent affichent un âge toujours plus élevé, de 31 ans en moyenne en 2022.

**2. Une mortalité en hausse avec 667 000 décès**

Les démographes tablaient sur un chiffre moins élevé après la mortalité élevée de 2020 et 2021 et les premières vagues meurtrières du Covid. 2022 compte finalement 5000 décès de plus qu'en 2021 (+ 0,8 %). « *À peine moins qu'en 2020 (– 2000)*», précise l'Insee et surtout, « *nettement plus qu'en 2019 (+ 54.000)*». Comme dans *Le crime de l'Orient express*, il n'y a pas qu'un seul coupable. L'Insee y voit l'effet combiné de l'arrivée au grand âge des générations nombreuses du baby-boom, du variant Omicron , d'une épidémie de grippe tardive et des trois périodes de canicule de l'été.

**3. À 0,3 %, un solde naturel au plus bas**

Au 1er janvier 2023, la France compte 68 millions d'habitants, soit une augmentation de 0,3 % par rapport à l'année dernière. En 2022, le solde naturel, différence entre les nombres de naissances et de décès, atteint « *son plus bas niveau depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à + 56.000*», indique l'Insee. Le solde migratoire, soit la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année, est estimé à plus 161.000 personnes. Désormais largement supérieur au solde naturel, « *il contribuerait ainsi pour près des trois quarts à la hausse de la population*», notent les démographes.

**4. Une population vieillissante et une espérance de vie qui stagne**

En 2022, l'espérance de vie à la naissance est de 85,2 ans pour les femmes et de 79,3 ans pour les hommes. Un chiffre qui stagne pour les premières et connaît une très légère augmentation pour les seconds de 0,1 an. L'espérance de vie ne retrouve pas son niveau de 2019, avant l'arrivée du Covid.

Au 1er janvier 2023, 21,3 % des habitants ont 65 ans ou plus. Un pourcentage qui se rapproche d'année en année du quart de la population. Ce vieillissement touche toute l'Union européenne. En 2021, les personnes de 65 ans ou plus représentent 20,8 % de la population des 27 États membres contre 17,8 % en 2011.

**5. Le redémarrage des mariages**

En 2022, 244.000 mariages ont été célébrés, dont 237.000 entre personnes de sexe différent et 7000 entre personnes de même sexe. Après des années de dégringolade des unions, on n’en avait pas compté autant depuis 2012. Ce nombre élevé de mariages s'explique par la poursuite du rattrapage des unions reportées pendant la pandémie. Après une forte hausse en 2021 (209 000, +20%), le nombre de pactes civils de solidarité (Pacs) reculerait lui de 8% en 2022 (estimation réalisée fin novembre 2022).

\*\*\*\* \*num\_44 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Alors que la natalité française est en berne, les discours prônant le renoncement à donner naissance prospèrent sur les réseaux sociaux.**

L'Insee vient de révéler qu'en 2022, 723.000 bébés sont nés en France. Soit 19.000 de moins qu'en 2021 (– 2,6 %). Les naissances avaient certes connu un rebond en 2021, après six années de baisse consécutive, mais il ne s'agissait que d'un rattrapage post-confinement du printemps 2020. Dans ce contexte inédit, le discours féministe et écologiste prônant le renoncement à la parentalité trouve un écho toujours plus important.

**Des justifications diverses**

Ils se nomment les « GINK » pour « Green Inclination, No Kids », littéralement « engagement vert, pas d'enfant » ou encore « childfree » (sans enfants par choix). Si les premiers prétendent vouloir « sauver la planète » en arrêtant de procréer, les seconds défendent un mode de vie émancipé des contraintes de la parentalité. Le phénomène explose sur les réseaux. Ainsi, quand on lui demande si elle ne regrette pas d'avoir renoncé à avoir des enfants, la quadragénaire vivant à Los Angeles, connu sous le nom de « Pirate the Pit Bull » et suivie par 169.000 personnes sur Instagram, s'affiche avec des liasses de billets et des sacs à main de luxe pour éponger des larmes qui ne coulent pas, comptabilisant 247.000 mentions « j'aime ».

Cette défense d'un certain hédonisme face aux injonctions de la maternité est revenue sur le devant de la scène à l'occasion de la sortie du livre de Stéphanie Thomas, *Mal de mères*(éd. JC Lattès, 2021). À la suite de la sociologue Orna Donath, qui publiait en 2015 une étude appelée « Regretting motherhood », la journaliste avait recueilli dix témoignages de femmes qui exprimaient leur chagrin d'être devenues mères. En parlant de son enfant, Coline témoignait ainsi : « *Quand je le vois, je me dis que je pourrais très bien me passer de lui et retrouver ma vie d'avant. Celle où j'avais des amants. Le temps de faire ce que je voulais, comme je voulais, quand je voulais.*» La naissance d'une parole « décomplexée » au sujet de la maternité a favorisé la diffusion de ce genre de discours, jusqu'à devenir un véritable phénomène sur les plateformes en ligne : dans le podcast « Bliss stories », Ambre souhaite *« lever le voile sur le tabou de la maternité*» ; c'est aussi le cas d'Astrid Hurault de Ligny au micro de la « Matrescence », qui pense ne pas avoir « *fait un choix éclairé* » en devenant mère.

**Stérilisation définitive**

Sur les réseaux sociaux (Instagram, TikTok) et les médias en ligne, les témoignages de jeunes ayant eu recours à une stérilisation se multiplient depuis 2020. Les journalistes de Brut s'interrogent par exemple sur la difficulté qu'auraient les jeunes femmes en âge de procréer à bénéficier d'une ligature des trompes. Le média en ligne expose ainsi « le parcours de Julie, mère de 3 enfants, pour se faire stériliser », qui aurait subi les reproches et les refus du corps médical. La ligature des trompes de Fallope est une opération irréversible qui consiste à fermer le passage des tubes, pour éviter que l'ovule ne soit fécondé par un spermatozoïde. Elle est légale en France depuis 2001 et s'étend à toutes les femmes majeures, qu'elles soient nullipares ou multipares. Leur seule obligation est de respecter un délai de réflexion de quatre mois entre la demande signée et la réalisation de l'acte chirurgical. Selon, Bettina Zourli, auteur de *Childfree - Je ne veux pas d'enfant*, suivi par plus de 46.000 personnes sur Instagram, les femmes qui ne veulent pas d'enfants seraient victimes de « *préjugés*» et soumises à des « *injonctions à la maternité* ». Elle-même ayant eu recours à la ligature des trompes, elle explique sur ses réseaux avoir dû rencontrer un psy avant de pouvoir en bénéficier. Bien qu'elle ait accepté ce rendez-vous, elle dénonce une « *pathologisation*» des femmes qui ne désirent pas être mère.

En parallèle, les hommes ayant eu recours à une stérilisation définitive prennent la parole pour faire la promotion de cette pratique encore méconnue en France. Ainsi, Théo, 31 ans, raconte dans une vidéo publiée sur le média en ligne Konbini avoir eu recours à une vasectomie, ne voulant pas d'enfant et souhaitant libérer sa conjointe de la « *charge contraceptive* ». C'est aussi le cas de l'influenceur Samuel Clot (@samuelclt), 26 ans, père d'un enfant de 4 ans, suivi sur Instagram par 121.000 personnes, qui explique en « story » chacune des étapes de l'opération. Si les intentions affichées sont louables, « *la liberté de fonder une famille ou pas, d'avoir des enfants ou pas, reste un droit fondamental consacré par la DUDH. Le drame, c'est de prendre des décisions irréversibles fondées sur des fausses informations, des raisonnements fallacieux. Quand on ne peut plus revenir en arrière, c'est une entrave à la liberté*» *,*juge le directeur général du laboratoire d'idées Familles Durables, Rémy Verlyck.

Selon les chiffres de l'assurance maladie, le nombre de vasectomies remboursées en France est passé de 1908 en 2010 à 23.306 en 2021. Dans le même temps, le nombre de ligatures des trompes, une intervention chirurgicale de contraception définitive concernant les femmes, a chuté de 31.473 en 2010 à 21.490 en 2021. « *Sur le sujet les plus intimes et fondamentaux, les réseaux sociaux peuvent être des caisses de résonance qui exacerbent les sentiments négatifs. Ils sont révélateurs de nos inquiétudes mais y contribuent aussi grandement, parfois en propageant des informations inexactes. C'est en raison de leur audience et de leur pouvoir de persuasion qu'ils deviennent problématiques*», analyse le spécialiste de la famille. Selon le *New York Times*, les vidéos TikTok avec le mot-dièse « vasectomy » ont justement été visionnées plus de 500 millions de fois. Le mot-dièse « snip snip hooray » (« couic couic hourra »), visionné plus de 20 millions de fois, fait quant à lui apparaître des vidéos de femmes préparant des trousses de soins pour leur conjoint ayant subi une vasectomie. L'article précisait également que sur l'application de rencontre Tinder, les mentions de l'expression « vasectomie » dans les profils de rencontres avaient augmenté de plus de cinq fois en 2022 par rapport à l'année précédente, selon une porte-parole de la plateforme.

**Des effets déjà visibles**

Ces thèses semblent imprégner les esprits, puisque le 28 septembre dernier, un sondage réalisé par le magazine *Elle* en partenariat avec l'Ifop, montrait qu'un tiers des femmes en âge de procréer ne veulent pas avoir d'enfants. L'enquête, menée auprès d'un échantillon représentatif de 2005 femmes âgées de 15 ans et plus, concernait les femmes « en âge de procréer », c'est-à-dire des femmes âgées de 18 à 49 ans sans enfants et en capacité physique de procréer.

Parmi les sondées qui disaient ne pas ressentir de désir de maternité, 50% estimaient qu'un enfant n'était pas indispensable à leur épanouissement personnel et 48% disaient ne pas souhaiter assumer de responsabilité parentale. La crise environnementale et climatique motiverait aussi le non-désir d'enfant de 39% des femmes interrogées, suivies des crises politiques et sociales (37%) et de la crainte de la surpopulation (35%), détaillait *Elle*. Pour Rémy Verlyck, il faut aussi entendre la colère des jeunes générations « *face à une organisation sociétale qui rend le fait d'avoir des enfants plus difficile : manque de prise en considération des trois premiers mois de grossesse ou des fausses couches, durée des congés maternité et paternité, dépressions post-partum, puis évidemment les conditions de travail...*». Seule une politique familiale d'envergure pourrait ainsi permettre d'endiguer le phénomène du « baby crack », estime-t-il.

\*\*\*\* \*num\_45 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Le bilan démographique 2022 de l'Insee recense le nombre de naissances le plus faible depuis 1946. Mais en Mayenne, en Haute-Vienne ou dans les Landes, la natalité connaît un sursaut – parfois important — par rapport à 2021.**

C'est un chiffre tristement historique. En 2022, 723.000 bébés seulement sont nés en France. Soit 19.000 de moins qu'en 2021, ce qui représente une baisse de 2,6%. « *Le nombre de naissances en 2022 est le plus faible depuis 1946*», note l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans son bilan démographique annuel. Si les naissances avaient connu un rebond en 2021, après six années de baisse consécutive, l'année 2022 n'a pas confirmé la tendance.

Pourtant, au cœur de cette chute généralisée, au moins 24 départements sur 100 affichent un solde de naissance positif par rapport à 2021. Parmi eux, sept ont connu une augmentation supérieure à 2% : la Corse-du-Sud, la Haute-Vienne, l'Orne, les Landes, les Hautes-Pyrénées, la Somme et la Mayenne. Ces bilans ne sont pas définitifs, puisqu'ils ne prennent pas en compte le mois de décembre, dont les chiffres seront publiés le 26 janvier. Mais ces derniers ne changeront pas la dynamique.

Comment expliquer le fait que certains départements ne suivent pas la tendance nationale ? Pourquoi ceux-ci et pas d'autres ? L'Insee n'est pas en mesure d'analyser ce phénomène à l'échelle nationale. Mais les antennes régionales de l'organisme, hormis celle de la Corse qui n'a pas donné suite à nos sollicitations, ont tenté d'apporter des réponses localement.

**Plus de fécondité à la campagne qu'à la ville**

Dans une vaste étude sur les disparités géographiques de fécondité en France, datée de 2011 mais qui n'a pas pris une ride, le démographe Guy Desplanques, ancien chef du département de la démographie à l'Insee, tentait déjà d'apporter une réponse globale à ce phénomène. L'expert partait d'un principe général, qui prévaut depuis plusieurs décennies maintenant : « *La fécondité est généralement plus faible dans les zones urbanisées et plus élevée en milieu rural*». Terres de bétail ou d'agriculture, les sept départements cités précédemment sont des territoires ruraux par excellence.

Dans la même étude, Guy Desplanques détaillait les raisons d'une meilleure natalité dans les campagnes à la lumière de la « *période du baby-boom*», tout en précisant que cette logique tenait toujours des années plus tard. « *La structure du parc de logements, avec une part importante de petits logements, avec des loyers élevés, n'incitait pas les couples qui voulaient avoir des enfants à venir ou à rester en ville et surtout dans les centres*», explique-t-il.

Un autre facteur peut également être mis en avant pour ces territoires ruraux. « *On pourrait imaginer que la famille soit plus souvent, dans ces départements, une 'valeur refuge' en cas de fortes incertitudes*», estime Didier Breton, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED) et spécialiste de la fécondité. Très récemment, la pandémie de Covid-19 a influé sur la natalité. « *Les reports de projets féconds ont peut-être été plus rapides dans ces départements qu'ailleurs*», suggère l'expert.

**Un facteur économique dans certains départements**

La Mayenne a toujours été un département historiquement fécond. L'étude de Guy Desplanques indique qu'entre 2003 et 2007, la fécondité y était la deuxième plus élevée du pays, derrière la Seine-Saint-Denis. En 2021 déjà, les naissances en Mayenne étaient stables par rapport à 2020. Il s'agit donc ici d'une dynamique de long terme. Plusieurs facteurs entrent en jeu. Contrairement aux idées reçues, « *la Mayenne est un département dynamique économiquement*», souligne Nathalie Cloarec, directrice régionale adjointe de l'Insee Pays de la Loire. Ce qui n'est pas le cas dans tous les départements ruraux. La Sarthe voisine, par exemple, plus industrielle, a été lourdement pénalisée par la crise de 2008.

À l’inverse, « *il existe en Mayenne un réel poids de l'agro alimentaire, mais aussi des métiers du tertiaire, le taux de chômage est très faible et le taux d'activité élevé*», détaille l'experte. À cette dynamique positive, s'ajoute le prix des logements, « *le moins cher de toute la région*». Or, « *il existe un lien réel entre la situation économique et le fait de vouloir des enfants*», analyse l'experte.

Dans les Landes aussi, la hausse constatée de 2,8% pourrait être liée à l'environnement économique. « *C'est un département démographiquement attractif, notamment au Sud, car il est proche de la triangulaire Bayonne-Biarritz-Anglet*», souligne l'Insee Nouvelle-Aquitaine. « *On pourrait émettre l'hypothèse d'un phénomène de périurbanisation actif, avec plus de gens en âge d'avoir des enfants qui s'installent*», ajoute la structure. Le département avait déjà connu une légère hausse des naissances en 2021. Mais ces dix dernières années, si la situation est plutôt stable, elle ne doit pas masquer une tendance à la baisse.

**Une simple «correction» par rapport à 2021 dans d'autres**

Dans l'Orne, la situation est toute autre. Le département connaît l'une des plus fortes décroissances de sa population à l'échelle nationale et demeure le plus âgé de Normandie. Pourtant, les naissances y ont augmenté de 4% en 2022 par rapport à 2021. « *Cela cache des tendances plus anciennes, occultées par un résultat ponctuellement positif*», souligne Matthieu Léger, directeur adjoint du service études et diffusion à l'Insee Normandie. Pour l'expert, qui se veut prudent, cette hausse ponctuelle ne préfigure pas d'une tendance. « *Il est tout sauf anormal qu'une année soit positive quand on a atteint un niveau très bas : on ne peut pas éternellement baisser d'année en année*», juge-t-il.

Même scénario dans la Haute-Vienne (Nouvelle-Aquitaine), qui enregistre une hausse de 5,2% des naissances en 2022 (deuxième hausse la plus importante sur l'année). Le département avait connu une baisse de 4% en 2021 par rapport à 2020, alors qu'une hausse était constatée à l'échelle régionale, et même nationale. Comme dans l'Orne, « *le fait qu'il y ait eu une augmentation des naissances en 2022 s'explique par le fait qu'il y en a eu étonnamment peu en 2021*», souligne l'Insee Nouvelle-Aquitaine. Il s'agit ici d'une « *correction*».

**Des évolutions trop faibles pour être significatives**

Dans l'Orne et la Haute-Vienne, le nombre de naissance est de toute façon faible depuis plusieurs années, car la population y est âgée. De telles fluctuations sont donc difficilement analysables sur de si petits effectifs (+ 91 naissances dans l'Orne en 2022, + 164 dans la Haute-Vienne). C'est le même problème pour les départements de la Somme (Hauts-de-France) et des Hautes-Pyrénées (Occitanie), qui ont tous deux connu une évolution de 2,4% des naissances entre 2021 et 2022.

La Somme a connu une certaine stabilité dans les naissances entre 2000 et 2010, mais a commencé à chuter dès 2011. Le rebond de 2022 s'inscrit dans une période hors-norme, après deux années de pandémie de Covid-19. « *Ces années 'bizarres' sont propices aux variations tout aussi 'bizarres'*», avance l'Insee Hauts-de-France, qui estime « *compliqué de donner une explication*» à ce rebond. D'autant que cette hausse d'un peu plus de 2% n'est pas « *transcendante*». Elle ne représente en effet que 129 naissances supplémentaires.

L'Insee Occitanie parvient aux mêmes conclusions pour la région Hautes-Pyrénées, qui n'a enregistré que 44 naissances supplémentaires en 2022. « *Nous sommes en présence d'évolutions erratiques, liées aux faibles volumes*», souligne la branche régionale, qui ne voit dans cette hausse « *aucun phénomène structurel*».

\*\*\*\* \*num\_48 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Ces trois pays connaissent un effondrement démographique préoccupant, explique les économistes Alain Paillard et Jacques Bichot. Si les causes**de**cette dépopulation sont multiples, elle s'explique surtout par une amnésie des pouvoirs publics, ajoutent-ils.**

En 2022, l'Argentine a enregistré 818.000 naissances pour 46,4 millions d'habitants : cela signifie 17,64 naissances pour 1000 habitants, soit 17.640 bébés venus au monde pour chaque million d'Argentins : le renouvellement des générations est assuré.

Le Japon, avec 800.000 naissances pour 125 millions d'habitants, ne peut pas en dire autant : son taux de natalité, 6,40 pour 1000, aboutira, s'il perdure, au déclin du nombre de japonais et à un vieillissement dramatique. On pourrait presque parler de suicide démographique pour cet archipel qui, nonobstant sa petite taille, a tenu et tient encore un rôle très important au niveau économique et culturel. On aurait envie d'encourager les Japonais à se ressaisir !

La France métropolitaine, avec 10,43 naissances par millier d'habitants, se situe entre le Japon et l'Argentine. Sans avoir choisi, à l'instar des Japonais, une sorte de suicide démographique, notre pays vient de franchir à la baisse le seuil des 700.000 naissances annuelles : l'année 2022, pour la France métropolitaine, a vu naître 687.000 bébés. Cela correspond à un taux de fécondité de 1,76. Certes, la première guerre mondiale avait provoqué dans notre pays un record d'infécondité, le taux de fécondité ayant chuté à 1,52 en 1915, mais ce plus bas historique correspond à une situation très spéciale du fait de l'intensité des combats et de la mobilisation générale. Que la natalité française ait été en 2022, année paisible, à mi-chemin de cette faiblesse historique, est un signal d'alarme qui devrait être décrypté par nos dirigeants, si toutefois leur souci de la démographie française n'est pas devenu le cadet de leurs soucis. Aux Français comme aux Japonais, nous disons : nonobstant toutes les difficultés, la vie est belle, donnons-la avec optimisme.

Que signifie cette prudence excessive qui s'est répandue quant au don de la vie ? Bien entendu, les causes en sont multiples et complexes, il n'est pas question d'en faire le tour dans un bref article. Bornons-nous à en signaler une qui relève de l'économie : actuellement, avoir une famille nombreuse signifie vivre assez chichement, voir son niveau de vie chuter en dessous de celui qu'atteignent en moyenne les personnes qui disposent des mêmes revenus d'activité. Les prestations familiales sont loin de compenser la diminution du niveau de vie qui se produit, nonobstant quelques économies d'échelle, lorsque s'accroît le nombre de bouches à nourrir et que le travail à temps plein des deux parents devient difficile ou impossible.

Cette situation provient en partie d'une sorte d'amnésie des pouvoirs publics : ils oublient que, sans enfants en nombre suffisant, il est difficile d'assurer l'avenir du pays. Ils oublient aussi qu'une famille nombreuse peut difficilement compter sur deux revenus conséquents , du fait que l'attention requise par les enfants diminue, sauf exception, la capacité d'engagement professionnel. Il est certes prévu des prestations familiales, mais celles-ci sont loin de s'élever au niveau qui serait nécessaire pour que l'augmentation du nombre d'enfants, dans une famille, ne se traduise pas par un appauvrissement relatif. Nos gouvernants et représentants n'ont pas, dans leur ensemble, pris véritablement conscience du fait que l'avenir du pays dépend au premier chef d'une fécondité suffisante, accompagnée par une bonne éducation des citoyens en herbe.

Cette situation tient pour une bonne part au fait que mettre des enfants au monde et les élever de son mieux n'est pas ressenti, notamment par les pouvoirs publics, comme un impératif vital. La politique familiale fut, à la Libération, conçue comme un élément clé de la remise sur pieds de notre pays épuisé par la guerre et l'Occupation. Mais depuis lors, le budget des «allocs» et autres moyens mis à la disposition des familles pour investir dans la jeunesse a subi une érosion relative (c'est-à-dire en proportion des revenus professionnels) lente mais profonde. Les taux de natalité médiocres sont en bonne partie la conséquence de cette mauvaise appréciation, qui hélas s'observe dans la grande majorité des pays développés.

On peut dire que nos dirigeants sont aussi mauvais quand il s'agit d'investir dans la jeunesse que lorsqu'il faut mettre en place des retraites de bonne qualité : les gouvernements successifs et les assemblées parlementaires dont ils dépendent, ainsi que les présidents de la République, s'acharnent à distribuer les droits à pension, non en fonction de ce qui leur donne un contenu effectif – la mise au monde et l'éducation des enfants – mais au prorata des cotisations versées aux caisses de retraite ! Ce qui sert à entretenir les retraités est traité comme un investissement, alors qu'il s'agit d'un retour sur investissement !

Face à une telle confusion intellectuelle, élevée au niveau législatif, on ne peut que souhaiter l'arrivée d'une réforme institutionnelle propre à nous débarrasser de lois stupides et injustes : ces règles conçues par des personnes qui ignorent le b.a.-ba des échanges entre générations successives doivent céder la place à une vraie reconnaissance législative de l'apport que constituent la mise au monde des enfants et leur éducation.

\*\*\*\* \*num\_55 \*an\_2023 \*quart\_3 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

*Pierre Vermeren, normalien, agrégé et docteur en histoire, est l’auteur d’une dizaine d’ouvrages remarqués, tel*La France qui déclasse. De la désindustrialisation à la crise sanitaire *(Texto Tallandier, 2020) et*L’Impasse de la métropolisation *(Gallimard, coll. «Le Débat»).*

En conclusion de sa note consacrée à la démographie de la France , l’Institut Montaigne écrit: *«La France s’apprête à connaître un déclin de sa population que seule l’immigration pourrait combler à court et moyen terme.»*Et encore: *«Dans les premières décennies du siècle, sa population ne croîtra sans doute que par l’immigration. (…) Celle-ci a atteint un niveau inédit en 2022.»Nihil novi sub sole*. Sauf que cette «naturalisation» de l’immigration, présentée comme une nécessité objective et une fatalité (sens de l’histoire), est promise pour les cinquante ans à venir. L’étonnant manque d’imagination de la note Tertrais prolonge l’existant, renonçant à tout volontarisme politique.

Elle pointe l’inéluctabilité du vieillissement démographique  ; la cohorte des baby-boomeurs en est la cause, jusqu’à son «extinction» vers 2060. Elle prévoit une stagnation démographique de la France d’ici 2070 en prolongeant les courbes: émigration annuelle nette de 100.000 Français (soit 5 millions en cinquante ans, non comptés leurs enfants, or ce sont des jeunes qui partent) ; stagnation des naissances par femme (1,8) ; et poursuite de l’immigration (+ 170.000 entrées nettes par an pendant cinquante ans, soit 8,5 millions de personnes, hors enfants). Du fait que la France compte selon l’Insee 19 millions d’habitants liés à l’immigration - sur trois générations -, la note annonce, comme l’a souligné dans ces colonnes le professeur Pierre Albertini, la mise en minorité du peuple historique français sur son sol vers 2070.

Mais, de cela, le rapport ne dit mot: il invisibilise les hommes et les femmes, ce que l’on appelait la population - voire le peuple chez Michelet -, ne traitant que de courbes, de flux, de pourcentages et de stocks. Du point de vue épistémologique, cette note est un chef-d’œuvre de l’économisme contemporain, qui a absorbé la démographie, cette «science des peuples» (démos), ravalés au rang de facteur de production parmi d’autres.

Cette mise à distance des hommes et femmes permet de discuter sereinement, sur la base de courbes produites par le COR et l’Insee, et d’interroger l’avenir, en croisant leurs basses, moyennes et hautes hypothèses de long terme. Une fois désactivée la pâte humaine, il est loisible de faire des calculs. Or ce peuple politique de citoyens est doté de traits culturels, linguistiques et anthropologiques, voire d’un horizon d’attente. Pourquoi la jeune génération de Français procrée de moins en moins par rapport à la précédente - le tournant eut lieu en 2010, n’était-ce le joker de Mayotte en 2012? Pourquoi un nombre inédit et croissant de jeunes Français, 200.000 par an dont seulement un sur deux reviendra, quitte ce pays?

Le nombre ne fait pas la qualité

Un des mérites de la note est de rappeler - du fait même de ses commanditaires - que ce n’est pas Jean-Luc Mélenchon qui gouverne la France et fait sa politique migratoire, mais de grands «décideurs» économiques. Ceux-ci ont construit un modèle reposant sur un flux entrant de consommateurs et de travailleurs pauvres et peu qualifiés qu’ils veulent pérenniser. Si le rapport se félicite du nombre croissant d’étudiants étrangers dans l’apport migratoire, il occulte le fait que, pour l’essentiel, la France et ses études supérieures publiques gratuites n’attirent pas la crème des étudiants mondiaux, études de pointe exceptées. Le nombre ne fait pas la qualité.

La nouvelle économie française repose sur la consommation extensive de services à bas coûts, grande distribution ou téléphonie mobile, par exemple. Or leurs emplois sont des plus volatiles ; ils disparaissent par l’automatisation des caisses dans la grande distribution, ou par l’expatriation pour les seconds, via des centres d’appels au personnel si peu francophone. Jusqu’aux Trente Glorieuses, l’économie de production des biens (politique de l’offre) justifiait un filet migratoire de travailleurs producteurs.

Or, depuis les années 1990, l’économie repose sur la consommation de masse de biens importés et services à bas coûts (demande subventionnée). La croissance résiduelle qui en résulte (moins de 1 % par an depuis quinze ans) est soutenue par l’entrée continue de consommateurs pauvres, nombreux, solvabilisés par les pouvoirs publics (allocations) ou de petits boulots. Plus les Français vieillissent ou partent, et moins ils font d’enfants, plus il faut accroître le flux migratoire entrant.

Jean-Luc Mélenchon se contente d’encourager les conséquences de l’immigration de masse (*«De toute manière, on a déjà gagné»*, déclarait-il récemment à propos du métissage des Français). Mais s’il espère qu’une telle évolution s’accélère pour le porter au pouvoir, il n’en est pas le commanditaire. Cette note dévoile la vigueur des néolibéraux et de leurs relais, qui n’entendent pas renoncer au modèle économique fondé sur la trilogie consommation de services à bas coût, endettement public et immigration de clients subventionnés. Le rapport n’évoque pas l’industrialisation, qui seule autorisera un rattrapage de long terme sur l’Allemagne (dont le PIB par habitant équivaut à 120% du nôtre) et sur les États-Unis (180 %), afin de résoudre l’équation financière qui engourdit la France.

La dépolitisation n’abolit pas le réel

Le rapport insiste sur le triple défi représenté par l’endettement public, le financement des retraites et la protection sociale d’une population vieillissante. Contre ses préconisations, l’essentiel est pourtant moins la collection d’une masse de travailleurs pauvres et peu qualifiés que la formation d’une main-d’œuvre technique et scientifique de qualité pour accroître la productivité ; le présent rapport l’estime à + 1% par an pour les cinquante ans à venir, ce qui est si peu volontariste (c’était d’ailleurs le taux de croissance du XVIIIe siècle).

L’homme et sa société sont impensés par la note. Une élite s’adresse à ses homologues, comme si le modèle présenté allait de soi. Or, celui-ci n’a pas d’équivalent hors de l’Amérique du Nord et de l’Europe du Nord-Ouest. Seuls nos pays comptent sur l’immigration de masse, dans un monde dont la population va décliner plus vite que prévu dès 2050. L’Afrique subsaharienne fait exception, mais pour combien de temps? L’avenir et les choix politiques offerts aux Français ne sont pas posés. Pourquoi faire perdurer ce modèle quarantenaire quand près des trois quarts des Français le rejettent? Quinze ans après la crise de 2008, les sondages de la rentrée présentent une opinion publique plus en colère que résignée, très pessimiste sur l’avenir. La dépolitisation n’abolit pas le réel, et la note sous-estime les composantes et les dysfonctionnements de ce qu’elle veut proroger.

Tertrais précise: *«L’apport migratoire est ainsi appelé à être structurellement majoritaire dans la croissance démographique du pays.»*C’est le cas depuis 1945. Certes, les immigrés au sens strict atteignent 10 % de la population, un record. Mais l’apport migratoire est à considérer en dynamique et non en stock. Depuis 1945, l’essentiel de la croissance démographique française provient de l’extérieur: 19 millions d’habitants sont liés à l’immigration sur 68 millions, soit 28 % des résidents. Si l’on ajoute les descendants des rapatriés de l’Empire colonial des années 1960 (estimé à 3 millions de personnes) et la forte croissance des Domiens depuis leur intégration à la République en 1945 (2012 pour Mayotte), dont les forces vives sont en métropole, les trois quarts de la croissance démographique métropolitaine depuis 1945 sont importés ; le quart restant tient à l’allongement de l’espérance de vie. La stagnation du peuple français historique de 1945 est un fait, comme depuis 1870.

L’idéologie de la croissance

Autre point aveugle du rapport, la croissance de l’économie française, depuis la mutation des années 1990, est largement artificielle. Jean-Pierre Robin a trouvé les mots pour le dire : *«Depuis 1990, chaque progression de 100 milliards d’euros français du PIB s’est accompagnée d’une augmentation de 180 milliards de la dette publique. Croissance à crédit»*. Ce modèle économique n’est donc pas durable du point de vue financier, *«les arbres ne montant pas jusqu’au ciel»*(Keynes), puisqu’il repose sur un endettement illimité. Jusqu’à quand?

Face à ces carences, la note évoque la nécessité d’une immigration assumée. Elle en souligne la neutralité budgétaire («impact fiscal faible»), ce que contredisent d’autres analystes. Elle soutient le fait que les immigrés, qui sont jeunes, travaillent plus que les autres ; mais elle pointe en même temps le sous-emploi des ressortissants africains (taux d’emploi de 38 % contre 70 % chez les personnes sans ascendance migratoire). Elle dénie la principale fonction économique des immigrants nouveaux: consommer. Et souligne le faible impact de l’immigration sur le marché du travail et le niveau des salaires.

Mais c’est tout le modèle économique qu’il faut embrasser: l’abandon de la production nationale creuse le déficit commercial, et a transformé le travailleur industriel ou agricole en petit smicard ou en salarié assisté ou à petit boulot (combien de livreurs de repas ou de paquets compte notre pays?). Que veulent les Français? Manifestement, ne plus faire beaucoup d’enfants: entre un et deux en moyenne, sachant qu’un quart des hommes n’en aura pas. Si la baisse de la natalité, qui s’accentue depuis 2010, est un choix collectif et démocratique, pourquoi lui substituer une source exogène déconnectée des besoins économiques? Pour échapper au *«déclin de la population»,*affirme le rapport. Mais pourquoi? Le Japon prouve que d’autres options politiques et économiques existent, à niveau de vie strictement égal entre nos deux pays. «L’idéologie de la croissance» démographique à la française ne nous prémunit pas contre l’appauvrissement relatif depuis 2000.

Politique nataliste

S’ajoute à cela le fait que le choix collectif des jeunes Français est porté par les pouvoirs publics. Ils ont déstabilisé le modèle familial français par les politiques sociétales conduites depuis des décennies, d’où la flambée des familles monoparentales, et ce que Sylviane Agacinski a qualifié le *«corps en miettes»* ; or un corps en miettes ne se reproduit pas. Les pouvoirs publics encouragent en outre un millénarisme climatique (l’écoanxiété promue par l’école), qui incite les jeunes Français à ne pas se reproduire pour «préserver la planète». Il y a quelque ironie de ce fait à remplacer les non-naissances par des immigrants venus du Sud, ce qui multiplie par huit leur empreinte carbone du fait de passer d’une région à l’autre. Quelle cohérence préside ces choix ?

En démontant par étapes la politique familiale et nataliste mise en place durant la décennie 1938-1948, les pouvoirs publics ont fait un choix avalisé par la note: *«On ne crée pas des enfants à coups de décrets ou de chèques.»*Le baby-boom français l’a pourtant démenti. Favoriser la natalité par des politiques proactives demeure une option qui correspond aux attentes de nombreux Français qui limitent leur famille faute de moyens. Le préjugé culturaliste selon lequel les femmes étrangères font plus d’enfants que les natives (deux fois plus pour les Maghrébines selon la note) est circonstancié: en Tunisie et au Maroc, les femmes ont aujourd’hui moins d’enfants que leurs parentes émigrées en Europe, où elles ont découvert l’assistance sociale. Libre à la France d’aider ses citoyens si la priorité est la croissance démographique. Mais pourquoi ne pas respecter le choix des jeunes Français soucieux d’une vie différente: n’est-ce pas un enjeu du débat politique dans une démocratie?

Une autre option politique s’offre aux pouvoirs publics: comme les autres pays du monde, il s’agira de gérer la baisse de la population, et d’en saisir l’opportunité pour remédier à nos maux. Réparer par exemple les dégâts de la grande croissance d’après-guerre, en éliminant le bâti criminogène des cités, en comprimant l’étalement urbain, pour refaire des villes belles et écologiques. Dans l’économie, la chute de la population permet de robotiser sans créer des laissés-pour-compte inactifs, un phénomène préoccupant de notre société. Les pouvoirs publics doivent s’intéresser aux jeunes, et leur offrir un système de formation répondant à leurs attentes, afin d’éviter l’hémorragie de tant de jeunes Français vers l’étranger.

Un énorme vivier d’actifs

La note annonce, enfin, la stagnation de la main-d’œuvre française, autour de 30 millions d’emplois dans les cinquante ans à venir. Elle estime que 100.000 postes seront à pourvoir par an et propose de les offrir à des migrants. Mais elle ne prend pas en compte l’énorme déficit d’employabilité de la France par rapport à l’Allemagne. À population égale, nous comptons 8 à 10 millions d’actifs occupés en moins que nos voisins. Ces chômeurs, titulaires du RSA, préretraités, etc. sont éloignés du travail: cet énorme vivier existe. Faut-il renoncer à proposer des perspectives à cette masse de travailleurs potentiels? Et si leur employabilité devenait une grande cause nationale pour améliorer la croissance de notre économie?

La note estime enfin que le ratio actifs/plus de 65 ans va s’aggraver à l’avenir. Mais ce «ratio de dépendance démographique» occulte l’angle mort de près de 10 millions d’actifs potentiels inemployés. Leur absence rend l’équation intenable. Faut-il une «immigration massive» pour y remédier, ou bien s’attaquer à ce nœud qui concerne natifs et immigrés? C’est l’objet du débat politique, économique et démocratique offert aux Français. La démographie migratoire n’occultera pas nos deux problèmes de fond: la France ne sortira pas de ses maux économiques et financiers sans une extension déterminée de sa base industrielle et productive ; quant à sa population, n’est-elle qu’un simple agrégat économique que l’on doit faire croître par tous moyens, ou un peuple politique doté d’un libre arbitre, et d’une culture que l’on doit respecter?

\*\*\*\* \*num\_57 \*an\_2023 \*quart\_3 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**DÉMOGRAPHIE**2023, année du baby crack ? Chaque nouveau mois qui passe confirme la baisse de la natalité en France. En août, 1 896 bébés sont nés en moyenne par jour. Une chute de 8 % par rapport à août 2022, selon les chiffres provisoires publiés par l'Insee jeudi. Aux deux tiers de l'année, on compte déjà *« environ 35 000 naissances de moins en 2023 qu'en 2022 »*, soit *« une baisse de 7,2 % »*.

*« Si on part de l'hypothèse que cette tendance se poursuit, le nombre de naissances pourrait ne pas dépasser la barre des 700 000 en 2023, un seuil symbolique »*, projette Chloé Tavan, chef de la division enquêtes et études démographiques de l'Insee. *« Pour la natalité française, cela s'annonce comme la pire année depuis 1945 »*, abonde Laurent Chalard, géographe à l'European Centre for International Affairs. L'année dernière, la chute était déjà sensible avec 726 000 nouveau-nés, soit 2,2 % de moins qu'en 2021.

Le nombre de naissances est au plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, confirme la nouvelle étude de l'Insee portant sur 2022 et le premier semestre 2023. La natalité connaît une baisse presque continue depuis 2011. Si l'on se place dans une perspective plus longue, par rapport *« au pic des naissances de l'après-guerre, en 1971 » ,*les naissances *« sont en recul de 20,8 % »*, précise l'Insee. En prenant comme point de comparaison l'année 2010 - où la France vivait encore un « âge d'or » des berceaux - la baisse s'établit à 12,8 %.

Comment analyser cette chute historique de la natalité ? L'Insee indique que *« le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants est assez stable »*et relie donc cette baisse à celle de la fécondité. Son indice, établi à 1,80 enfant par femme en 2022, pourrait encore se réduire en 2023. Il y a dix ans, il s'élevait à près de 2 enfants par femme, avoisinant le seuil de renouvellement des générations.

En 2022, les femmes âgées de 25 à 34 ans, au pic de la fertilité, ont fait moins de bébés. Signe du recul constant de l'âge de la maternité, seules les mères de 40 ans ou plus en ont fait d'avantage. *« Cette tranche d'âge est la seule pour laquelle les naissances sont plus nombreuses en 2022 »*, relève l'Insee. L'an dernier, les mères étaient âgées en moyenne de 31,2 ans à l'accouchement. Contre 30 ans en 2012, et 26 ans au milieu des années 1970.

*« Les femmes aujourd'hui âgées de 29 à 31 ans - nées au début des années 1990 et proches de l'âge moyen de l'accouchement - sont moins nombreuses actuellement. Ce creux dans la pyramide des âges correspond à plusieurs dizaines de milliers de mères en moins. Cet effet conjoncturel accentue la baisse structurelle de la natalité »*, souligne le géographe Laurent Chalard, évoquant une *« double peine démographique »*. D'autres évolutions se reflètent dans les chiffres de la natalité, comme les changements de configurations familiales. En 2022, près des deux tiers de naissances (65 %) ont désormais lieu hors mariage contre la moitié dix ans plus tôt. Le nom du père, lui, est moins souvent donné aux enfants. 79 % des bébés le portent contre 83 % en 2012. Ces mutations ne permettent cependant pas d'expliquer la baisse de la natalité depuis une décennie en France.

*« Pourquoi les Français font-ils moins d'enfants et cette tendance va-t-elle se poursuivre ? Même les démographes peinent à s'accorder sur la réponse*, souligne Chloé Tavan. *C'est une évolution difficile à estimer. Faire un bébé est une décision qui engage sur le long terme et qui dépend donc de la manière dont on se projette dans l'avenir : emploi, sécurité financière, logement, contexte climatique... sans compter des facteurs plus intimes »*. La remise en cause de la politique familiale, et son rabotage sous le quinquennat de François Hollande, est citée comme une des premières causes de cette baisse par le démographe Gérard-François Dumont. *« La guerre en Ukraine et l'inflation de ces derniers mois semblent venir accentuer ce déclin. Cette baisse s'explique par une somme de facteurs »*, note Laurent Chalard.

Afin de répondre à cette délicate question, les Associations familiales Catholiques (AFC) ont commandé une enquête à l'IFOP(1) en juillet 2023. Pourquoi les Français qui annoncent vouloir en moyenne 2,39 enfants en font moins qu'ils ne l'avaient imaginé ? *« Nous avons cherché à comprendre quels étaient les freins à la natalité dans un contexte de baisse des familles nombreuses, d'augmentation des couples sans enfants et de stabilité du nombre de familles à un ou deux enfants »*, explique Pascale Morinière, présidente des AFC.

Cette étude, que *Le Figaro* dévoile, confirme que plus d'un tiers (38 %) des adultes de moins de 50 ans a renoncé à avoir un enfant ou à en avoir un de plus s'ils étaient déjà parents. Les problèmes de mode de garde des jeunes enfants (leur coût ou leur absence) arrivent en premier sur l'ensemble des raisons citées pour 47 % des sondés. Juste devant les difficultés financières ou d'emploi (44 %). Une réponse qui confirme l'importance de la conciliation de la vie familiale et professionnelle.

L'impact de la crise climatique, beaucoup commentée dans les médias ces dernières années avec l'émergence des mouvements Gink (« Green Inclination, No Kids » , que l'on peut traduire par « Engagement vert, Pas d'enfants ») n'est évoqué qu'en cinquième position. Elle est évoquée par un quart du panel, dans la même proportion que le désaccord avec le conjoint ou les problèmes médicaux. *« C'est un facteur de blocage qui a sans doute été surévalué. Ce discours émane avant tout des plus jeunes qui ne sont encore pas prêts à avoir des enfants » ,*note Pascale Morinière des AFC. Réponse inattendue mais pourtant évidente, 39 % des personnes interrogées pointent une *« autre raison »*, principalement le fait d'être célibataire ou sans conjoint. *« Un pourcentage qui reflète la montée de la solitude dans notre société »*, note Pascale Morinière.

Une politique familiale plus généreuse ou plus adaptée aux besoins des familles aurait-elle pu changer la donne ? Près de la moitié des sondés (48 %) qui ont renoncé à faire un enfant estiment que la possibilité de prendre un congé parental aurait modifié leur décision. Entre 2014 et 2021, le nombre de parents qui posent un congé parental a été divisé par deux. *« Cet élément déterminant de la politique familiale a été détruit sous François Hollande. Il faut écouter les parents qui veulent avoir le choix de garder leur bébé et augmenter l'indemnisation actuelle de 428 euros par mois qui écarte les classes moyennes de ce congé » ,*interpelle Pascale Morinière. En juillet, la nouvelle ministre des Solidarités Aurore Bergé a préconisé un congé parental mieux indemnisé quitte à raccourcir sa durée. Les sondés, eux, penchent pour un congé parental d'une durée de 6 mois à un an (42 %) ou de 2 ans (34 %) et estiment que l'indemnité mensuelle incitative devrait s'élever à 1 141 euros.

\*\*\*\* \*num\_58 \*an\_2023 \*quart\_4 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Depuis une décennie, la natalité française ne fait que chuter. Le silence qui entoure l'écroulement des naissances en France est d'autant plus surprenant que ses conséquences sont majeures.**

Longtemps, la démographie a semblé échapper au déclin économique et social de la France et constituer pour notre pays un atout de long terme face à la diminution des naissances dans la plupart des grands pays européens. Cette exception est terminée.

Au 1er janvier 2023, la France comptait 68 millions d’habitants. En 2022, elle a enregistré 723.000 naissances, soit 19.000 de moins qu’en 2021, contre 667.000 décès. La très faible hausse de la population a résulté d’un solde naturel limité à 56.000 personnes, auquel s’est ajouté un solde migratoire de 161.000 personnes, soit trois fois plus. Le premier semestre 2023 a amplifié cette évolution, avec 314.400 nouveau-nés - soit 24.000 de moins qu’en 2022 - contre 313.300 morts. Le solde naturel est désormais nul et la population française n’augmente plus que par l’immigration.

La chute de la natalité est durable . Elle a débuté en 2010 et s’est accélérée à partir de 2014. Elle résulte de la diminution brutale du taux de fécondité de 2 à 1,76 enfant par femme en dix ans, très en dessous du seuil de remplacement des générations, qui s’élève à 2,1 enfants par femme. Les naissances comme la fécondité sont tombées désormais à un plus bas historique depuis 1945.

**Conséquences majeures**

Les raisons du retournement brutal de la démographie française sont multiples et complexes. Le nombre de femmes en âge de procréer tend à diminuer et l’âge moyen de la maternité a progressé jusqu’à 31 ans, contre 25 ans pour les générations précédentes. Les jeunes adultes sont les premières victimes de la paupérisation de la population , avec un taux de pauvreté qui atteint 25% et des difficultés importantes pour trouver du travail et se loger. Les insuffisances persistantes des systèmes de garde rendent délicate et tendue la conciliation de la vie familiale et professionnelle.

La politique familiale, qui constituait un soutien majeur de la démographie, a été largement démantelée avec l’amputation du quotient familial et la mise sous condition de ressources des allocations en 2014, qui ont frappé de plein fouet les classes moyennes déjà profondément déstabilisées. Enfin, la multiplication des crises, du krach de 2008 et de la tempête sur l’euro à la guerre d’Ukraine et au renouveau de l’inflation en passant par la pandémie de Covid, la révolution numérique et le dérèglement climatique, a installé un climat anxiogène et exacerbé les incertitudes touchant l’avenir.

La France n’est pas confrontée à un effondrement démographique comme le Japon , dont la population a diminué de 800.000 personnes en 2022 et pourrait passer de 126 à 87 millions d’habitants en cinquante ans. En revanche, elle se rapproche de l’Italie, qui, avec une fécondité de 1,24 enfant par femme, a vu sa population réduite de 60,8 millions à 58,8 millions depuis 2014 et s’est enfermée dans une spirale malthusienne de stagnation de la production et de baisse des revenus.

Le silence qui entoure l’écroulement des naissances en France est d’autant plus surprenant que ses conséquences sont majeures. La population augmentera jusqu’à atteindre 69,3 millions d’habitants en 2044 avant de régresser pour s’établir à 68,1 millions en 2070. Mais son vieillissement sera rapide, la part des plus de 65 ans dépassant 30% dès 2030. Surtout, son hétérogénéité se renforcera puisque seule l’immigration compensera le déficit des naissances - et ce alors que les immigrés et leurs descendants représentent déjà 21,4% de la population française. La croissance potentielle sera annihilée, puisque la population active stagnera entre 30,1 et 30,5 millions de personnes tandis que, pour l’heure, la productivité du travail diminue en raison du vieillissement (âge moyen des actifs de 42,5 ans), de la déqualification et de l’absentéisme. Les charges supplémentaires pour les comptes sociaux sont évaluées à 5% du PIB, ce qui portera les transferts à un niveau insoutenable de 39% du PIB et fera exploser la dette publique, mettant l’État en défaut et provoquant une crise financière de première ampleur.

La France renoue ainsi avec les démons malthusiens qui provoquèrent la débâcle politique, intellectuelle et militaire des années 1930. Elle finance massivement le passé, avec la dette publique qui dépasse 3050 milliards d’euros et les retraites qui mobilisent 14% du PIB, et désinvestit de la première richesse de la nation que sont les enfants en ne consacrant que 2,2% du PIB à la politique familiale.

**Réorienter les dépenses de l'État**

Le redressement de la démographie française constitue une condition préalable au relèvement de la France et devrait être érigé, comme en 1945, en priorité nationale. Il suppose de faciliter l’articulation entre travail et vie de famille, à commencer par l’instauration d’un congé parental moins long mais peu indemnisé. Il passe par l’amélioration de la prise en charge de la petite enfance, notamment grâce à la revalorisation de ses métiers, mais aussi par la modernisation drastique d’un système éducatif archaïque, ruineux et inefficace, comme par la relance urgente de la construction de logements. Il exige de réorienter les dépenses de l’État, des collectivités publiques et de la protection sociale vers les familles et la jeunesse.

Ce soutien déterminé de la démographie doit s’inscrire dans une réinvention du modèle économique et social autour de la production, de l’innovation, de l’éducation et de l’intégration. Il a vocation à devenir le pivot d’un changement d’état d’esprit afin de reconstruire un environnement favorable non seulement pour les enfants mais pour les jeunes adultes, afin de restaurer la primauté des défis de long terme sur la tyrannie des enjeux de communication et sur le règne de la démagogie. « *Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents* », constatait Georges Bernanos dans *Les Grands Cimetières sous la lune* , livre qui retrouve une brûlante et tragique actualité avec la guerre d’Ukraine. Quand les enfants disparaissent, le reste des peuples et des nations meurt.

\*\*\*\* \*num\_61 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Si la crise de la natalité s’observe partout en Europe, la France se caractérise par des taux de fécondité très différents selon l’origine migratoire des populations, explique le cofondateur de l’Observatoire de l’immigration et de la démographie.**

La publication par l’Insee des derniers chiffres de la natalité en France, portant sur les onze premiers mois de l’année 2023, a été l’occasion d’une prise de conscience chez certains observateurs. En effet, ceux-ci attestent de manière incontestable de la poursuite et de l’approfondissement de l'« hiver démographique » dans lequel notre pays se trouve désormais plongé.

Le nombre de naissances a marqué un recul de 6,8% par rapport à la même période en 2022 : seuls 621.691 bébés sont nés sur le territoire, soit 45.000 de moins que l’année précédente. Cette comparaison prend d’autant plus de sens que 2022 avait déjà marqué un plus bas historique en la matière : le solde naturel (constitué de la différence entre les naissances vivantes et les décès survenus sur le sol national) s’y était établi à + 56.000 personnes à peine, soit un résultat quasiment nul.

Les données provisoires pour 2023 tendent à indiquer que ce solde basculera prochainement en négatif : comme plusieurs de ses voisins, la France aura bientôt besoin de *«plus de cercueils que de berceaux »* - selon la formule du démographe Gérard-François Dumont.

Longtemps pourtant, la France a semblé représenter une relative exception parmi les nations européennes, avec un niveau de fécondité se rapprochant souvent du seuil de remplacement des populations. Or cette vision rassurante n’est hélas plus d’actualité. L’indicateur conjoncturel de fécondité dans notre pays est passé de 2,03 enfants par femme en 2010 à 1,8 enfant par femme en 2022. Le solde naturel a été divisé par 5 entre 2006 et 2022.

**Singularité de la situation française**

Si cette tendance structurante à la contraction des naissances correspond à un phénomène observable dans l’ensemble du continent européen et du monde occidental, la situation française se singularise néanmoins par une différence majeure : l’évolution de la natalité recouvre des réalités très différenciées, voire des tendances contraires suivant l’origine migratoire des populations.

Ce constat vaut particulièrement lorsque l’on s’intéresse à la ventilation des naissances selon le lieu de naissance des parents. Ainsi, depuis l’an 2000, le nombre annuel d’enfants nés sur le territoire et issus de deux parents eux-mêmes nés en France a diminué de 22% ; mais dans le même temps, les naissances issues d’au moins un parent né hors-UE ont augmenté de 40% et celles issues de deux parents nés hors-UE ont augmenté de 72%.

Cela signifie que la France se trouve aujourd’hui confrontée à des dynamiques de fécondité contradictoires sur son sol : la natalité « native » se contracte fortement, tandis que la natalité issue de l’immigration extra-européenne augmente de manière très significative. Un tel constat se retrouve dans la répartition globale des naissances : près d’un tiers (29%) des enfants nés en France en 2022 ont au moins un parent né hors de l’Union européenne.

**Les femmes immigrées enfantent plus**

Ce bouleversement démographique doit être compris par l’action conjointe de deux moteurs explicatifs : l’accélération des flux migratoires d’une part, la natalité différenciée de certaines populations immigrées d’autre part. La hausse rapide et forte de l’immigration vers la France depuis la fin des années 1990 est attestée par de multiples indicateurs, le plus central résidant dans l’évolution du nombre annuel de premiers titres de séjour accordés par notre pays : celui-ci a augmenté de 153% entre 1999 et 2022 - dans l’attente des premières données provisoires pour 2023 qui devraient confirmer cette tendance haussière.

Par définition, ces titres de séjour concernent des personnes originaires de pays extérieurs à l’Espace économique européen. D’autres instruments permettent d’approcher l’amplification des flux vers la France, parmi lesquels ceux liés à l’asile : entre 2009 et 2022, le nombre annuel de premières demandes d’asile déposées en France a augmenté de 227%.

Par ailleurs, plusieurs études institutionnelles attestent de l’existence d’un différentiel de fécondité notable entre les femmes immigrées de certaines origines et les femmes non immigrées. L’un de ces travaux scientifiques, publié par l’Ined en 2019 et portant sur les données de l’année 2014, établissait ce fait de manière saisissante : les immigrées algériennes en France avaient en moyenne 3,69 enfants par femme, soit nettement plus qu’en Algérie même (où l’indice conjoncturel de fécondité était seulement de 3 enfants par femme).

**Basculement à long terme**

Le même constat différentiel vaut pour les femmes immigrées tunisiennes, marocaines et turques, dont le taux de fécondité en France était compris entre 3,12 et 3,5 enfants par femme, tandis que l’indice de fécondité dans leurs pays d’origine se situait entre 2,1 et 2,4 enfants.

Les études démographiques indiquent que les taux de fécondité des personnes immigrées ont tendance à diminuer à la génération suivante et à converger progressivement vers la moyenne des natifs. Toutefois, cette convergence est lente et ses effets se trouvent fortement mitigés par l’accélération des nouveaux flux entrants, d’autant plus que le pic de naissances chez les femmes immigrées se situe dès la première année suivant leur arrivée en France – comme l’Insee l’a établi dans une étude parue au printemps dernier. Il se maintient à un niveau particulièrement élevé durant les cinq années qui suivent leur installation, puis diminue ensuite progressivement.

Les multiples réactions formulées face aux chiffres de la natalité pour 2023, qui traitent à juste titre de la question du « combien », gagneraient donc à ne pas occulter celle du « qui ». Les effets cumulés de l’immigration et des différentiels de fécondité ont déjà fortement modifié la structure de la natalité en France. Une fois posé ce diagnostic incontestable, il doit être permis à chacun de s’interroger sur les conséquences d’un tel basculement à long terme, en particulier pour la cohésion de notre société, et d’en tirer les conclusions qui s’imposent en matière de politiques publiques.

\*\*\*\* \*num\_67 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**LE FIGARO. - Peut-on parler d’effondrement de la natalité?**

**Laurent CHALARD. -**La natalité passe sous la barre des 700.000 naissances , mais la principale surprise démographique concerne le taux de fécondité. La grande nouveauté de ce bilan, c’est que la baisse des naissances concerne toutes les classes d’âge de femmes pouvant procréer, y compris les plus âgées, de 35 à 49 ans.

Les années précédentes, seules les plus jeunes (les 15-29 ans) étaient concernées, en raison du recul de l’âge de la maternité. Aujourd’hui, nous sommes dans un scénario où la fécondité recule chez toutes les femmes. On peut parler d’une année noire pour la fécondité. Il n’est plus possible de dire que cette baisse des naissances est uniquement liée à l’âge de plus en plus tardif des premières maternités. L’ensemble des ménages est touché. Cette particularité semble indiquer qu’il y a eu un phénomène psychologique chez tous les couples, qui ont décidé d’avoir moins d’enfants que les années précédentes.

**Inflation, guerre en Ukraine, peur du changement climatique, montée de l’individualisme… Quels sont les facteurs qui jouent un rôle décisif dans la décision des couples d’enfanter?**

La montée en puissance de discours sur le «regret d’être mère» ou le non-désir d’enfant est une tendance qui existe depuis longtemps dans les pays anglo-saxons. En France, il joue peut-être partiellement un rôle dans la tendance structurelle à la baisse des naissances depuis 2010, mais il ne peut pas expliquer l’effondrement de la natalité en 2023. La diminution du nombre de femmes en âge de procréer n’est pas plus un facteur explicatif principal, puisqu’il concerne essentiellement les 25-29 ans.

Une baisse aussi massive et qui concerne l’ensemble des classes d’âge est sans doute révélatrice d’un choc psychologique global, qui concerne l’ensemble de la population. Or l’actualité de 2022, année de la conception des bébés de 2023, a été marquée par le conflit en Ukraine. Le retour de la guerre en Europe et ses conséquences économiques sur l’inflation a sans doute joué un rôle important, car on sait qu’un tel événement crée de l’incertitude et incite les couples à reporter les naissances.

On notera cependant que, selon les données provisoires, la baisse de la natalité semble moins marquée chez nos voisins européens qu’en France, Allemagne exceptée. Cela dénote d’un climat français plus anxiogène qu’ailleurs.

**Faut-il considérer cette baisse de la natalité comme le signe d’un déclin ?**

La faible fécondité est un indicateur de niveau de richesse élevé dans un pays. Cependant, sur le long terme, les baisses de la natalité sont problématiques pour les sociétés développées, car elles risquent de conduire à des manques de main-d’œuvre. Plus qu’un signe de déclin, c’est le symptôme de l’anxiété de la population française par rapport à une situation géopolitique et économique compliquée.

La chute de la natalité est peut-être un meilleur indicateur que le taux de chômage de la réalité de la dégradation économique des ménages français, dans un contexte d’incertitude. Il faut aussi noter que la France a sans doute besoin, plus encore que ses voisins, d’une démographie dynamique, car son modèle social repose sur la solidarité entre les générations. C’est la principale mauvaise nouvelle à court terme. Moins de naissances, dans un pays où les retraites reposent sur un système par répartition, équivaut à un nombre moins important de cotisants dans vingt ans.

**Le solde naturel est historiquement bas en 2023. Est-ce la fin annoncée du modèle démographique français?**

Oui, c’est la fin d’une exception française par rapport au reste de l’Europe. Jusqu’à récemment, la France se singularisait au sein de l’UE par une croissance démographique tirée par l’excédent naturel et non par l’excédent migratoire. Cette singularité était liée à un indice de fécondité plus fort, proche du seuil de remplacement des générations, qui se situe à 2,1 enfants par femme contre 1,5 en moyenne dans les autres pays européens dans les années 2010.

Chez nos voisins, ce taux de fécondité a peu varié depuis vingt ans. Avec cette baisse, la France se distingue de moins en moins des autres pays de l’UE où la croissance démographique, quand elle existe, est essentiellement le produit de l’excédent migratoire, avec plus d’entrées que de sorties sur le territoire. L’Allemagne a ainsi vu sa population augmenter de près de 4 millions d’habitants depuis une dizaine d’années, uniquement du fait de l’arrivée d’immigrés sur son territoire.

**Alors que la natalité baisse, l’immigration joue un rôle de plus en plus important dans la croissance de la population française…**

C’est indéniable. L’immigration, contrairement à ce qui se passait il y a une dizaine d’années, joue un rôle important dans la croissance démographique française. La France s’aligne sur le reste de l’Union européenne. Le solde migratoire a atteint un pic important de 220 000 personnes pour 2020 (dernière année avec des chiffres définitifs connus), soit le solde maximum depuis 1962.

Mais pour l’heure, la question de l’immigration se pose de manière moins aiguë qu’ailleurs, car la génération nombreuse des années 2000 arrive sur le marché du travail. La France n’a pas spécifiquement un besoin de main-d’œuvre dans l’immédiat. Les manques s’expliquent avant tout par une inadéquation du système de formation français qui prépare quasi exclusivement à des emplois dans le tertiaire. L’immigration a donc tendance à remplir des emplois que les Français et les descendants d’immigrés ne veulent pas.

Le BTP en est l’exemple type. Mais dans vingt ans, quand les générations peu nombreuses des années 2020 vont à leur tour entrer dans la vie active, la question va se poser avec plus d’insistance. Or le recours accru à l’immigration est susceptible d’entraîner des changements de composition de la population, avec des répercussions culturelles importantes. Ce qui ne manquera pas de faire débat !

\*\*\*\* \*num\_68 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Alors que les chiffres de la démographie révèlent une baisse vertigineuse du taux de natalité, certains responsables politiques ou acteurs économiques, comme le président du Medef, présentent l'immigration comme une nécessité. En réalité, les pays occidentaux sont désormais sommés de choisir entre croissance économique, contrôle des frontières et hausse de la natalité, explique le professeur d'études africaines à l'université de Duke\*. Ce trilemme a été mis en évidence par une étude du démographe Paul Morland et de l'économiste Philip Pilkington, explique-t-il. Les deux chercheurs décrivent « une condition de la postmodernité démographique » selon laquelle, dans tous les grands pays avancés, il n'est possible de poursuivre que deux objectifs parmi les trois suivants : une croissance économique suffisante pour maintenir à flot l'État-providence, une immigration régulée, et le libre choix de la natalité. Stephen Smith de conclure que, dans cette perspective, le choix de nombre d'Occidentaux de privilégier l'épanouissement individuel à la fondation d'une famille sera lourd de conséquences.

Le jour même de l'adoption de la loi immigration, le 19 décembre, le président du Medef a implicitement jugé nécessaire que, dans trente ans, environ 20 % des habitants en France soient des immigrés de première génération, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. *«D'ici à 2050, nous aurions besoin, sauf à réinventer notre modèle social et notre modèle économique, de 3,9 millions de salariés étrangers »*, a déclaré Patrick Martin sur Radio Classique en affirmant que *«ce ne sont pas les patrons qui demandent massivement de l'immigration, c'est l'économie »*.

Bien sûr, il n'a pas été entendu. D'une part, la France était tout occupée à s'apostropher au sujet de la nouvelle ère - de maîtrise de l'immigration ou de la porte montrée aux immigrés, c'est selon - qu'allait censément inaugurer ladite loi. Celle-ci prévoit notamment le dépôt d'une caution par des étudiants étrangers voulant venir en France, une déclaration d'adhésion pour acquérir la nationalité française (si cette obligation est maintenue par le Conseil constitutionnel, elle s'imposera chaque année à quelque 2 500 jeunes, à l'âge de 18 ans) et diverses inégalités entre nationaux et immigrés dans l'accès à des prestations sociales. Après le piège parlementaire que le RN avait posé au gouvernement, la « préférence nationale » était plus que jamais au coeur du débat. Du fait d'une confusion entre le nom et la chose, l'appellation d'origine ignominieuse est devenue en France le marqueur au fer rouge du « raciste » , quitte à oublier que des prérogatives accordées aux nationaux, à commencer par le droit de vote, sont la chose la mieux partagée entre tous les États du monde. Sans elles, il n'y aurait pas de communauté nationale. Au passage : dans nombre de pays africains, un étranger n'a pas même le droit d'acquérir de la terre en pleine possession, le sol étant jugé « national ».

D'autre part, le président du Medef n'a pas été entendu parce que son message n'a pas été « décrypté ». Voici donc ce qu'a dit Patrick Martin en annonçant que l'économie avait besoin de 3,9 millions de salariés étrangers supplémentaires : dans l'hypothèse basse que ces nouveaux venus - au regard des données du passé, 60 % d'entre eux seraient déjà mariés et 22 % auraient déjà un enfant dans leur pays d'origine - feraient venir, en moyenne, un seul parent, un conjoint ou un enfant, le nombre d'immigrés de première génération augmenterait de 7,8 millions de personnes ; s'y ajouteraient, compte tenu de leur profil d'âge et d'un sommaire calcul actuaire, quelque 4 millions d'immigrés de première génération qui vivent déjà en France (ils sont environ 7 millions actuellement) ; dans un pays qui, d'après l'Insee, comptera autour de 64 millions d'habitants en 2050, le nombre total d'immigrés de première génération - près de 12 millions - représenterait alors autour de 20 %.

Naturellement, on devrait se demander comment le patronat est arrivé à évaluer de tels besoins en main-d'oeuvre étrangère à un horizon assez éloigné et rendu flou par de nombreuses incertitudes. La question n'a pas été soulevée sur la place publique alors que, pour ne citer que cet exemple, l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail y est vivement débattu. Or, comme une donnée ne vaut que par la rigueur de sa genèse - que j'ignore, comme tout le monde -, le propos du patron des patrons est aussi incertain que mon calcul, qui s'appuie sur ses dires. Toutefois, il est fort probable que le patronat se soit projeté dans l'avenir en prolongeant simplement les tendances actuelles - je vais y revenir.

Mais avant, l'Insee vient de publier les chiffres provisoires pour la natalité en France en 2023 (sans le mois de décembre). Ils attestent d'une tendance lourde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : après 2022, qui avait déjà marqué un bas historique, le nombre de naissances vivantes vient de tomber sous la barre symbolique de 10 pour 1 000 habitants. Cet indicateur était de 20 en 1950. On enregistre donc une chute de 50 %. Cette baisse est en phase avec celle observée dans d'autres pays développés, même si la France a été, et reste, « championne des naissances » au niveau européen (mais c'est comme passer pour jeune dans un Ehpad). La comparaison avec un autre pays développé relativement jeune, les États-Unis, confirme la convergence. L'Amérique a enregistré l'année dernière 12 naissances vivantes pour 1 000 habitants, contre 24 en 1950, soit également une chute de 50 %.

Autant dire que les explications imputant cette baisse continue de la fécondité au « climat actuel de fortes angoisses » - de la résurgence de la guerre en Europe à l'apocalypse écologique annoncée - sont un peu courtes. Au passage on peut relever l'impact dérisoire qu'aura la décision de jeunes Français à ne pas mettre au monde un enfant de plus dans ce monde en péril étant donné que, d'ici à la fin du siècle, trois nouveau-nés sur quatre verront le jour au sud du Sahara et quatre habitants de la Terre sur cinq vivront en Afrique et en Asie - leurs décisions et leur mode de vie scelleront le sort de la planète. Certes, de nombreux facteurs pèsent sur le nombre d'enfants par femme en âge de procréer, maisle décrochage de la fécondité qui s'est opéré dans tous les grands pays développés depuis le milieu des années 1970 pointe comme cause principale les « raisons libertaires » , c'est-à-dire la primauté accordée aux projets individuels - notamment dans le cadre de l'émancipation des femmes - par rapport aux projets familiaux et, plus généralement, collectifs. Dans les couples, le deuxième salaire l'emporte haut la main sur le troisième enfant. En Amérique, le taux de fécondité oscille depuis 1975 autour du seuil de remplacement - statistiquement 2,1 enfants, pour remplacer les parents en tenant compte des enfants qui meurent avant d'atteindre l'âge adulte. Dans l'UE, il a plongé à une moyenne de 1,5, ce qui donne du lustre au 1,8 enfant par femme en âge de procréer en France.

Voilà le contexte dans lequel l'étude du démographe Paul Morland et de l'économiste Philip Pilkington est un phare dans la nuit (1). Publiée en octobre dernier, elle met en lumière *«une condition de la postmodernité démographique »*, à savoir que, sur trois objectifs plébiscités dans tous les grands pays avancés, seulement deux pourraient être atteints en même temps, à l'exclusion du troisième. Ces trois objectifs sont : une croissance économique suffisante pour maintenir à flot l'État-providence ; une immigration régulée, en fonction de la conjoncture, pour donner sa chance d'aboutir aux efforts d'intégration - partagés - des nouveaux venus et des déjà sur place ; enfin, le libre choix de la natalité, ce qui veut dire actuellement l'épanouissement individuel au détriment de la reproduction collective.

Les auteurs parlent d'un « trilemme » et donnent trois exemples en guise d'illustration. Le Royaume-Uni, à l'instar de tous les pays occidentaux, a choisi une faible natalité et une croissance économique suffisante pour préserver la paix sociale. Le corollaire est une immigration massive (et ici, il faut cesser de jouer sur les mots : s'il est vrai que les hommes ont de tout temps migré, l'ampleur et le rythme des migrations modernes sont sans précédent - dans le cas du Royaume-Uni, plus d'immigrés sont ainsi entrés dans ce pays au cours des vingt-cinq dernières années que pendant les huit siècles antérieurs, depuis la conquête normande au XIe siècle). En revanche, le Japon accepte une stagnation économique persistante - depuis trois décennies, ce pays n'a connu que cinq années avec une croissance supérieure à 2 % - comme le prix à payer pour une très faible natalité et une forte restriction de l'immigration (2,3 % de la population sont des étrangers et la naturalisation est soumise à des conditions exigeantes). Enfin, seul au sein de l'OCDE, le club des pays riches, Israël conjugue une robuste croissance économique - une moyenne de près de 4 % sur les vingt dernières années - avec une forte fécondité - trois enfants par femme en âge de procréer - en acceptant une forte immigration (essentiellement juive, ce qui dessert à mon avis cette comparaison).

Paul Morland et Philip Pilkington ont scénarisé ce qui arriverait au Royaume-Uni dans chaque cas de figure de leur « trilemme ». Alors qu'ils partent d'hypothèses très modérées - par exemple, ils ne prennent en compte que la première génération des immigrés en postulant que l'intégration serait achevée dès la seconde -, ils parviennent à des résultats sans appel. D'abord, à supposer que le Royaume-Uni puisse quasiment stopper l'immigration du jour au lendemain et que sa faible natalité persiste, le pays se transformerait en « maison de retraite » (la moitié de sa population aurait plus de 50 ans dans... cinquante ans). Par ailleurs, le ratio entre ses actifs et ses retraités serait de 45,7 % dans trente ans et de 51,2 % dans cinquante ans. Ce qui veut dire qu'en 2073, il y aurait à peine un actif pour verser les contributions servant à financer, entre autres, la pension d'un retraité. Actuellement, ce ratio est encore proche de deux actifs pour un retraité en Grande-Bretagne où la sécurité sociale, à commencer par le National Health Service (NHS), est déjà sous une tension très forte.

La poursuite de l'immigration massive pour compenser une faible fécondité et disposer des moyens pour financer l'État-providence tel qu'il existe semble tout aussi périlleuse. Ce scénario aboutirait dans trente ans à une proportion d'immigrés de première génération de 28,5 % en Grande-Bretagne, soit deux fois plus qu'aujourd'hui... et conforme au doublement du nombre d'immigrés prévu par le Medef pour 2050 (actuellement, le pourcentage d'immigrés en France est de 10 %). Dans un demi-siècle, les immigrés de première génération au Royaume-Uni représenteraient même un tiers de la population. Les auteurs de l'étude soulignent qu'un tel niveau de nouveaux venus à intégrer dépasserait de très loin le record historique (14,8 % en 1890) des États-Unis, le modèle d'un pays bâti sur l'immigration. Ils estiment que la société britannique encourrait le risque d'une division *«tribale»* susceptible de rendre *«ce qui resterait de la population d'origine amère sur le changement rapide de leur pays »*.

Le seul avenir enviable se dessine dans l'hypothèse d'une forte réduction de l'immigration (à un quart des flux actuels) et d'un redressement de la fécondité, qui est aujourd'hui de 1,75 enfant par femme en âge de procréer en Grande-Bretagne, quasi égale à celle en France (1,8). Le chemin serait long - du fait du terrain à remonter - mais aboutirait dans cinquante ans à un pays dont la moitié de la population aurait moins de 30 ans (au lieu de 40 ans, aujourd'hui), où vivraient 8,2 % d'immigrés de première génération (au lieu de 14 %) et où trois actifs cotiseraient pour un retraité. Précisons que ce n'est pas le chemin pris par le Royaume-Uni, où le solde migratoire - sans tenir compte de 174 000 réfugiés ukrainiens et de 125 000 ex-habitants d'Hongkong - s'est élevé en 2022 à 450 000 nouveaux venus, soit 25 % de plus qu'en 2015, l'année avant le vote du Brexit qui visait à « regagner le contrôle des frontières » (à ce sujet, les « boat people » de la Manche ne représentaient que 5 % du total des immigrés en 2022).

Que retenir ? L'innumérisme - le fait de croire que le pluriel d'anecdotes est une statistique - devient un sérieux handicap civique dans un monde où la géographie humaine est remodelée par la tectonique démographique. Et, surtout, que le dilemme entre « plus d'immigrés ou moins de croissance » occulte une troisième dimension, la somme de nos choix intimes. On pourrait même soutenir que la virulence du débat sur l'immigration couvre le silence autour d'un consensus mou : la plupart d'entre nous préfèrent une meilleure qualité de vie au don de la vie. Ce choix - le nôtre, pas celui de l'économie - a des conséquences.

\*\*\*\* \*num\_74 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

LE FIGARO. - Vous écrivez que la puissance de la France à travers l’histoire est assez décorrélée de la croissance - l’époque de la Renaissance et le règne de Louis XIV ne sont pas des périodes d’expansion économique. Comment expliquer cette spécificité française ?

Charles SERFATY. - Le vrai décollage se produit au début du XIXe siècle en France. Auparavant, l’économie est relativement stationnaire - ce qu’Emmanuel Le Roy Ladurie a appelé *«l’histoire immobile».* Ce qui est frappant dans le cas de la France, c’est que sa puissance militaire au XVIIe siècle - notamment liée à sa population, car la France était jusqu’au XIXe siècle le pays le plus peuplé d’Europe, avec 20 millions d’habitants - et son influence en Europe n’ont pas empêché que le niveau de vie des Français ne s’améliore significativement entre le Moyen Âge et la Révolution.

En outre, la France a été le premier pays à connaître la transition démographique et à voir son taux de natalité baisser, avant tous les autres pays du monde, probablement sous l’influence des idées des Lumières. La population française croît ainsi moins rapidement que dans le reste de l’Europe au XIXe siècle. Fernand Braudel soulignait déjà que si la population française avait crû au même rythme que celle du Royaume-Uni, nous serions aujourd’hui 240 millions. Nous avons donc en réalité vu notre puissance démographique baisser, au moment même où l’économie commençait à prospérer.

Est-ce à dire que la croissance de la population est plus importante pour le pays que la croissance de la production ? Un pays dont la population diminue est-il condamné au déclin ?

Il est possible d’avoir une population déclinante et d’avoir un niveau de vie qui s’améliore : au Japon, malgré un déclin démographique , le revenu par habitant a augmenté un tout petit peu plus vite qu’en France sur les deux dernières décennies, notamment grâce à un investissement dans le capital productif. En revanche, cette croissance du niveau de vie ne compense pas un déclin démographique, qui détermine aussi le poids d’un pays dans l’économie mondiale et son influence. C’est la combinaison des deux qui permet à un pays de devenir une puissance.

Dans le cas de la France, le vieillissement de la population est un défi majeur. L’augmentation des dépenses de retraites, qui représentent 14 % du PIB, et de celles de santé explique la hausse de la part des prélèvements obligatoires survenue en France depuis les années 1960. Dans ce contexte, un *«réarmement démographique»,*s’il est possible, serait utile. Une population active plus nombreuse permettrait une baisse du taux de cotisations sociales, et favoriserait l’export tout en permettant de mieux rémunérer le travail.

Vous revenez aussi sur l’histoire économique de la Gaule, les effets de la pax romana et de l’unité économique méditerranéenne, et vous évoquez les différents épisodes protectionnistes sous la Restauration et sous la IIIe République. À la lumière de l’histoire, les bienfaits de l’ouverture de l’économie sont-ils attestés ?

Le commerce a été une des clés de la croissance : il permet la spécialisation et la formation d’avantages comparatifs, et des échanges mutuellement bénéfiques - c’est une idée presque aussi vieille que la science économique. Les grandes transformations qui ont le plus aidé l’économie française sont celles qui ont supprimé les barrières au commerce intérieur : le tarif de 1664 de Colbert, la Révolution qui abolit toutes les douanes intérieures et le chemin de fer.

Ce qui est intéressant, cependant, c’est que certains épisodes protectionnistes n’ont pas été aussi contre-productifs qu’on le croit. Un des plus connus, le blocus continental décidé par Napoléon, a probablement permis à l’industrie textile de se développer en France, d’après un récent travail de recherche qui montre que les départements du Nord les plus touchés par les restrictions avaient sensiblement augmenté leurs investissements en machines-outils. Cela aurait été impossible si l’accord de libre-échange avec l’Angleterre de 1786 avait été maintenu.

Il peut être bon de protéger certaines industries de pointe naissantes afin de vérifier que les savoir-faire se diffusent dans l’économie. Il n’est pas toujours déraisonnable non plus de vouloir adoucir certaines mutations économiques, comme on l’a fait avec les prix garantis de la politique agricole commune qui ont ralenti l’exode rural. Au XIXe siècle, il n’y a pas de lien évident entre protectionnisme et croissance, ni en France ni en Europe.

La dette occupe une place centrale dans votre livre, vous écrivez notamment que la monarchie française ne réussit jamais à tenir ses finances dans un état soutenable. L’endettement a-t-il nui à l’économie française sur le temps long ? Quels échos y voyez-vous avec la situation actuelle ?

Les emprunts publics sur des marchés financiers datent de l’époque de François Ier, notamment à Lyon et à Paris. Le philosophe Jean Bodin s’inquiétait du fait que la dette rendrait les marchands casaniers et qu’ils investiraient dans la dette publique plutôt que dans leur capital productif - d’autant plus que le défaut de 1558 les a tous ruinés. Plus que la dette en elle-même, qui peut jouer un rôle économique utile pour l’épargne, c’est son manque de fiabilité qui a nui à l’économie d’Ancien régime.

Louis XVI s’est rendu compte que l’Angleterre jouissait d’un crédit meilleur que la France, avec des taux plus faibles : il tenta alors d’augmenter les impôts pour rembourser la dette, qui était proche de 100 % du PIB après la guerre d’indépendance américaine, en convoquant les états généraux. Le destin de Louis XVI a inspiré beaucoup de discipline budgétaire à ses successeurs. Le défaut de 1797 fut le dernier, et nous bénéficions encore aujourd’hui de taux d’intérêt favorables sur les marchés financiers.

Aujourd’hui, la dette représente 110 % du PIB, mais notre système fiscal et notre économie sont bien plus équilibrés qu’en 1789. Si nous réduisons nos déficits à un niveau plus raisonnable qu’en 2023 et que la croissance du pays se maintient, la dette se résorbera d’elle-même. Ce qui est difficile, c’est que nous avons des besoins : améliorer le fonctionnement de notre système éducatif, investir dans notre système de santé et accélérer la transition écologique. Il faudra faire des choix.

\*\*\*\* \*num\_77 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Garde d’enfant, emploi des femmes, logement... Selon les spécialistes, ce sont les principaux moteurs de la natalité, bien plus que les aides financières.**

*«La France, par-delà les tombes, cherche les berceaux.»*Ces mots prononcés en 1919 par Paul Deschanel , au lendemain de la Première Guerre mondiale, n’auraient pas déparé dans le discours d’Emmanuel Macron sur le *«réarmement démographique»*de la France. En janvier, le président de la République a renoué avec la rhétorique martiale appliquée à la politique familiale depuis la fin du XIXe siècle. Ses propos peuvent aussi renvoyer au discours nataliste du général de Gaulle, en 1945, sur les *«12 millions de beaux bébés qu’il faut à la France en dix ans». «Il ne faut pas oublier qu’à cette époque il y avait un consensus politique sur le fait que la faible natalité était une des raisons de la défaite de la France. On attribue souvent ces objectifs natalistes à la droite, mais la gauche, notamment les communistes, les partageait largement»,*rappelle le géographe Laurent Chalard, spécialiste des dynamiques territoriales. *«Le débat sur l’évolution démographique est une passion française depuis la fin du XVIIIe siècle»,* met également en perspective la socio-démographe Catherine Scornet, maître de conférences à l’université d’Aix-Marseille.

Au milieu des années 2000, la question ne se posait pas de la même manière. La France savourait son titre de championne d’Europe de la natalité. Son taux de fécondité, avoisinant deux enfants par femmes, proche du seuil de renouvellement des générations, semblait assurer sa puissance démographique. Si elle reste l’un des pays de l’Union européenne où la fécondité est la plus élevée, 2023 a marqué un tournant. Avec un passage sous le seuil des 700.000 naissances (le chiffre le plus bas depuis 1946), la natalité a baissé de 6,6 % en un an. Par rapport à 2010, la chute est de 20 %.

L’indicateur de fécondité, lui, a chuté à 1,68 enfant par femme. Un recul qui entraîne bien des craintes sur l’arrivée d’un hiver démographique. Si les Français continuent à rêver de vouloir 2,27 enfants - le nombre idéal moyen dans l’ensemble de la population **,**selon l’enquête de l’Unaf «Désir d’enfant(s)» , un parent sur cinq aurait renoncé à avoir le nombre d’enfants désiré. Mais comment faire plus de bébés? Le chef de l’État mise sur deux leviers: un futur *«congé de naissance»,*plus court et mieux indemnisé, et un plan de lutte contre l’infertilité. De quoi générer une «armée» de nouveau-nés pour éviter le dépeuplement? Assurer la pérennité de son système social par répartition? Les annonces d’Emmanuel Macron posent aussi la question de la subtile alchimie qui permet la réalisation du désir d’enfant: modes de garde, situation économique des familles, évolution des mœurs… Passage en revue des leviers de la natalité.

«No kids», maternités tardives et célibat: le changement des mentalités

La modification de *«l’idée que l’on se fait de la famille et de l’enfant dans la famille»*était une des causes de la grande révolution démographique du XIXe siècle, selon l’historien Philippe Ariès. Les évolutions sociétales du XXIe siècle mènent-elles à la dénatalité? *«Faire des enfants relève de nos choix intimes de couples, de nos aspirations, de nos façons de concevoir nos vies,*relève Catherine Scornet. *Il faut être habité par l’espoir pour procréer. C’est une façon de se projeter dans l’avenir.»*Un espoir qui peut faire défaut aux écoanxieux proches du mouvement écologiste antienfantement des Ginks, né outre-Atlantique. *«Je n’arrive pas à me dire que je vais faire naître un enfant dans ce monde, qui est à ce point en déliquescence, condamné à se dégrader si rien ne change»,*a par exemple expliqué la journaliste Salomé Saqué dans le média Vert. À l’heure du retour des discours malthusiens, l’injonction du chef de l’État n’a pas manqué d’irriter les écolos féministes. *«Les utérus des femmes ne sont pas une affaire d’État»,* s’est exaspérée la députée Sandrine Rousseau sur TF1 avant de juger la baisse de la natalité *«rassurante».*

Ces dernières années, les critiques sur les *«injonctions à la maternité»*, la mise en avant d’un individualisme libéré des contraintes parentales et les discours sur *«le regret d’être mère»* se sont multipliés. 30 % des femmes sans enfant, en âge de procréer, déclaraient en 2022 ne pas vouloir devenir mère, selon un sondage Ifop pour *Elle*. À la rentrée, l’essai au titre provocateur d’Hélène Gateau, *Pourquoi j’ai choisi d’avoir un chien (et pas un enfant),* a fait un carton . Le début d’une nouvelle ère? *«Depuis les années 1970, la vision de la famille et de la place des femmes a beaucoup évolué. La baisse de la fécondité actuelle peut aussi être liée à des changements d’aspiration qui ont des conséquences sur les comportements de reproduction. Il y a une revendication des femmes de mener leur propre vie, au-delà du couple et de la famille. Cela ne veut pas dire qu’elles ne veulent pas d’enfant, mais l’idée qu’il peut y avoir d’autres priorités se diffuse»*, décrypte Catherine Scornet. En parallèle, la «charge mentale» des mères apparaît de moins en moins acceptable *. «Le fait d’avoir une double journée de travail avec les tâches domestiques et les soins aux enfants paraissait normal dans les années 1960. Ce n’est plus le cas aujourd’hui et cela peut être un facteur qui les incite à réduire la taille de leur famille»*, ajoute-t-elle.

L’allongement des études et la montée en puissance des femmes cadres ont aussi contribué à retarder le calendrier des naissances. L’âge moyen de l’accouchement s’établit désormais à 31 ans. Les femmes qui font des enfants plus tard en auront-elles deux à la fin de leur vie reproductive? C’est la grande inconnue des prochains bilans démographiques. C’est le cas pour la génération des femmes qui fêtent leurs 50 ans, notent certains démographes, comme Gilles Pison. D’autres, comme Hervé Le Bras, prédisent l’essor du modèle de l’enfant unique. Ces premières maternités de plus en plus tardives sont sans doute aussi une des raisons pour lesquelles Emmanuel Macron a évoqué la question de la lutte contre l’infertilité. Alors que la fécondité spontanée diminue dès 30 ans, l’Élysée souhaite mettre en place des consultations où le sujet est abordé à l’âge de 25 ans.

Enfin, la montée en puissance du célibat, des séparations et de l’isolement contribuent *«largement à la baisse de la fécondité»*, pointe Julien Damon. Pour lutter contre cet angle mort des politiques sociales, le sociologue a même fait une proposition disruptive: le financement de rencontres par les CAF *«pour donner envie de se voir, de s’aimer, de faire des enfants ou encourager les recompositions familiales»*. *«Le service public devrait concurrencer Meetic»*, lance-t-il, désireux de rompre avec la morosité ambiante.

Pouvoir d’achat en berne et crise du logement: inflation du «coût de l’enfant»

Récession, chômage, pandémie… Les crises sont des moments où les couples adoptent des stratégies de précaution. *«Un avenir incertain n’incite pas à faire des enfants. C’est un classique en démographie. Lors de la crise économique de 1993, l’indice de fécondité est tombé 1,7 enfant par femme. Les projets de bébé sont alors remis à plus tard. Mais ils peuvent ensuite aboutir, et la natalité remonte. On l’a constaté en accéléré lors de la période du Covid, où la baisse des naissances a rapidement été suivie d’un rebond»*, observe Catherine Scornet. La forte inflation de 2022 a-t-elle eu un impact sur les naissances? *«La corrélation entre la situation économique d’un pays et sa natalité existe sans être systématique. La France était déjà dans une tendance structurelle de baisse de la natalité depuis 2011. Mais on ne peut s’empêcher de remarquer que cette nouvelle chute est intervenue environ neuf mois après le déclenchement du conflit en Ukraine et avec l’inflation qui s’est ensuivie»*, souligne le géographe Laurent Chalard.

Dans un rapport de janvier, le Haut Conseil de la famille a chiffré l’impact de ce *«choc d’inflation inédit depuis plus de tente ans»*. Entre avril 2022 et avril 2023, le prix du panier de biens et services des familles monoparentales avec un enfant a augmenté *«en moyenne de 120 euros par mois»*. Celui des couples avec un enfant a grimpé *«de 195 euros»*mensuels. Les couples avec deux enfants ou plus ont vu leur facture augmenter *«de 225 euros».*Ces dépenses plus lourdes ne sont pas anodines alors que l’arrivée d’un enfant entraîne déjà des baisses de niveau de vie par rapport aux ménages sans enfant. Atténuer l’écart qui se creuse entre les familles avec et celles sans enfant, c’est justement l’objectif de la politique familiale, via des réductions d’impôt et des allocations. Or certains démographes, comme Gérard-François Dumont, estiment qu’elle a été déstabilisée par les coups de rabot sous le mandat de François Hollande (fin de l’universalité des allocations familiales, baisse du quotient familial…).

*«La politique familiale reste forte, diversifiée et généreuse en France, où elle représente plus de 3 % du PIB*, nuance le sociologue Julien Damon. *Mais, quand on rabote un édifice qui est un élément de la stabilité, on prend forcément un risque.»*La crise du logement est venue s’ajouter à ces difficultés. Les jeunes couples n’ont pas forcément la place d’accueillir un enfant de plus. Or, dans l’enquête de l’Unaf, près de la moitié des Français citent le fait d’avoir un *«logement adapté»*(54 %) et *«assez d’argent»* (48 %) comme les critères les plus déterminants pour accueillir un nouveau-né. *«Le recul du marché immobilier, avec la hausse des taux d’emprunt, a conduit des jeunes ménages à retarder l’achat d’une maison individuelle*, note Laurent Chalard. *On peut imaginer que cela a pu décaler des premières grossesses.»* Au Royaume-Uni, une étude de l’université de Bristol conclut que des *«loyers 10 % plus chers font baisser la natalité de 2 % à 4 %»,*alerte l’association Familles durables.

Garde d’enfant et emploi des femmes: moteurs de la natalité

La garantie pour les femmes que devenir mères ne les empêchera pas de travailler est une des clés de la fécondité en France. Tout comme la souplesse des modèles familiaux. *«Les délégations étrangères qui viennent d’Asie pour se pencher sur nos berceaux sont toujours stupéfiées par la liberté avec laquelle on peut faire des enfants chez nous. Ils s’étonnent des nombreuses naissances hors mariages (60 %), mais c’est surtout l’acceptation de l’activité féminine des mères et son taux élevé qui marquent les esprits»*, rapporte Julien Damon.

À l’inverse, dans des pays comme la Corée du Sud, où la fécondité s’est effondrée à 0,8 enfant par femme, *«les femmes sont confrontées à l’alternative de se marier et d’avoir des enfants ou de travailler»*, souligne Catherine Scornet. Le modèle de conciliation de la vie familiale et professionnelle suppose une solide offre d’accueil des enfants de 0 à 3 ans. *«C’est le pan de la politique familiale qui a le plus d’impact sur la fécondité. Engager des moyens importants pour que les jeunes parents soient assurés d’avoir un mode de garde, cela change bien plus la donne que d’augmenter les aides financières»*, insiste Julien Damon. Alors que quatre enfants sur dix en France ne trouvent pas de place de crèche ou d’assistante maternelle, le gouvernement a dévoilé en juin les premiers contours de la *«garantie d’accueil du jeune enfant»*. Une enveloppe de 5 milliards d’euros doit être débloquée pour créer 100.000 places d’ici à 2027. Un objectif difficile à atteindre alors que près d’une crèche sur deux manque de personnel.

Mais Emmanuel Macron mise aussi sur un autre outil: le congé de naissance. En 2025, il devrait remplacer l’actuel congé parental, indemnisé par la somme peu attractive de 429 euros par mois et d’une durée d’un à trois ans. Plus court et mieux rémunéré, sa nouvelle version vise à inciter les parents à pouponner jusqu’aux six mois du bébé, en venant compléter les congés maternité et paternité. Des indemnités journalières plus généreuses, calculées à partir d’un pourcentage du salaire, leur seraient versées par la Sécurité sociale, avec un plafond de 1 800 euros mensuels. Un outil efficace? L’Unaf plaidait pour un congé mieux indemnisé, mais imaginait qu’il puisse au moins courir jusqu’à un an. Les problèmes de mode de garde des jeunes enfants (leur coût ou leur absence) arrivent en tout cas en tête des raisons de non-réalisation du désir d’enfant, cités par 47 % des sondés, dans une enquête Ifop pour les Associations familiales catholiques (AFC).

\*\*\*\* \*num\_78 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Depuis sa parution le 29 janvier, l'entretien d'Anna Rotkirch est parmi les articles les plus lus du *Financial Times*. Par des formules simples et tranchantes (« *Comme c’est triste si notre façon de vivre consiste à rester seul devant les écrans, dans des appartements, sans avoir de relations sexuelles, sans partenaires stables, sans enfants !*»), la démographe finlandaise transforme le déclin démographique en un sujet de machine à café. Il faut parler de fertilité, appuie Anna Rotkirch. Se demander et demander aux autres pourquoi ils repoussent le moment d'avoir des enfants voire n’en désirent pas. Autrement, la baisse du taux de natalité - la Finlande est l’un des plus vieux pays au monde - continuera d'être un mystère que de coûteuses politiques publiques échoueront à résoudre. Alors que la chute des naissances vient d'atteindre un niveau sans précédent en France -  678.000 bébés sont nés l'an dernier, presque 20 % de moins qu'en 2010 - au tour du *Figar*o de poser les questions.

LE FIGARO. - Commençons par ce fait surprenant. En Finlande, pays connu pour encourager la natalité, le taux de fécondité est très faible. 1,27 enfant par femme en 2023 soit -30% en dix ans. Que s'est-il passé ?

Anna Rotkirch. - En effet, notre pays fait désormais partie des pays les plus vieux du monde. Pourquoi ? La démographie ne s'explique jamais par un seul facteur mais il peut être intéressant de revenir au début des années 2000 pour avoir un début d'explication. À ce moment-là, le taux de natalité était en hausse et l'inquiétude des politiques tournait autour des femmes qui ne travaillaient pas assez du fait qu'elles avaient pris le long congé parental qui existe chez nous. Je me souviens qu'on les dépeignait en train de boire des lattes dans des cafés toute la journée. Les discours politiques, publics se sont mis à valoriser les études, le travail. Un changement culturel s’est opéré. Quinze ans plus tard il y a plus de femmes que d’hommes qui travaillent, c'est inédit. Ensuite les générations nées dans les années 90 et 2000 ont indéniablement changé de perspective et donc d’ambition de vie. Le monde s'est ouvert pour eux. Ils ont découvert qu'ils pouvaient faire des tas de choses excitantes comme voyager, multiplier les expériences que les réseaux sociaux savent mettre en valeur. Je demande souvent à mes étudiants s'ils ont déjà fait l’expérience, en apparence banale, de tenir un bébé dans leurs bras. Figurez-vous que la réponse est souvent non. La conjonction de ces phénomènes joue un rôle sur la natalité.

En dépit donc d'une politique nataliste volontariste ?

En Finlande, tout est fait sur le papier pour les familles. Nous avons un long congé parental bien rémunéré, un droit opposable à la garde d'enfant à partir de 9 mois, le télétravail est courant, ce qui nous rend flexibles sur les horaires. Mais dans les faits, les femmes enceintes sont encore discriminées et le regard culturel n'est pas toujours favorable aux familles. En Finlande, nous avons aussi de moins en moins de mariages ou de couples qui tiennent. Conséquence : le taux d'adultes sans enfant est très important. Et plus le nombre d'adultes sans enfant augmente, plus ceux qui en ont peuvent se sentir à la marge. Quand on veut comprendre une chute de natalité, il faut en cerner l'origine. Est-ce que les gens ont moins d'enfants ou est-ce que plus de gens n'en ont pas du tout ? Chez nous, comme en Estonie ou au Royaume-Uni, la baisse de la natalité n'est plus tellement due au fait que les gens n'ont plus de deuxième ou troisième enfant, «pas assez d'enfants» si on peut dire. Mais surtout au fait qu'une proportion importante n'a pas de premier enfant. Les politiques natalistes doivent se réadapter constamment. D'autant que les Finlandais disent vouloir plus d'enfants qu'ils n'en ont dans les faits.

En France, une réforme du congé parental est en cours. Elle augmentera sa rémunération et réduira sa durée. Le gouvernement veut à la fois aider les couples à s’occuper de leurs enfants et inciter les mères à ne pas s’arrêter de travailler trop longtemps. Selon vous, cette mesure aidera-t-elle à relancer notre natalité ?

Je ne me permettrais pas de conseiller la France mais je pense que toutes les pistes peuvent s’envisager si on veut voir remonter le taux de natalité. Cependant il faut saisir que soutenir l'emploi des mères peut être en contradiction avec le soutien à la fécondité. Les politiques publiques ont toujours des effets indirects. Réduire la durée d'un congé parental en indiquant le faire pour l’emploi, c'est aussi indiquer que les gens doivent travailler davantage. Le travail des femmes est évidemment une bonne chose, pour tout le monde. Mais il faut mettre en perspective le temps qu'elles lui accordent dans une vie et celui accordé aux enfants. Si une femme travaille disons quarante cinq ans de sa vie et s'arrête deux fois 1 an et demi pour ses enfants, je ne vois pas le problème, ni économique ni social. La question que je me pose est la suivante : pourquoi les politiques prennent-ils cette position de surplomb au lieu de demander aux parents ou futurs parents ce qu'ils veulent ?

En Finlande, le phénomène des «sans enfant», encore assez marginal en France, est important. Une enquête révélait que 15% des 20-45 ans n'en veulent pas. Et il concerne surtout les classes populaires.

Les classes populaires n'échappent pas au phénomène de «la pierre angulaire». Elles aussi attendent d'avoir tout, une relation stable, une maison, un bon emploi, avant de songer aux enfants. Or comme je le dis dans le *Financial Times*, le parcours de vie idéalisé est vraiment en contradiction avec la biologie reproductive féminine. Si vous attendez d'avoir votre doctorat et d'être propriétaire, vous avez 45 ans et il est trop tard. Il y a même des gens qui attendent 40 ans pour se poser la question des enfants ! Pour ce qui est des classes populaires, il me semble qu'on assiste à l'émergence d'une nouvelle inégalité sociale. Notamment en ce qui concerne les hommes. Aujourd'hui en Finlande, 40% des hommes de 45 ans peu éduqués n'ont pas d'enfant. Et n'en auront probablement pas. Pour la plupart d’entre eux faute de partenaire, mais peut-être pas faute de vouloir devenir pères... Quand les plus éduqués disent ne pas vouloir d'enfants, on corrèle facilement leur réponse à une liberté individuelle. Quand les moins éduqués nous répondent que leur nombre idéal d'enfant est «zéro», on peut se demander si c'est réellement un choix. Ou une crainte de l'avenir ? Un manque d’assurance quant à leur place dans la société ? Aujourd'hui les plus éduqués ont plus d'enfants que les moins éduqués en Finlande.

Certes vous n'aimez pas qu'on pointe des moyens en particulier pour résoudre une crise de natalité. Mais tout de même, a-t-on des pistes ?

Oui, à condition de comprendre ce qu'il se passe. Dans les années 70, plusieurs pays occidentaux ont connu une chute de la natalité au moment où les femmes sont entrées massivement dans le monde du travail. Les femmes travaillaient mais sans bénéficier encore des commodités comme les allocations ou le congé parental. Elles ont eu moins d'enfants. Surtout les plus éduquées. Des politiques publiques adaptées ont été mises en place. Il me semble que nous avons de nouveau besoin d'un vaste changement culturel afin que les familles se sentent valorisées. Je pense que le message doit aussi venir des employeurs. Il faudrait qu'ils deviennent des soutiens, que les futurs parents entendent qu'avoir des enfants est une contribution importante à un pays et à la vie en règle générale. C’est un enrichissement inouï qui ne se mesure pas qu’en termes économiques.

\*\*\*\* \*num\_80 \*an\_2024 \*quart\_2 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**La pandémie a provoqué une nette rupture en France et plus largement en Europe. Quatre ans plus tard, les conséquences de ce choc apparaissent de plus en plus visibles.**

Il y a quatre ans, les Français sortaient tout juste du premier confinement, imposé pour lutter contre la propagation du Covid. Les semaines de solitude, la crainte de la maladie et de la mort, l’attention aux travailleurs de « première ligne » - seuls à quitter leur foyer pour veiller sur le reste du pays - avaient inspiré aux confinés de belles utopies autour du monde d’après, nécessairement plus solidaire. Fidèle à sa réputation, Michel Houellebecq s’était empressé de doucher ces rêves. « *Je ne crois pas une demi-seconde aux déclarations du “genre rien ne sera plus jamais comme avant”»,* écrivait-il dans une lettre, rendue publique sur France Inter *.*

Et d’achever *: «Nous ne nous réveillerons pas, après le confinement, dans un nouveau monde; ce sera le même, en un peu pire.»* Il faut malheureusement lui donner raison. Loin de provoquer un sursaut, l’épreuve de la pandémie semble avoir profondément déstabilisé les Français, comme tous les Européens. Plusieurs indicateurs révèlent la profondeur de ce choc, que le vif rebond économique de 2021 avait un temps camouflé.

**Le taux de fécondité au plus bas**

La natalité, déjà en baisse nette depuis le quinquennat de François Hollande (et sa réforme de la politique familiale), s’est d’abord littéralement effondrée depuis trois ans. Une explosion des naissances dans la foulée des semaines de confinement ou a minima un phénomène de rattrapage les mois suivants était pourtant attendue. Il n’en a rien été. Les chiffres sont saisissants.

En 2023, 678.000 bébés ont vu le jour en France, soit une baisse de 6,6 % par rapport à 2022, un record, et près de 20 % de moins qu’en 2010. Selon l’Insee, le taux de fécondité des Françaises atteint ainsi un point bas depuis la Seconde Guerre mondiale. La chute est aussi marquée dans l’ensemble de l’Union européenne avec 3,89 millions de naissances en 2022, contre 4,17 millions en 2019.

Le rapport au travail a ensuite été bouleversé par l’expérience des semaines de confinement et l’instauration du chômage partiel, soit la prise en main par la puissance publique de la rémunération de salariés priés de rester chez eux. La propagation, au lendemain des restrictions, du télétravail pour une partie des salariés a modifié l’appréhension de la vie professionnelle de ceux qui ne peuvent bénéficier de cette souplesse. Ce sont ces salariés abonnés au « présentiel » qui réclament, partout en Europe, le plus ardemment la semaine de quatre jours.

**Baisse du temps de travail**

La tendance de long terme d’une baisse de la durée du travail en Europe s’est aussi accentuée depuis la pandémie. Selon la Banque centrale européenne, fin 2023, un salarié moyen de la zone euro travaillait cinq heures de moins qu’en 2020, quand les salariés américains avaient conservé le même rythme. En Allemagne, les discussions sont particulièrement vives : les conducteurs de trains de la Deutsche Bahn, la SNCF locale, ont obtenu de passer d’ici 2029 de 38 à 35 heures de travail hebdomadaire. En France, en revanche, où le temps de travail figurait déjà parmi les plus bas d’Europe, en 2023, le nombre d’heure a fini par retrouver le niveau de 2019.

La croissance atone de l’économie européenne reflète ces états d’âme. L’année dernière, la zone euro a tout juste échappé à la récession avec une hausse de l’activité économique de 0,5 %, à comparer avec le rebond américain de 2,5 %. Plus inquiétant, le taux d’investissement des entreprises en Europe a fléchi de 4 % par rapport au niveau de 2019 quand pendant la même période il bondissait de 8 % aux États-Unis. La faiblesse de l’investissement joue sur la productivité. Le décrochage est particulièrement net en France. Entre le deuxième trimestre de 2019 et celui de 2023, la productivité hexagonale s’est repliée de 3,75 %.

**Optimisme américain**

Reste à comprendre les racines de cette dépression. Exercice complexe tant les Européens ont surmonté dans leur histoire des épreuves autrement plus violentes que le Covid. Les Américains, qui ont subi les mêmes contraintes, voire dans certains États des restrictions bien plus sévères, ne partagent d’ailleurs pas ces symptômes. Les États-Unis, en proie certes à bien d’autres difficultés, semblent avoir balayé d’un revers de manche l’épisode de la pandémie. À cet optimisme a répondu une fragilité surprenante pour des populations bénéficiant des modèles sociaux les plus protecteurs du monde.

Ce hiatus entre les deux rives de l’Atlantique souligne peut-être la divergence entre un État dont, selon Tocqueville, tous les habitants « *considèrent la société comme un corps en progrès* » et un groupe de vieux pays qui n’en finissent pas de regretter leur passé et de se tourmenter sur leur avenir.

\*\*\*\* \*num\_82 \*an\_2024 \*quart\_2 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

C'est un sujet d'alarme pour le pays : en 2023, les naissances se sont brutalement effondrées en France. Le pays a accueilli seulement 678 000 bébés, un niveau historiquement bas, sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. La natalité diminue certes depuis le début des années 2010, mais le décrochage s'est dangereusement accéléré avec la crise sanitaire pour des raisons encore largement inexplorées : crise du logement, écoanxiété, inégalités entre les hommes et les femmes... Ces dernières années, les femmes choisissant de mettre au monde de plus en plus tard leurs enfants, les naissances se décalaient dans le temps. Elles baissaient chez les plus jeunes et augmentaient au-delà de 35 ans. Nouveauté en 2023, le taux de fécondité, tombé à 1,68 enfant par femme, a diminué dans toutes les tranches d'âge, même les plus âgées.

Emmanuel Macron, avec son maladroit *«réarmement démographique » ,* s'est emparé lors de sa conférence de janvier dernier de cet enjeu des naissances. Pour relancer la natalité, le chef de l'État veut améliorer le congé parental et renforcer l'accompagnement médical. Il entend ainsi proposer aux jeunes gens des bilans de fertilité à 20 ans. L'avenir dira comment les nouvelles générations s'emparent de ces propositions. La méthode et les solutions avancées par le président, éloignées des politiques familiales qui avaient fait le succès de la France ces dernières décennies, ont pu surprendre. Sur le fond, Emmanuel Macron a pourtant raison de placer le sujet parmi ses priorités. D'autant que la fécondité observée reste en bien deçà de la fécondité désirée (2,4). La natalité ne peut ainsi rester une question uniquement privée : la démographie détermine en effet la prospérité d'une nation.

C'est ce que rappelle une étude de la chaire transitions démographiques, transitions économiques (TDTE), think-tank de recherche sur l'impact du vieillissement et de la longévité sur l'économie et la société, publiée ce mardi. Kevin Genna, responsable de la modélisation à TDTE et auteur de la note « L'impact économique d'une baisse de la fécondité en France » , a mesuré les effets d'une chute de la natalité à 1,68 ou même 1,3 enfant par femme, contre 1,8 initialement prévu par l'Insee. Dans ce scénario initial (fécondité à 1,8 enfant complétée par 70 000 immigrés par an), l'institut estimait que la population française diminuerait à partir de 2044.

Les retraités payeraient en premier la facture de ce retournement démographique. Pour conserver la part des pensions dans le produit intérieur brut (PIB) au niveau actuel - déjà très important - de 14 %, la seule variable d'ajustement serait en effet la rémunération des plus âgés. Le niveau des pensions chuterait donc d'abord lentement, puis de manière plus abrupte afin d'équilibrer le système. Entre 2020 et 2030, les montants relatifs des pensions baisseraient en moyenne de 7 %. Entre 2020 et 2040, la chute atteindrait 10 % et, entre 2020 et 2055, 40 % ! Ce scénario, déjà hautement complexe à piloter pour la puissance publique, représente aujourd'hui le meilleur des cas. Si la natalité baissait davantage et se maintenait au niveau de 2023, « *la population commencerait à reculer entre 2035 et 2040, ce qui implique un véritable changement de paradigme*» , avance le chercheur.

Les conséquences d'un vieillissement accéléré de la population porteraient en effet bien au-delà de la simple rémunération des retraités. Elle toucherait l'ensemble des paramètres économiques : le PIB, le marché de l'emploi, les salaires et la fiscalité via l'imposition du travail. En termes de PIB, à horizon 2050, la différence entre le scénario de l'Insee et celui où la natalité se maintiendrait à 1,68 enfant par femme pourrait atteindre 2 points, soit 50 milliards d'euros.

Les chercheurs de TDTE ont encore travaillé sur un scénario particulièrement pessimiste, dit à l'italienne, « *où le taux de fécondité atteint 1,3 enfant par femme*». Dans ce cas, toute l'économie hexagonale serait menacée d'essoufflement. À court terme, en 2030, les effets paraissent mesurés avec une baisse de seulement un point du PIB, par rapport au scénario initial de l'Insee, « *surtout dû à une baisse de la consommation par ménage et une hausse de l'épargne*» , qui provoquerait une légère contraction économique. Mais tout s'emballerait ensuite, avec, à horizon 2040 ou 2050, *« une baisse du PIB de respectivement 3 et 5 points (toujours par rapport au scénario de l'Insee), contre à peu près 4 et 6 points d'écart pour les pensions de retraite, qualifiés ou non. »*

Concrètement, une telle chute de la démographie amputerait donc le PIB français, soit la richesse créée par le pays, de 75 milliards d'euros en 2040. Elle toucherait aussi le marché du travail, avec une diminution de l'emploi de 4 %, soit environ 1 million d'emplois. À cet horizon, le chômage ne devrait donc plus vraiment être un sujet en France. En revanche, l'équation du financement de la protection sociale, et en premier lieu des retraites, deviendrait insoluble. D'autant que le gouvernement ne s'est toujours pas emparé de la question de la dépendance, hautement sensible pour une société en plein vieillissement.

\*\*\*\* \*num\_83 \*an\_2024 \*quart\_3 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Entre janvier et juin, un peu plus de 326.000 bébés ont vu le jour en France.**

Toujours moins de bébés en France: le nombre de naissances a reculé de 2,4% sur les six premiers mois de l'année, dans la lignée du plus bas historique atteint en 2023 qui avait conduit le président Macron à annoncer des mesures en faveur d'un *«*réarmement démographique *»*. Entre janvier et juin, un peu plus de 326.000 bébés ont vu le jour en France, soit 2,4% de moins par rapport à la même période l'an dernier, selon des données provisoires publiées jeudi par l'Insee.

La baisse est même de 3% si l'on tient compte du fait que 2024 est une année bissextile, précise l'Institut national de la statistique. *«Depuis le début de l'année, chaque mois, le nombre de naissances est bas mais proche des niveaux de 2023»*, a commenté auprès de l'AFP Didier Breton, chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Toutefois, on observe en juin un décrochage beaucoup plus marqué qui pourrait *«être lié aux événements du 7 octobre»*, l'attaque sanglante du Hamas en Israël, estime-t-il. De façon générale, les démographes constatent que des événements anxiogènes incitent les couples à reporter leurs projets de parentalité. Au seul mois de juin, le nombre de naissances a chuté de 7,9%. Dans le détail, il a baissé dans toutes les régions: de -14% en Normandie à -20,1% en Guyane.

**Fin de l'exception française ?**

Si la tendance baissière se poursuit au cours des prochains mois, le nombre de naissances pourraient atteindre un nouveau plus bas annuel en 2024. En 2023, il est déjà passé sous la barre symbolique des 700.000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Au total, 678.000 nouveaux-nés avaient été recensés, soit -6,6% par rapport à l'année précédente. Depuis 2011, le nombre de naissances a reculé chaque année en France, à l'exception de 2021, qui a connu un léger rebond après les confinements liés au Covid-19.

Plusieurs raisons expliquent cette baisse, notamment un facteur démographique: le nombre de femmes de 20 à 40 ans, soit en âge de procréer, a diminué. Et surtout, ces générations de femmes moins nombreuses procréent moins. *«Auparavant, les Français étaient moins nombreux qu'ailleurs à ne pas avoir d'enfant et plus nombreux qu'ailleurs a en avoir trois»*, a indiqué Didier Breton, également professeur de démographie à l'Université de Strasbourg. Il semble toutefois que *«la France est en train de devenir un pays comme les autres en Europe»*, selon lui.

**«Réarmement démographique»**

Après le décrochage des naissances en 2023, le président Emmanuel Macron avait appelé au *«réarmement démographique»* du pays, suscitant au passage un tollé dans les rangs féministes et de la gauche, qui y voyaient une tentative de contrôler le corps des femmes. Le chef de l'État avait annoncé des mesures visant à relancer la natalité, dont la création d'un *«congé de naissance»*de six mois pour remplacer le congé parental, qui peine à convaincre en raison notamment de sa faible rémunération.

Il avait aussi souhaité un *«grand plan»* pour lutter contre l'infertilité. Ces projets de réforme ont toutefois été mis à l'arrêt par la dissolution de l'Assemblée nationale en juin, qui a plongé la France dans la crise politique. Au-delà des éventuelles concrétisations de ces annonces présidentielles, de telles politiques publiques peuvent-elles vraiment avoir un impact sur le nombre d'enfants des couples ? Les démographes estiment qu'il existe un lien entre mesures natalistes et fécondité mais qu'il reste difficilement mesurable. *«Les politiques publiques peuvent faciliter la réalisation du désir des couples d'avoir un enfant mais faire naître ce désir, c'est plus compliqué»* , a notamment souligné Didier Breton.

\*\*\*\* \*num\_87 \*an\_2024 \*quart\_3 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Le sociologue met en garde contre la baisse récente et préoccupante de la fécondité en France. Il avance diverses solutions, classiques ou plus audacieuses, pour remédier à ce recul.**

La nécessité d’un *«réarmement démographique»*! Les mots mêmes sont d’Emmanuel Macron , conscient du besoin de rééquilibrer une pyramide des âges chancelante en France. Aujourd’hui, professeur associé à Sciences Po, Julien Damon est ancien responsable du département de la recherche de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et des questions sociales au Centre d’analyse stratégique. Dans son nouveau livre *, Les Batailles de la natalité*: *quel“réarmement démographique”?* (Éditions de L’Aube), il pointe les liens tenus entre politique familiale et natalité. Il avance plusieurs pistes, comme la création d’une allocation familiale au premier enfant ou un soutien public aux sites de rencontres pour célibataires et familles monoparentales.

**LE FIGARO. - Lors de sa conférence de presse du 16 janvier 2024, Emmanuel Macron a parlé de la nécessité d’un «réarmement démographique». Le taux de fécondité en France est si catastrophique? Et en quoi la France est-elle en danger?**

**Julien DAMON. -**La fécondité baisse depuis 2010 et le nombre de naissances est inférieur à 2000 par jour, ce qu’on n’avait pas vu depuis 1945. Cependant, il y a une trentaine d’années, l’indicateur conjoncturel de fécondité, qui est une appréciation de la fécondité une année donnée, était déjà aussi faible. Cela n’a pas empêché une remontée avec un pic élevé en 2010. Pondérons l’alarmisme: la descendance finale des générations, soit le nombre d’enfants qu’aura eu chaque femme, montre que les femmes nées en 1972-1973, ont déjà plus de 2 enfants chacune. La situation reste, toutefois, préoccupante car les conséquences se diffusent: besoin moins important en crèches, puis en maternelle, puis dans le primaire, et ainsi de suite. Cela engendre des pénuries de main-d’œuvre, des contrecoups sur le financement des retraites et de l’Assurance-maladie. Il n’y a pas forcément danger, mais il y a des problèmes à traiter.

**La France a-t-elle à rougir de sa situation face aux autres pays?**

Une certaine exception démographique française se dilue, mais le drapeau tricolore continue de flotter aux olympiades de la démographie occidentale! Avec un indice conjoncturel de fécondité à 1,7, le pays se situe encore au-dessus de la moyenne de l’Union européenne (1,5) et de l’OCDE (1,6). Plus globalement, la fécondité baisse partout dans le monde. La France connaît un nouveau régime démographique, celui du «grand vieillissement», avec, d’une part, augmentation de l’espérance de vie et du nombre de personnes âgées, et, d’autre part, baisse de la fécondité et du nombre d’enfants. Pour résumer, sur le plan démographique comme sur tant d’autres, les Français pensent vivre un enfer alors qu’ils vivent un paradis (relatif).

**Quel est le portrait type des parents en France qui ont le plus d’enfants?**

Ce n’est plus la famille traditionnelle, catholique et stable, aux parents mariés. Deux profils se dégagent. D’abord la famille dans laquelle l’un des parents est immigré. Surtout, aujourd’hui, les familles nombreuses, ce sont les familles recomposées. Le nombre d’enfants présents au domicile est, dans les familles monoparentales, de 1,8. Il est, dans les familles dites traditionnelles (avec les deux parents), de 1,9, et dans les familles recomposées de 2,4. Dans ce dernier cas, 40 % d’entre elles en ont au moins trois.

**La solution pour accroître la démographie en France passe-t-elle par un recours accru à l’immigration?**

Il s’agit, sur le papier, d’une voie possible. Il faut cependant avoir à l’esprit que les comportements démographiques des immigrés s’ajustent rapidement. Par ailleurs, je trouve que l’idée de faire venir des étrangers, au-delà de la seule question du marché du travail, pour faire des enfants, est dérangeante. Enfin, quand tant de controverses portent sur la créolisation ou le grand remplacement, cette option risque de diviser encore plus notre société.

**Quelles sont les raisons du recul de la natalité en France?**

Certains soutiennent que la diminution contemporaine est liée aux crises économiques et géopolitiques successives, à l’anxiété environnementale. D’autres dénoncent l’effet des réformes de François Hollande, en 2015, qui ont révisé l’imposition des familles avec un plafonnement renforcé du quotient familial et introduit la modulation des allocations familiales. Mais alors, comment expliquer que la fécondité chute depuis 2010? En réalité, chacun cherche à expliquer les variations de la fécondité en fonction de son idéologie. Ce qui est vrai, partout dans le monde moderne, c’est un affaiblissement du désir d’enfant.

**On ne peut donc pas dire que la politique familiale en France a failli…**

Absolument pas! Il est de bon ton, en France, de relier politiques familiales et fécondité. Or les liens sont ténus. Ce n’est pas le niveau des dépenses qui compte, mais leur orientation. Les politiques familiales françaises ont pris un virage, dans les années 1990, vers l’objectif de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Des investissements très conséquents ont été consentis pour financer crèches et assistantes maternelles. Bien entendu, le système est imparfait et incomplet. Reste que la bonne tenue démographique s’explique, en partie, par ce qui a été déployé de ce côté. Les évolutions des allocations familiales et du quotient familial n’ont qu’un impact marginal. D’ailleurs, les Français eux-mêmes, comme certains ministres en charge, n’y comprennent pas grand-chose.

**Dans sa volonté de «réarmer démographiquement» la France, Emmanuel Macron a plaidé pour une révision de l’indemnisation du congé parental et un plan de lutte contre l’infertilité. Vous avancez d’autres priorités et notamment l’attribution des allocations familiales dès le premier enfant. Pourquoi?**

Emmanuel Macron dégaine, à juste titre, la lutte contre l’infertilité. Mieux la prévenir et mieux la traiter, c’est potentiellement davantage de bébés. Augmenter l’indemnisation du congé parental va dans le sens d’un service plus complet et plus adapté aux demandes des parents des enfants de 0 à 3 ans. C’est pour cet âge qu’il est le plus utile quand il s’agit de natalité, même s’il ne faut pas rêver. Dans mon livre, j’explore des voies complémentaires, relevant de la politique du logement mais aussi de la révision des cibles habituelles de la politique familiale. Celle-ci se centre, depuis l’après-guerre, sur les familles nombreuses. Or ces dernières ont beaucoup changé. Et le problème n’est plus de susciter la survenue d’un deuxième ou d’un troisième enfant, mais bien d’un premier. D’où l’idée de créer une allocation familiale au premier enfant.

**Ces mesures sont-elles compatibles avec la dégradation des finances publiques?**

Lutter contre l’infertilité et réviser le congé parental coûtent largement moins cher que revenir sur les décisions qui ont été prises quand François Hollande était président. Je plaide donc pour une allocation familiale au premier enfant, avec un système de forfaitisation de ces prestations (chaque enfant rapporterait la même chose). Certes, cela coûterait 3 milliards d’euros mais d’autres efforts d’économie s’imposent, probablement sur le quotient familial.

**Quitte à paraître iconoclaste, vous prônez de favoriser la recomposition des familles monoparentales, via des sites de rencontres financés par les pouvoirs publics…**

Les recompositions contribuent déjà nettement à la fécondité. Un couple recomposé sur deux a un nouvel enfant. Je pense que l’on peut mieux soutenir ces parents et que l’on peut également soutenir les nouvelles recompositions familiales, notamment du côté des familles monoparentales (qui, très généralement, ne peuvent avoir d’enfant en plus). Plus largement, les acteurs des politiques familiales devraient investir dans l’aide aux rencontres. On passe son temps à dire qu’il faut lutter contre l’isolement: agissons. Les Caisses d’allocations familiales (CAF) et les collectivités territoriales peuvent s’impliquer dans les applications de rencontre en ligne, dans des moments festifs, dans du conseil matrimonial. Ce dernier point est plutôt souriant, et c’est en souriant que l’on fait des enfants plutôt qu’en grommelant. Il faut une politique familiale innovante et joyeuse, avec des voies, au premier abord, déroutantes.

\*\*\*\* \*num\_91 \*an\_2024 \*quart\_4 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**ENTRETIEN - Selon les chiffres de l’Insee publiés jeudi 14 novembre 2024, 33,6% des naissances en France en 2023 étaient issues d’au moins un parent né à l’étranger (30,28% hors UE). Promue par l’UE, la relance de la fécondité par l’immigration n’enrayera pas le déclin démographique, analyse la démographe.**

*Michèle Tribalat est démographe. Dernier livre paru :*Immigration, idéologie et souci de la vérité *(L’Artilleur, 2021).*

LE FIGARO. - La semaine dernière, l’Insee a publié les chiffres définitifs sur la natalité en France en 2023 : sur la France entière, 33,6% des naissances étaient issues d’au moins un parent né à l’étranger. Ce chiffre est-il surprenant ?

Michèle TRIBALAT. - Non, car le nombre de naissances décline globalement depuis 2010 (-20%), mais plus vite lorsque les deux parents sont nés en France (-27%). Quant aux naissances d’au moins un parent né à l’étranger, elles n’ont que peu baissé sur la période (- 3%). Ce sont les chiffres en France métropolitaine, pour éviter la petite discontinuité d’enregistrement avec l’apparition de Mayotte dans les données France entière en 2014. Donc la proportion de naissances d’au moins un parent né à l’étranger a gagné près de six points depuis 2010 (33,1 % en 2023 en France métropolitaine). Ce déclin global de la natalité est lié principalement au recul de la fécondité . Le nombre moyen d’enfants par femme a d’abord fléchi lentement, puis plus vite avec une baisse particulièrement abrupte en 2023, qui touche tous les âges mais surtout les femmes âgées de 25-34 ans. En France métropolitaine, en 2023, les femmes ont eu 1,64 enfant par femme contre 2,02 en 2010.

A-t-on des informations détaillées sur le pays de naissance des parents ?

Cette année, l’Insee a publié un nouveau tableau donnant, pour les pères (y compris les 0,2% de deuxièmes mères) et les mères le détail des pays de naissances par état matrimonial à la naissance de l’enfant en 2023. Pour la France métropolitaine, dans 18% des naissances le père est né en Afrique (dont la moitié au Maghreb). C’est 16% lorsque c’est la mère. Viennent ensuite les naissances dont le parent est né en Europe (un peu plus de 4% dans les deux cas).

Si, dans l’ensemble, 57% des naissances se sont produites hors du mariage, c’est beaucoup plus lorsque le parent est né en France, qu’il s’agisse du père ou de la mère (64%). En effet si les naissances hors mariage sont devenues la norme dominante lorsque le père est né en France (ou la mère), tel n’est pas le cas pour tous les parents nés à l’étranger. Ainsi, les naissances hors mariage sont rarissimes lorsque la mère est née au Maghreb (par exemple, à peine 5% pour les mères nées en Tunisie) et peu fréquentes lorsque c’est le père (15,6% pour ceux nés en Tunisie). Si bien que la part des naissances de père né au Maghreb dans un mariage grimpe à 25%. Les naissances hors mariage sont aussi très rares lorsqu’un parent est né en Turquie.

Parmi ces 33,6%, la part de naissances issues d’un seul parent né hors de l’UE (15,1%) est moins élevée que celle des naissances issues de deux parents nés hors de l’UE (18,5%). Comment l’expliquer ?

Il est plus sage d’examiner l’évolution de la part des naissances d’au moins un parent né à l’étranger car l’Insee a «changé de pied» en 2011 dans sa manière de traiter les pays de naissance du père inconnus, sans être très bavard sur ce qu’il a fait. Jusqu’en 2010, les deux groupes évoluaient de concert. Après, le nombre des naissances d’un seul parent né à l’étranger a décliné quand celui des naissances de deux parents nés à l’étranger augmentait. Il est plus prudent de ne pas trop épiloguer sur ces variations.

Par contre, ceux qui ont compulsé les données mises en ligne récemment sur la natalité par pays de naissance des parents ont pu constater l’innovation (woke ?) de l’Insee. Jusqu’aux données publiées l’an dernier, les enfants qui naissaient avaient un père et une mère. Celles mises en ligne récemment sur les naissances ont bien encore une mère mais plus de père. Suivant les nouvelles consignes de l’état civil, l’Insee parle alors de second parent qui, dans 0,2% des cas peut être une femme. Cela s’appelle avoir le sens des proportions ! On aimerait donc que l’Insee cesse d’annuler la paternité afin de ne pas déplaire aux âmes sensibles et qu’il distingue les deux catégories de second parent : le père et la deuxième mère dans le cas des unions lesbiennes.

Les naissances issues de deux parents français sont passées de 72% en 2000 à 66,4% en 2023 en France, et celles de parents issus de deux pays hors de l’UE ont augmenté de 73%. Quelles prévisions est-il possible de faire pour la démographie française ?

Il va falloir surveiller l’évolution de la fécondité des femmes âgées de 25-29 qui baisse et celle de la fécondité des femmes âgées de 30-34 ans qui a elle aussi commencé à baisser. Si la fécondité à 25-29 ans s’effondre comme on l’a vu par exemple en Espagne, sans que celle des 30-34 ans ne remonte suffisamment ou continue de baisser, la France pourrait rejoindre l’Espagne où le nombre moyen d’enfants par femme est descendu à 1,16 en 2022. Le report des naissances à des âges toujours plus élevés a ses limites liées à la fertilité déclinante.

La Commission européenne, qui plaide pour que l’immigration étrangère vienne compenser le déclin démographique et amener les travailleurs qui vont manquer à l’UE, a tendance à enjoliver les choses. Dans sa communication du 27 avril 2022, elle énonçait les bienfaits que l’immigration qu’elle appelle de ses vœux ne manquerait pas d’apporter : « *la migration légale peut constituer en soi une forme d’investissement dans l’économie et la société dans son ensemble qui favorise les transitions écologique et numérique de l’Union tout en contribuant à rendre les sociétés européennes plus soudées et résilientes*». Cependant, ajouter des personnes venues de l’étranger sans pouvoir compter sur une fécondité suffisante pour alimenter le bas de la pyramide des âges des populations européennes, c’est se condamner à recommencer lorsqu’elles auront vieilli.

\*\*\*\* \*num\_93 \*an\_2024 \*quart\_4 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Pour la seconde année consécutive, le nombre de nouveau-nés a fortement baissé, une tendance qui risque fort de s’accentuer avec la crise politique et économique.**

Emmanuel Macron avait voulu décréter un *«réarmement démographique»*(sic) lors de sa conférence de presse du 16 janvier et l’expression en avait offusqué plus d’une, chez les féministes et à gauche en particulier. Le président de la République réagissait alors au bilan catastrophique dressé le jour même par l’Insee, constatant une chute de 6,6% des naissances l’an dernier. À peine 678.803 nouveau-nés ont vu le jour en 2023 , dont 639.503 dans la *«France métropolitaine»*une définition territoriale stable et commode pour les comparaisons historiques, la France elle-même étant un pays à géométrie variable.

Jamais, depuis 1901, l’Hexagone n’a en tout cas connu aussi peu de nouveau-nés, selon l’Institut national de la statistique, comptable de la démographie française, à l’exception de deux périodes de sinistre mémoire. Durant la Première Guerre mondiale, les naissances s’étaient brutalement effondrées de moitié, tombant à 384.676 en 1916. Et la décennie 1935-1945 fut une période de grande dénatalité, avant et pendant le second conflit mondial, où le nombre de naissance a été inférieur à 600.000 par an.

Les statistiques de naissances sont désormais retombées à leur niveau des années 1930 et elles apparaissent d’autant plus faibles *«que la France comptait alors un peu plus de 40 millions d’habitants , contre près de 70 millions aujourd’hui»,*souligne l’Institut national des études démographiques (Ined) dans son bulletin de Conjoncture démographique 2024, publié la semaine dernière.

**Une chute spectaculaire des naissances en juin 2024**

Or, contrairement à ce qui s’était passé après la crise sanitaire du Covid de 2020 avec un rebond du nombre de naissances l’année suivante, il n’y aura pas eu de rattrapage en 2024 *. «Les chiffres mensuels de janvier à octobre des déclarations de naissance sont aujourd’hui connus et si on les extrapole, 2024 devrait marquer une nouvelle baisse de 2,3% du nombre des naissances , soit environ 660.000 cette année »*, estime Didier Breton, chercheur associé à l’Ined et professeur à l’Université de Strasbourg.

Les démographes ont notamment observé une chute spectaculaire en juin 2024, quand l’Insee a recensé seulement 1757 naissances quotidiennes, le chiffre le plus bas de l’histoire récente, en retrait de 7,9% par rapport à juin 2023. Ce décrochage pourrait être lié à l’attaque terroriste du Hamas en Israël du 7 octobre 2023, pense-t-on. De façon générale, les experts de la population sont convaincus d’expérience que les évènements anxiogènes incitent les couples à reporter leurs projets de parentalité. Il est certes prématuré d’en tirer les conséquences à ce jour, mais le climat délétère qui règne sur la politique et l’économie depuis la dissolution surprise de l’Assemblée nationale du 9 juin dernier risque fort de dégrader à nouveau la natalité à partir de mars 2025.

Une certitude en tout cas : jusqu’à la fin de la décennie 2010 la France avait résisté à la dénatalité qui frappait la quasi-totalité de l’Union européenne, mais cette *«exception française»* tend à se réduire. La baisse historique du taux de fécondité - nombre d’enfants par femme en âge de procréer – qui est tombé à 1,68 en 2023, niveau sans précédent depuis la fin de la Première Guerre mondiale, selon l’Ined et cela nous rapproche progressivement de la moyenne européenne de 1,46. Le changement est radical, alors que l’Hexagone affichait encore en 2011 un *«indice conjoncturel de fécondité»*de 2,01, assurant le renouvellement de sa population et nous plaçant très au-dessus de la moyenne de l’Union européenne (1,54).

**100.000 naissances par an en moins**

*«Auparavant, les Françaises étaient moins nombreuses qu’ailleurs à n’avoir aucun enfant et plus nombreuses à en avoir trois. Aujourd’hui, on constate une augmentation de la part de femmes sans enfant, tout particulièrement chez les femmes diplômées, et la proportion des enfants de rang trois diminue»*, note le démographe Didier Breton. En une quinzaine d’années la France a ainsi perdu un peu plus de 100.000 naissances par an. Elles étaient de 794.995 en moyenne sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy (2007-2012). Elles sont passées à 763.362 sous le quinquennat de François Hollande (2012-2017). Elles sont tombées à 693.057 en moyenne depuis qu’Emmanuel Macron est entré à l’Élysée en 2017.

*«La réduction observée en 2023 marque une rupture dans l’évolution récente de la fécondité française avec peu d’équivalents depuis l’après-guerre, si ce n’est durant la crise du choc pétrolier au début des années 1970 et au moment du “tournant de la rigueur” de 1983»*souligne l’Ined.

Si le constat statistique paraît imparable, il est plus difficile d’en démêler les causes, à l’évidence multiples. Les crises économiques et géopolitiques successives, les anxiétés liées aux catastrophes climatiques qui incitent à ne pas avoir de progéniture (le mouvement *«no kids»* en bon français), mais aussi les infléchissements de la politique familiale depuis 2014 sous le quinquennat Hollande (plafonnement du quotient familial et des allocations familiales sous conditions de ressources). Autant de phénomènes qui, malgré leur hétérogénéité, conjuguent leurs effets.

**Fertilité et crise du logement**

Pour sa part, Emmanuel Macron a cru bon de mettre en avant la question de l’infertilité des hommes et des femmes. Il se dit *«interpellé»* entre l’écart entre le taux de fécondité (1,68) et celui du désir d’enfant (2,3 selon les enquêtes d’opinion). D’où sa promesse, dévoilée en mai dernier au magazine *Elle*, d’un *«grand plan»* pour lutter contre l’infertilité, à coups d’examens médicaux pour les jeunes adultes, mais aussi l’annonce de modifications du congé parental. Tous ces projets ont bien sûr été mis à l’arrêt depuis la dissolution de l’Assemblée nationale de l’été dernier.

Étaient-ils vraiment à la hauteur du problème, n’aurait-il pas fallu plutôt s’inquiéter de la crise du logement sans précédent depuis l’hiver 1954 et le cri d’alarme de l’Abbé Pierre qui avait défrayé la chronique ? *«L’ambition présidentielle du réarmement démographique restera lettre morte tant que les Français ne pourront pas se loger»,* dénonçait au printemps dernier dans les colonnes du Figaro David Lisnard, maire de Cannes et président de l’Association des maires de France. Plus encore que l’envolée de la dette publique à hauteur de 1000 milliards d’euros qui lui est tant reprochée, Emmanuel Macron restera-t-il dans les mémoires pour avoir vidé les berceaux ?

\*\*\*\* \*num\_100 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

**Dans une note détaillée pour la Fondapol et l’Observatoire de l’immigration, le démographe Gérard-François Dumont montre l’influence des choix politiques sur la fécondité. Il propose des pistes pour sortir la France de cette pente inquiétante.**

*Professeur émérite à Sorbonne-Université, Gérard-François Dumont dirige la revue* Population & Avenir*. Il est l’auteur d’une note pour la Fondapol et l’Observatoire de l’immigration et de la démographie (OID) intitulée*Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité *(décembre 2024).*

LE FIGARO. - Pouvez-vous retracer le lent glissement d’une politique familiale universelle vers une politique sociale que vous décrivez dans la note ? En quoi a-t-il nui à notre démographie ?

Gérard-François DUMONT. - Plus de 70 ans durant, la France a eu une politique familiale transpartisane, de sorte à octroyer aux ménages qui accueillaient un ou plusieurs enfants des compensations, afin que leur pouvoir d’achat n’en soit pas trop diminué. Afin, également, qu’ils puissent disposer d’un logement adéquat et concilier vies professionnelle et familiale. Or, au fil des années, les conditions de ressources se sont multipliées, alors que la politique familiale doit en principe tenir compte du nombre d’enfants, non du revenu des familles, auquel cas elle se transforme en politique redistributive ou sociale.

Une première rupture, à compter des années 1970, est liée à la création de différentes prestations sous conditions de ressources, selon des modalités changeantes. Inévitablement, des effets de seuil apparaissent, à l’origine d’inégalités selon que les citoyens se trouvent juste en dessous ou juste au-dessus du seuil de versement. Une autre grosse fêlure apparaît en 1997 dans la mesure où, avant les élections législatives de cette année-là, tant la droite que le Parti socialiste voulaient remettre en cause l’universalité des allocations familiales. Devenu premier ministre, Lionel Jospin a décidé cette suppression de l’universalité des allocations familiales. Mais, au sein de la gauche plurielle qui gouvernait la France, il s’est heurté à l’opposition du Parti communiste.

Il en a résulté que Jospin a dû rétropédaler au bout d’une durée (symbolique !) de neuf mois, en septembre 1998. Après quoi, une certaine confiance dans la politique familiale étant revenue, la natalité a rebondi. Cet épisode a permis que la mutation de la politique familiale en politique sociale sorte pendant plusieurs années des programmes de tous les partis, tant de droite que de gauche. Je rappelle que la politique familiale est historiquement, dans les années 1930, un combat d’une gauche travaillant de concert avec les démocrates-chrétiens, et que le quotient familial a été voté en 1945 à l’unanimité du Parlement.

En quoi la réforme de 2014, sous l’impulsion de François Hollande, constitue-t-elle un «grand soir» de la natalité française ?

Le changement majeur s’est opéré en 2014, quand il a été mis fin à l’universalité des allocations familiales, à savoir lorsqu’on les a baissées pour ceux dont on considère les revenus élevés alors que leur pouvoir d’achat relatif avait déjà été abaissé faute de revalorisations suffisantes. Comme, en outre, François Hollande a choisi de raboter d’autres éléments de la politique familiale, qu’il s’agisse du quotient familial, des dates de versement des allocations, du congé parental, etc. Ce véritable «grand soir» a remis en cause un principe consensuel qui n’avait été suspendu que neuf mois en 1998. La politique familiale est définitivement devenue sociale, d’autant que le plafonnement du quotient familial est passé à ce moment-là de 2000 à 1500 euros. J’y vois une entorse très claire à la Déclaration des droits de l’homme qui énonce qu’ *«une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.»*À l’évidence, un couple qui élève des enfants a une moindre capacité contributive à payer des impôts que dans la période où il n’en élève pas.

Quand vous attribuez la moindre fécondité des cadres à la «socialisation» de la politique familiale, qui pénalise davantage les ménages aisés, ne sous-estimez-vous pas le facteur sociologique du phénomène ?

Afin de vous répondre, rappelons que le «grand soir» de la politique familiale décidé au milieu des années 2010 a pénalisé toutes les familles et non seulement les ménages aisés, puisqu’il y a eu aussi le rabotage du congé parental ou la forte diminution de la dotation de fonctionnement aux communes, limitant leur possibilité de développer leurs services d’accueil à la petite enfance. En conséquence, cela s’est traduit par une perte de confiance en la politique familiale, contrairement à ce qui s’était passé à la suite de la crise économique de 2008. Dans la plupart des pays européens qui l’ont subie fortement, Grèce, Italie ou Espagne, elle a engendré un appauvrissement des populations et une baisse presque mécanique de la fécondité.

Or en France, la crise économique n’eut pas cet effet car la politique familiale, qui était alors globalement satisfaisante, a induit un facteur de résilience. Évidemment, des facteurs sociologiques peuvent s’exercer et les discours malthusiens de nombre de dirigeants comme de soi-disant experts ne sont pas favorables à l’accueil d’enfants, mais le facteur central, explicatif des variations de fécondité, c’est la politique familiale. En effet, un élément sociologique a perduré ces cinquante dernières années, c’est le nombre d’enfants souhaité par les Français. Ce nombre, autour de 2,3 enfants par femme, n’a quasiment pas changé. Si ce chiffre était de 1,6 enfant par femme, donc au niveau de l’actuel indice de fécondité, on pourrait se montrer fataliste et faire porter le chapeau à des causes sociologiques. Mais ce n’est pas du tout le cas.

Simple constat : les mêmes qui assurent que les politiques publiques influencent les comportements prétendent que la politique familiale serait neutre en termes d’effets. Quelle ironie ! Nous observons, depuis plus de 70 ans, une corrélation entre les mesures positives ou négatives prises au sommet de l’État et les variations de la fécondité en France, à la hausse ou à la baisse. Pour comprendre cette corrélation, deux périodes, anciennes, illustrent bien cette réalité : le septennat de Valéry Giscard d’Estaing , suivi de celui de François Mitterrand. Leur déclinaison en matière familiale est semblable, des choix défavorables en première période, puis des décisions améliorant la politique familiale dans une seconde période et le rythme de la fécondité s’est révélé dans chaque cas d’abord en baisse puis en hausse. Par exemple, c’est en 1984, à la demande de François Mitterrand , qu’a été créée la première formule du congé parental, engendrant une hausse de la fécondité. En somme, les évolutions en termes de fécondité ne sont pas tant liées à la couleur politique des gouvernements qu’aux orientations prises en faveur ou non de la politique familiale.

Vous pointez du doigt l’asymétrie dans les faits entre le droit d’avoir des enfants et celui de ne pas en avoir, que vous qualifiez de « contre-acception »...

Selon la représentation classique, la justice présente une balance dont les plateaux sont équilibrés. Or, deux libertés ne sont pas mises sur le même plan par notre société. D’une part, la liberté de ne pas avoir d’enfant est prise en charge collectivement, qu’il s’agisse des moyens de contraception ou du recours à l’avortement. C’est bien la société qui assume ces dépenses, y compris pour les personnes aux revenus élevés. En revanche, les rabotements successifs de la politique familiale ont nui à la liberté d’avoir le nombre d’enfants souhaité. Ce droit-là est devenu très insuffisamment accompagné, à la différence du premier.

Que préconisez-vous pour donner aux femmes la possibilité d’avoir le nombre d’enfants qu’elles souhaitent ?

Si l’on se projette, la politique familiale doit reposer sur trois principes et prendre trois directions. Les trois principes sont la liberté d’accueillir le nombre d’enfants souhaité, comme évoqué à l’instant ; la lisibilité, puisque aujourd’hui les types de prestations familiales sont multiples, leur nom change périodiquement, comme les conditions d’attribution, on ne se retrouve plus dans ce maquis ; enfin, la pérennité, car un enfant ne s’élève ni en trois mois, ni en trois ans, mais dans la durée et donc il faut la garantie que l’accompagnement sera durable.

Forts de ces trois principes, l’État doit embrasser trois directions correspondant à autant de questions que se posent les foyers. Un enfant supplémentaire ne va-t-il trop réduire notre pouvoir d’achat ? D’où la nécessité des allocations et du quotient familiaux. Pourrons-nous loger un nouveau-né ou ce dernier lorsqu’il grandira ? Notre politique du logement, malthusienne, se caractérise actuellement par une offre immobilière largement insuffisante. Pourrons-nous concilier vie professionnelle et vie privée ? En la matière, les services de garde de jeunes enfants se sont détériorés à mesure que les collectivités territoriales qui en ont la charge ont vu leurs moyens diminuer substantiellement, non seulement avec la baisse des dotations de l’État évoquée ci-dessus, mais aussi avec la fin de la taxe d’habitation sur les résidences principales. L’absence de visibilité des communes sur leurs recettes futures nuit à des décisions d’investissements en matière d’offre de services à l’enfance, sans oublier le financement des frais de fonctionnement des investissements éventuellement réalisés.

Le dernier bilan de l’Insee , publié le 14 janvier, fait état d’une année 2024 à 663 000 naissances, un indicateur qui n’a jamais été aussi bas depuis 1945…

En réalité, l’événement démographique majeur de l’année 2024, que l’Insee ne met pourtant pas en évidence, est que, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale , la France métropolitaine est entrée en dépopulation, c’est-à-dire qu’elle compte plus de décès que de naissances. L’Insee a le tort de privilégier les chiffres présentant l’addition des données démographiques de la France métropolitaine et des cinq départements d’outre-mer. C’est d’abord oublier les autres territoires français, soit la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ensuite, chaque département d’outre-mer relève d’un régime démographique propre et différent de celui de la France métropolitaine, supposant des analyses spécifiques. Or, si l’on examine la France métropolitaine, on constate en 2024 une dépopulation inédite, soit 1 000 décès de plus que de naissances, les premiers étant estimés à 630 000 et les secondes à 629 000.

En outre, au sein même des territoires métropolitains, des écarts de fécondité se manifestent. En Seine-Saint-Denis, elle est plus élevée que la moyenne en raison d’une nombreuse population issue de l’immigration. Nombre des femmes, dont certaines probablement en situation irrégulière comme l’attestent des rapports parlementaires, ont un enfant très rapidement après leur arrivée en France, sans doute en vue de s’assurer un séjour durable sur le sol de la République. Ce phénomène explique en partie les disparités démographiques observées selon les départements.

\*\*\*\* \*num\_103 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_figaro \*titre\_ \*texte\_

Longtemps, la démographie de la France a semblé défier tant la spirale de déclin qui emporte notre pays depuis les années 1980 que la chute des naissances dans le monde développé. Cette exception est terminée. Loin du *«réarmement démographique»*vanté par Emmanuel Macron - formule absurde car on ne fait pas des enfants comme on fabrique des canons -, l'effondrement des naissances constitue aujourd'hui un puissant facteur d'accélération de la crise française. Il est pour le moins étonnant que nul n'y prête attention alors que les retraites monopolisent l'action du gouvernement et le débat public. Le renouvellement des générations est en effet la condition première de la pérennité d'un système de retraite par répartition.

Au 1er janvier 2025, la population de la France s'élevait à 68,6 millions de personnes, dont 66,4 millions en métropole. En 2024 n'ont été enregistrées que 663 000 naissances, soit 2,2 % de moins qu'en 2023 et 21,5 % de moins qu'en 2010, pour 646 000 décès. Le solde naturel est donc pratiquement nul ; l'augmentation de la population n'est plus assurée que par l'immigration, dont le solde est officiellement évalué à 152 000 personnes, ce qui est très inférieur à la réalité. L'hiver démographique qui a rattrapé la France s'explique par l'écroulement de la fécondité, passée de 2,03 à 1,59 enfant par femme en métropole depuis 2010. Ce niveau est identique à celui de 1919, au lendemain du carnage de la Grande Guerre. Notre pays converge ainsi à vitesse accélérée vers la moyenne de l'Union européenne (1,46 enfant par femme), très loin du seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme).

Les raisons sont diverses et complexes. Le nombre de femmes en âge de procréer diminue et l'âge moyen de la maternité a progressé jusqu'à 31,2 ans, contre 25 ans pour les générations précédentes. Les jeunes adultes rencontrent des difficultés croissantes pour accéder à un emploi stable et se loger, avec une construction à son plus bas depuis 1952, et sont les premières victimes de la paupérisation de la population. Les difficultés pour les femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle augmentent avec leur activité, notamment du fait de l'insuffisance et du coût des systèmes de garde. Le démantèlement de la politique familiale par François Hollande en 2014, avec l'amputation du quotient familial et la mise sous condition de ressources des allocations, a joué un rôle décisif en frappant de plein fouet les classes moyennes. Enfin, la multiplication des chocs et des crises, du krach de 2008 à la flambée d'inflation en passant par l'épidémie de Covid, de l'anxiété climatique au retour de la guerre en Europe, de l'extinction de la croissance à la faillite de l'État, exacerbée par l'impuissance des pouvoirs publics et le dérèglement des institutions, a plongé les Français dans une peur panique de l'avenir.

Les conséquences du violent décrochage de notre démographie sont majeures. La population entre dans une longue stagnation. Elle augmentera très lentement pour atteindre 69 millions de personnes vers 2045 avant de revenir à 68 millions en 2070. Son hétérogénéité, indissociable des problèmes d'intégration, se renforcera, puisque seule l'immigration compensera le déficit des naissances - alors que 33,6 % des naissances sont déjà issues d'au moins un parent étranger. Simultanément, le vieillissement va s'emballer, la part des plus de 65 ans progressant de 21,8 % aujourd'hui à plus de 30 % en 2030 contre 16,3 % en 2010. La croissance potentielle sera réduite à néant par le plafonnement de la population active autour de 30 millions de travailleurs, aggravé par la baisse de la productivité du travail (10 % depuis 2019) liée au vieillissement et à la déqualification. La diffusion du malthusianisme tue l'investissement et l'innovation. Les charges supplémentaires pour les comptes sociaux sont évaluées à 5 % du PIB, ce qui portera les transferts à un niveau insoutenable de 39 % du PIB. Le système de retraite implosera avec un rapport d'un actif pour un retraité contre cinq pour un dans les années 1960.

Au total, le krach de la démographie est synonyme de décroissance, de paupérisation, de désintégration de la protection sociale et de crise de la dette publique, comme le montre la spirale régressive dans laquelle se trouvent enfermés le Japon et l'Italie, dont la population a diminué de 60,8 millions à 58,8 millions depuis 2014 et pourrait tomber à 47 millions en 2070. À l'inverse, le dynamisme démographique des États-Unis (soldes naturel et migratoire de 2 et 1,3 millions de personnes par an) joue un rôle clé dans la vigueur de la croissance à long terme (2,5 % par an) et dans le renouveau de leur leadership économique et technologique. Il n'existe pas plus de fatalité pour le déclin démographique que pour la désindustrialisation, la paupérisation ou la crise de la démocratie. Comme pour le réchauffement climatique, il est possible de l'enrayer tout en s'adaptant à ses effets. Trois leviers sont disponibles : l'immigration, à la condition d'être orientée vers le travail comme aux États-Unis et accompagnée d'une politique efficace d'intégration comme en Europe du Nord ; la robotisation et le déploiement de l'IA, qui demandent des investissements massifs - à l'image du plan de 500 milliards annoncé par Donald Trump ; la mise en place d'une politique de soutien de la natalité.

Les paris sur la seule immigration ou sur la seule technologie sont perdus par avance, comme le montrent l'Allemagne ou le Japon, en raison des difficultés de l'intégration et des limites du remplacement des hommes par les machines. Ils ne peuvent réussir que s'ils sont adossés à un puissant effort de relance de la démographie. La hausse de la natalité constitue donc, comme en 1945, une condition déterminante du redressement de la France. Celle-ci reste possible car, contrairement à la Corée, où les femmes ne veulent plus vivre en couple ni avoir d'enfants, les mariages et les pacs sont en hausse dans notre pays, et les familles désireraient 2,27 enfants.

Il est donc grand temps de rééquilibrer financièrement mais aussi politiquement et moralement l'effort de la nation entre les retraites et les naissances, les pensions et les berceaux. En lançant un plan de lutte contre le scandale de la mortalité infantile (4,1 pour mille naissances vivantes contre 1,4 en Norvège 1,7 en Finlande 1,8, en Suède, 3,1 en Allemagne). En garantissant l'égalité professionnelle et en facilitant la conciliation entre travail et vie de famille pour les femmes. En accroissant et diversifiant les modes de garde, notamment par la restauration des emplois familiaux. En démantelant le carcan fiscal et réglementaire qui a étouffé le marché immobilier. En réformant drastiquement le système éducatif. En rééquilibrant l'État-providence, qui affecte 15 % du PIB aux retraites et 2,2 % au soutien des familles. En recentrant la politique familiale sur le soutien de la natalité et en rétablissant l'universalité des allocations.

La démographie structure les nations. Elle prend toujours sa revanche sur les peuples qui prétendent l'ignorer, comme la France en a fait la terrible expérience en 1940. Il est grand temps que notre pays rompe avec le malthusianisme, qu'il cesse de se ruiner en sanctuarisant les rentes du passé pour réinvestir dans sa jeunesse et son avenir.